

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Rémy
Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie,
Jean-Pierre Molénat, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
19 Rue des Pyrénées - 91090 LISSES

Avertissement à nos lecteurs

Les articles publiés par les *CMO* relèvent tous de l'histoire complexe et plurielle du mouvement ouvrier. Ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de rédaction ou de tel ou tel membre de cette instance. Le courrier des lecteurs permet à ceux qui le souhaitent de contester le contenu des articles publiés, en tenant compte du principe énoncé ci-dessus

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **10 euros (+1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros**

- Etranger : Europe : **38 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **45 euros**.

Abonnement de soutien : 50 euros et plus

Nom, Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des Cahiers du Mouvement Ouvrier

A renvoyer à Colette Hublet, 78 rue Haxo - 75020 Paris

Site des CMO

Pour vous connecter : cahiersdumouvementouvrier.org

Ce site, que nous ouvrons vingt ans après la parution du n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, met en ligne tous les numéros d'avril 1998 à l'année 2012, tous les sommaires jusqu'au n° 72, un tableau classant plus de 1 200 articles par thèmes...

Ce site sera progressivement enrichi (chaque année, quatre numéros de plus en ligne, les vidéos de conférences...) et son accessibilité améliorée.

Sommaire

des cahiers du mouvement ouvrier n° 82

Trois révolutions défaites (1918-1923) : Bulgarie, Autriche, Hongrie Causes et conséquences

- Présentation du numéro 82. p. 5

La révolution hongroise écrasée

- Chronologie de la révolution hongroise (mars 1918-août 1919), suivie de trois cartes présentant l'Autriche-Hongrie et les Balkans entre 1918 et 1923. p. 10
- Hongrie 1919 : *Contre-révolution, défaite, émigration*. Extraits de la thèse de Dominique Gros p. 20
- La conférence de fondation du Parti communiste international hongrois en novembre 1918. Extrait du journal *Faucille et Marteau*, n° 4, 1932 p. 33
- Belà Kun et le MSzDP (Parti social-démocrate de Hongrie) p. 34
- La social-démocratie ouvre la voie à la terreur blanche, par Belà Kun p. 36
- Belà Kun : leçons tirées de l'échec de la révolution cinq ans après la défaite p. 38
- Interview de Belà Kun (décembre 1919)..... p. 40
- Comment Belà Kun voit-il la classe ouvrière hongroise ? par Marc Teulin p. 44

La révolution en Autriche étranglée

- Présentation par Jean-Jacques Marie..... p. 48
- La révolution autrichienne. Extraits d'un texte de Georges Scheuer. p. 56
- *La Marche du socialisme*, d'Otto Bauer (1919). Extrait du premier chapitre de la brochure p. 58
- Complément sur la révolution autrichienne par Olivier Simon p. 60

La révolution en Bulgarie bâclée et écrasée

- Présentation par Jean-Jacques Marie..... p. 62
- *Le coup d'État bulgare et le Parti communiste* - Discours de Karl Radek p. 73
- Bulgarie : *Le tournant obscur*, par Victor Serge p. 75
- Trotsky : extrait des *Leçons d'Octobre* (1924).....p. 77
- Trotsky sur la question du front unique (la *Pravda*, 18 décembre 1921).....p. 78



Défense du marxisme

- À propos du *Staline* de Domenico Losurdo :
le débat entre Jean-Jacques Marie et Domenico Losurdo p. 84

Point d'histoire

- Les exécutions de soldats italiens durant la Première Guerre mondiale,
par Frank La Brasca p. 100

Notes de lecture

- *Camille et Lucile Desmoulins*, d'Hervé Leuwers, par Roger Revuz..... p. 104
- *André Breton*, de Jean-Pierre Plisson, par Frank La Brasca..... p. 106

+++++

- Perles p. 113
- Deux citations à méditer..... p. 114



Présentation

Jean-Jacques Marie

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* est pour l'essentiel consacré aux révolutions qui, comme en Russie, ont éclaté en Bulgarie, en Autriche et en Hongrie en 1918-1919, à la suite de la guerre de 1914-1918 qui a plongé les masses dans la misère et disloqué la monarchie russe et les Empires centraux.

Ces révolutions ont toutes les trois subi la même lourde défaite que celle de la révolution allemande, consommée en 1923, ont condamné la révolution russe à l'isolement et donc créé les conditions de la victoire de la bureaucratie et du stalinisme, puis ont débouché plus ou moins vite sur la contre-révolution sanglante et le fascisme.

Sans en donner un récit détaillé, ce numéro essaie à la fois de donner une image – certes incomplète mais la plus vraie possible – de ces trois révolutions et de fournir les éléments de réflexion permettant d'essayer de comprendre pourquoi chacune d'elle a échoué. Les deux textes centraux sont donc l'extrait de la thèse de Dominique Gros sur les raisons de l'échec de la révolution hongroise et le texte de Trotsky sur le front unique.

Il faut replacer l'histoire de ces pays pendant ces années dans la situation créée par les vainqueurs de l'Entente – et au premier chef le gouvernement français de Clemenceau – à ces trois pays vaincus.

Les traités imposés à la Bulgarie, à l'Autriche et à la Hongrie, dans le droit fil du traité de Versailles, sont d'une extrême brutalité. Certes postérieurs pour l'Autriche et la Hongrie aux révolutions qui y ont éclaté, ils sont le couronnement d'une politique de soumission aux intérêts de la bourgeoisie des pays de l'Entente.

Le traité de Saint-Germain, signé le 10 septembre 1919 par l'Autriche, entérine ainsi l'explosion de l'ancien Empire austro-hongrois en sept morceaux, dont une Autriche qui se voit interdire l'utilisation de l'adjectif allemande et la réalisation de l'Anschluss (1) avec l'Allemagne. Le traité de Neuilly, signé par le chef du gouvernement provisoire Stamboliski le 27 septembre 1919, impose à la Bulgarie des réparations de 2,25 milliards de francs-or (assortis d'un intérêt de 2 % par an !), retire à la Bulgarie un certain nombre de territoires à l'ouest (attribués au nouvel État croate-slovène-serbe créé de toutes pièces – la future Yougoslavie –, au nord-ouest (le territoire de la Dobroudja controversé entre la Roumanie et la Bulgarie) ; et surtout, au sud, le traité transfère à la Grèce toute la Thrace. Il interdit le maintien du service militaire en Bulgarie. L'armée ne peut compter plus de 20 000 hommes et ne peut posséder plus

(1) Anschluss: unification avec l'Allemagne, réclmée par le parti social-démocrate autrichien depuis sa fondation.

de 33 000 fusils. Elle doit être essentiellement consacrée au maintien de l'ordre intérieur et à la police, fonction à laquelle la bourgeoisie européenne est très attachée ! Le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, démantèle la Hongrie, en attribuant à la Roumanie la Transylvanie (un peu plus de 100 000 km²), certes majoritairement habitée par des Roumains, mais comportant une importante minorité hongroise, sans compter quelques autres manipulations territoriales qui aboutissent à réduire la surface de la Hongrie d'hier de 325 411 km² à 92 962 km².

Ces trois pays présentent d'importantes différences sociales et politiques : la Bulgarie est un pays essentiellement paysan avec une grande majorité de petits et très petits paysans qui se reconnaissent dans le parti dit l'Union agrarienne, et un prolétariat qui ne représente qu'à peine plus de 2 % de la population (environ 100 000 ouvriers et cheminots sur quelque 4 850 000 habitants. Le Parti communiste, héritier d'une fraction plus ou moins « bolchevisante » de la social-démocratie (les *tesniaki*), est très bien implanté dans les usines et dispose ici et là de cellules dans les villages. Les textes de Radek et de Victor Serge publiés dans ce numéro éclairent les raisons de la défaite subie dans ce pays par le Parti communiste.

L'Autriche, elle, compte une classe ouvrière nombreuse, organisée historiquement dans un Parti social-démocrate puissant et qui a eu la chance de ne pas avoir à voter les crédits de guerre puisque le Premier ministre – trois ans plus tard abattu par le fils même du secrétaire général du Parti social-démocrate – congédia le Parlement dès le premier jour de la guerre ; un Parti communiste s'y constitue en hâte en novembre 1918, puis, après une croissance rapide au début de 1919, reflue dès la mi-juin 1919 et, marginalisé, abandonnera la direction de la classe ouvrière à la social-démocratie, dont le chef de l'aile gauche, Otto Bauer, justifie tranquillement la volonté de ne pas transformer la révolution politique en une révolution sociale, pourtant, selon ses propres dires, ar-

demment souhaitée par la classe ouvrière. La Hongrie, qui compte à la fois un prolétariat urbain assez nombreux et une importante paysannerie pauvre, longtemps soumise à une exploitation quasi féodale, connaît un développement plus convulsif puisqu'elle a proclamé une – éphémère – République des conseils et a fait l'expérience d'une fusion entre le Parti communiste et un Parti social-démocrate plus puissant que lui, dont les conséquences pèseront sur la rédaction et l'adoption des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste en 1920.

Ces trois révolutions battues subiront le poids de l'effroi que la révolution russe suscite dans la bourgeoisie européenne et même mondiale. La réunion du Conseil supérieur de guerre allié à Paris en janvier 1919 en témoigne. Le 16 janvier, le président des États-Unis, Wilson, y explique que chaque pays, même l'Amérique, peut être menacé par le bolchevisme. Ce même jour Konrad Adenauer, bourgmestre de Cologne et futur chancelier de l'Allemagne, déclare à l'envoyé du *Matin* : « *L'Allemagne ne présente plus qu'un danger, mais grave, le bolchevisme.* » Henry Wilson, chef de l'état-major général de l'Empire britannique, note dans son *Journal* le 17 janvier : « *Nous sommes assis sur une mine qui peut sauter d'une minute à l'autre.* » Clemenceau déclare, le 21 janvier : « *Le bolchevisme s'étend (...). Si le bolchevisme, après avoir gagné l'Allemagne, allait traverser l'Autriche et la Hongrie et atteindre ainsi l'Italie, l'Europe serait mise en face d'un grand danger.* » Quelques semaines plus tard, Henry Wilson, face aux grèves à répétition qui agitent l'Angleterre et aux troubles qui secouent l'Empire britannique rongé par les aspirations à l'indépendance nationale, écrit à l'amiral commandant la flotte anglaise de la Baltique : il faudrait « *retirer nos troupes d'Europe (continentale) et de Russie et concentrer nos forces sur les centres d'où partent contre nous des tempêtes, c'est-à-dire l'Angleterre, l'Irlande, l'Égypte, les Indes* » (2).

(2) Louis Fischer, *Les Soviets dans les Affaires mondiales*, Paris, Gallimard, 1933, pp. 139, 140 et 155.



C'est pour répondre à cette crainte que Clemenceau met en place, avec l'accord des Alliés, un « cordon sanitaire » autour de l'URSS, en multipliant sur sa frontière occidentale ou à ses abords des États issus de l'explosion de l'ancien Empire austro-hongrois et de la reconstruction de la région par les puissances alliées qui ont gagné la guerre. Cette reconstruction passe par l'édification d'États tampons au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » alors proclamé et accordé à certains (tchèques, serbes, slovaques, etc.) mais refusé à d'autres (les Sudètes, les Hongrois, etc.) et par la pression exer-

cée sur les États balkaniques, au premier chef la Bulgarie, pour y maintenir la domination menacée de la bourgeoisie.

Deux textes emmènent le lecteur loin de cette période décisive pour l'extension – ou non – de la révolution au-delà des frontières de la Russie : un débat sur Staline et le stalinisme avec le défunt philosophe néostalinien Domenico Losurdo ; et la recension du livre de Jean-Pierre Plisson sur André Breton « *Le fil rouge des enchantements* » qui montre que Breton ne sépara jamais la poésie du combat révolutionnaire, notamment en défense de Trotsky.





LA RÉVOLUTION HONGROISE ÉCRASÉE

Chronologie de la révolution hongroise (mars 1918-août 1919)



Combattants de la république des conseils en 1919. (D.R.)

D'après Belà Kun la République hongroise des conseils a duré 132 jours (1). D'après Pierre Broué, elle a duré 143 jours (2). Pour Wikipédia, elle a duré 133 jours mais le site informatique la fait naître le 21 mars 1919 et disparaître le 6 août, ce qui représente une durée de 139 jours. Même le calendrier des événements fait donc débat...

Essayons d'en présenter la chronologie la plus exacte possible.

4 novembre 1918 : réunie à l'hôtel Dresden à Moscou, « la conférence des communistes originaires du territoire de l'ancien État hongrois », jusqu'alors section hongroise du Parti communiste de Russie, les présents presque tous anciens prisonniers de guerre gagnés au bolchevisme, après avoir confirmé un appel

adopté à une conférence précédente du 25 octobre, fonde le Parti communiste de Hongrie (KMP) dont les membres rentrent en Hongrie.

(1) Belà Kun, *La République hongroise des conseils*, p. 243.

(2) Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, p. 104.

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLUTION HONGROISE

16 novembre 1918 : proclamation de la République en Hongrie (jusqu'alors partie constituante de l'Empire austro-hongrois sous la coupe des Habsbourg. Le comte Mihaly Karolyi prend la tête d'un gouvernement de coalition comprenant le Parti social-démocrate.

17 novembre : arrivée de Belà Kun à Budapest.

24 novembre : à Budapest, se tient la conférence de proclamation, en Hongrie même, du KMP dirigé par Belà Kun et une majorité des militants revenus de Russie (dont Tibor Szamuely), auxquels se joignent des groupes oppositionnels de gauche du Parti social-démocrate. Le KMP compte alors autour de 4 000 membres.

18 février 1919 : alors que le KMP a recruté massivement chez les soldats démobilisés et les ouvriers souvent réduits au chômage, les uns et les autres réduits à la misère par l'effondrement de l'industrie dans ce pays étranglé par l'Entente et qui manifestent tous les jours ou presque, une manifestation d'ouvriers et de chômeurs a lieu devant *Nepszava*, le journal du Parti social-démocrate, pilier du gouvernement. La police tire. Quatre policiers sont tués par des manifestants, des anarchistes ou des chômeurs exaspérés. La direction du KMP a expliqué que les policiers se sont tirés les uns sur les autres par erreur...

20-21 février : dans la nuit, le gouvernement fait arrêter et emprisonner Belà Kun et 67 autres dirigeants du KMP.

Fin février-début mars : la crise sociale et politique s'exacerbe, le chômage ne cesse de s'aggraver. Le gouvernement du comte Karolyi est de plus en plus suspendu en l'air. Effrayés devant l'impasse politique dans laquelle se trouve la République hongroise, les dirigeants sociaux-démocrates engagent des négociations avec Belà Kun et ses camarades dans leurs cellules.

2-6 mars : congrès de fondation à Moscou de l'Internationale communiste. Le PC hongrois y a un délégué, Endre Rudnyanzky, auparavant président de la section hongroise du Parti communiste de Russie. Dans son *Histoire de*

l'Internationale communiste, Pierre Broué raille les « témoins » qui ont raconté « *l'explosion de joie au congrès de fondation (...) à la nouvelle de l'arrivée des communistes hongrois au pouvoir* », alors qu'ils sont en prison et n'accéderont au pouvoir que deux semaines plus tard !

20 mars : le lieutenant colonel français Vyx, représentant de l'Entente à Budapest, remet au gouvernement hongrois une note annonçant l'amputation brutale du territoire de la Hongrie. Le comte Karolyi et son gouvernement démissionnent.

21 mars : le Parti communiste et le Parti social-démocrate (fort de trois fois plus d'adhérents que le jeune KMP et qui contrôle presque tous les syndicats) fusionnent pour former un « parti socialiste » unifié. Le même jour est formé un Conseil révolutionnaire de gouvernement (CRG) constitué de dix-sept commissaires du peuple sociaux-démocrates, de douze communistes, de deux experts et présidé par le communiste Sandor Garbai. Belà Kun y occupe le poste de commissaire aux Affaires étrangères mais se présente comme le véritable chef du gouvernement et agit comme tel. Le nouveau gouvernement proclame la « dictature du prolétariat », ainsi décrétée par un parti unifié dont la majorité des dirigeants sociaux-démocrates y sont en réalité réticents sinon hostiles, et non comme aboutissement de la lutte des classes.

À la veille de l'effondrement de la République des conseils, Belà Kun verra dans cette circonstance historique l'une des causes de sa défaite. Il déclarera le 15 juillet :

« En Hongrie, l'instauration de la dictature du prolétariat n'a pas été le résultat d'une lutte ayant le caractère d'un combat pour la prise du pouvoir » – ce qui est parfaitement exact. *« En premier lieu, la rencontre de certaines circonstances heureuses de politique internationale avaient eu pour effet de porter le prolétariat au pouvoir. La fermeté du pouvoir perdit cependant beaucoup parce que cette accession au pouvoir s'était effectuée sans combat ; il en découla la conception selon*

laquelle, ici, la nécessité de poursuivre la lutte des classes n'existait plus ; (...) cette conception (...) eut finalement pour effet d'affaiblir la conscience de classe et la combativité du prolétariat » (3).

Cette circonstance eut surtout comme conséquence que les conseils ouvriers restèrent dans leur majorité sous le contrôle de la social-démocratie, voire de l'appareil des syndicats qu'elle contrôlait.

Belà Kun et ses camarades ont-ils mis en œuvre la recommandation que Zinoviev, président de l'Internationale communiste proclamée le 6 mars 1919, formulait dans la revue de l'Internationale au même moment... après s'être opposé en octobre 1917 à la prise du pouvoir des bolcheviks ? Il y écrivait : « La classe ouvrière ne peut vaincre trop tôt (...). La classe ouvrière ne peut pas proclamer trop tôt sa dictature. La situation est mûre pour la victoire du socialisme. La dictature du prolétariat est à l'ordre du jour dans l'ensemble du monde civilisé » (4), affirmation quelque peu surprenante dans la mesure où dans nombre de pays civilisés n'existe pas encore de partis communistes (et, entre autres, de partis communistes influents) susceptibles de conduire les masses à la victoire.

Lénine, en revanche, pose à Belà Kun ce même 23 mars la question qui va se révéler cruciale : « Je vous prie de me faire savoir quelles garanties effectives vous avez que le nouveau gouvernement hongrois sera réellement communiste et pas seulement socialiste, c'est-à-dire social-traître », autrement dit désireux de passer un accord avec la bourgeoisie et ses représentants politiques.

Et Lénine poursuit : « Les communistes sont-ils en majorité au gouvernement ? Quand aura lieu le congrès des soviets ? En quoi consiste concrètement la reconnaissance de la dictature du prolétariat par les socialistes ? »

Le communiste Erno Pör qui répond, en l'absence de Belà Kun, esquive les réponses précises à ces questions en affirmant : « Le prolétariat hongrois, dans la nuit d'hier, s'est emparé de tout le pouvoir d'État. Le parti social-démocrate ayant adopté le point de vue des communistes,

les deux partis ont fusionné » (5).

Dans les faits, donc, les communistes hongrois ont accepté le pouvoir que les sociaux-démocrates leur proposaient de partager, tout en constituant un parti unique dont les communistes, tout juste constitués en parti distinct, ne formaient plus qu'une minorité.

23 mars : la *Pravda* publie un court texte de Belà Kun affirmant : « Nous tenons fermement le pouvoir entre nos mains. »

Ce même 23 mars, Belà Kun prononce un discours à la conférence des délégués des sections du Parti communiste. Il y présente en ces termes l'accord conclu avec le Parti social-démocrate :

« Les points les plus essentiels de cet accord sont : remise de tout le pouvoir au prolétariat ; armement du prolétariat et désarmement de la bourgeoisie ; organisation de l'armée ouvrière ; le pouvoir doit être exercé par les conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres ; la terre est déclarée bien public, pas de distribution des terres, mais constitution des conseils de paysans pauvres et, éventuellement et provisoirement, exploitation de ces terres par des coopératives ; socialisation des usines, mines, banques, chemins de fer et moyens de transport ; séparation immédiate de l'Église et de l'État. Ce programme, le Parti social-démocrate l'a adopté » (6).

27 mars : le journal social-démocrate *Nepszava* publie une interview de Belà Kun qui affirme : « Nous avons rétabli l'unité extérieure du mouvement ouvrier et nous avons obtenu aussi l'unité intérieure, idéologique et doctrinale (...). Dans ce parti unifié a triomphé le marxisme révolutionnaire (...). Aujourd'hui, nous sommes un modèle pour les prolétariats d'Europe centrale (...). Aujourd'hui, nous sommes tellement à gauche qu'il est impossible d'aller encore plus à gauche » (7).

(3) Belà Kun, *op. cit.*, pp. 219-220.

(4) Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, p. 101.

(5) Belà Kun, *La République hongroise des conseils*, p. 11.

(6) *Ibid.*, p. 112

(7) *Ibid.* pp 114-116

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLUTION HONGROISE

Parmi les premières mesures prises à ce moment, citons la nationalisation des grandes entreprises, la confiscation des terres des grands propriétaires et de l'Église, transformées en fermes d'État et constitution d'une Armée rouge dont le recrutement repose d'abord sur le volontariat et dont le commandement est confié au social-démocrate Vilmo Böhm, sous l'autorité du commissaire à la Défense, le social-démocrate Jozsef Pogany.

28 mars : la *Pravda* publie un long texte de Belà Kun, sorte de réponse aux questions de Lénine. On peut en retenir deux points :

– D'abord, les assurances de Belà Kun sur la fusion du Parti communiste et du Parti socialiste. Il assure : « *Le centre et la gauche du Parti social-démocrate ont accepté ma plate-forme. Cette plate-forme adhère strictement aux principes de la dictature prolétarienne et du système des soviets. Elle est conforme aux principes des thèses de Boukharine et en complète harmonie avec les thèses de Lénine sur la dictature (...). Mon influence personnelle sur le Conseil révolutionnaire de gouvernement est telle que la ferme dictature du prolétariat sera assurée. En outre, les masses sont derrière moi.* »

– Ensuite, un bémol, comme en passant : « *Il n'y a pas, écrit-il, de véritables soviets ouvriers et paysans.* »

Ainsi la Hongrie connaît une République des conseils sans conseils ouvriers et sans parti bolchevique.

3 avril : manifestation d'unités de l'Armée rouge et de représentant des conseils ouvriers de Budapest contre l'immobilisme de Pogany, qui ne prend aucune mesure pour mobiliser l'Armée rouge en formation et sera contraint à la démission quelques jours plus tard.

16 avril : l'armée roumaine et les détachements français commandés par le général Berthelot lancent une offensive en direction de Budapest. L'Armée rouge hongroise, en cours même de formation, recule sous la pression. La division dite séculaire, commandée par des officiers monarchistes, dépose aussitôt les armes. Les troupes roumaines prennent les villes de

Szatmarnemeti et de Nagyvarad.

12 avril : pour favoriser la prise de décision rapide, le Conseil révolutionnaire de gouvernement décide de former un bureau politique constitué de trois sociaux-démocrates (Rezö Fiedler, Sandor Garbai et Vilmos Bohm) et de deux communistes (Belà Kun et Jenö Landler).

19 avril : dans un discours à la réunion du conseil central révolutionnaire des ouvriers et des soldats de Budapest, Belà Kun dresse un tableau pessimiste de la situation militaire de la République hongroise : « *Quand nous avons instauré la dictature du prolétariat en Hongrie, nous n'avons pas fondé nos calculs sur l'idée que nous serions capables militairement et par une guerre régulière de nous mesurer aux troupes de l'Entente. Nous ne pensions pas qu'avec les six divisions que l'armistice autorisait la République des conseils à maintenir sous les armes, nous pourrions stopper les offensives menaçantes venant de tous les côtés (...). Une partie, une très petite partie de nos troupes a tenu le coup et a consenti des sacrifices ; elles ont lutté jusqu'à la dernière goutte de sang ; l'autre partie de nos troupes a abandonné ses positions et les unités se sont désagrégées (...). Du côté de Bekescsaba, la situation militaire est également mauvaise. Une partie de nos troupes s'est débandée (...). Notre situation est fort mauvaise quant à l'armement et aux équipements (...). Nous avons hérité d'un matériel militaire en si mauvais état que le peu de temps dont nous disposons ne nous a pas permis de l'améliorer.* »

Dernière semaine d'avril : les troupes franco-roumaines poursuivent leur avance sur Budapest ; l'Armée rouge semble menacer de s'effondrer.

2 mai : les Roumains prennent la ville de Szolnok. Les troupes tchèques, encouragées par le gouvernement français, envahissent la Hongrie au nord. Face à la dégradation de la situation militaire, Belà Kun prononce un discours désespéré devant le Conseil central révolutionnaire des ouvriers et des soldats de Budapest : « *Les troupes de l'impérialisme français et roumain montent vers notre Budapest.*

Face à elles, les troupes de l'Armée rouge fuient lâchement », réduites à « des hordes débraillées qui se livrent au pillage, qui, complètement démoralisées, considèrent passivement la suite des événements, qui se rendent non pas aux Roumains, mais à la léthargie. Elles pillent et la situation devient telle que ce ne seront bientôt plus les Roumains mais nos propres troupes qui mettront Budapest en péril (...). À l'aile sud nos troupes ont abandonné des positions de tête de pont et des tranchées (...) et en fuyant, elles ont entraîné avec elles d'autres troupes, deux bataillons, qui tenaient pourtant bien le coup. Notre 1^{re} et notre 5^e division (...) venant du cours septentrional de la Tisza (8) revenaient vers Budapest dans un tel état d'ébriété que nous avons été contraints de les désarmer (...). La plupart des unités sont dans un tel état qu'à peine aptes à se défendre, elles le sont encore moins à attaquer. Ainsi, privée de toute défense, Budapest est à la merci d'une offensive roumaine. » Au lieu d'indiquer les mesures concrètes immédiates à prendre, Belà Kun tire de cette déroute politique une étrange conclusion politique : « Si maintenant la dictature allait disparaître, eh bien, elle disparaîtrait parce qu'elle n'a coûté que trop peu de sang au prolétariat ; il l'a eue à bon compte, elle ne lui a rien coûté » (9).

Mi-mai : dans le sillage de l'avance des troupes franco-roumaines, des gouvernements contre-révolutionnaires monarchistes se créent à Arad et Szatmarnemeti. Au même moment, l'Armée rouge réussit à bloquer l'offensive franco-roumaine à l'est et l'offensive tchèque au nord.

30 mai : un gouvernement contre-révolutionnaire se crée à Szeged. L'Armée rouge repousse les troupes franco-roumaines jusqu'au fleuve Tisza.

Début juin : signe de la tension qui grandit entre les sociaux-démocrates majoritaires au Conseil ouvrier de Budapest et les communistes, le syndicat des cheminots dirigé par l'appareil social-démocrate déclenche plusieurs mouvements de grève.

9 juin : au nord, l'Armée rouge reprend la ville de Kassa à l'armée tchèque.

Clemenceau, alors président du Conseil français, adresse au gouvernement hongrois, au nom de la conférence dite de la paix où l'Entente dicte ses conditions aux pays vaincus, un note comminatoire exigeant le retrait des troupes hongroises des territoires qu'elles venaient de libérer au nord, tout en promettant en compensation l'évacuation par les troupes roumaines des territoires qu'elles occupaient au-delà du fleuve Tisza.

15 juin : l'insurrection communiste à Vienne, préparée par l'émissaire de Belà Kun, le docteur Bettelheim, pour tenter de rompre l'isolement de la révolution hongroise, décommandée au dernier moment, s'achève en déroute.

16 juin : proclamation, à l'initiative des communistes hongrois, d'une éphémère République des conseils en Slovaquie.

18 juin : Lénine télégraphie à Belà Kun : « Vous avez naturellement raison d'engager des négociations avec l'Entente. Il faut les engager et les poursuivre, il faut absolument mettre à profit toutes les possibilités qui peuvent se présenter, fût-ce d'armistice provisoire ou de paix, pour que le peuple puisse souffler. Mais ne faites pas un seul instant confiance à l'Entente, elle vous trompe et cherche seulement à gagner du temps pour mieux nous étrangler, vous et nous » (10).

14-28 juin : réunion du Congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats.

20 juin : pendant le déroulement de ce congrès se tient un premier congrès de la jeunesse ouvrière ; Belà Kun lui délivre un discours enthousiaste sur le socialisme au cours duquel il lance aux congressistes : « La Bible contient beaucoup de belles histoires. Ainsi il y a dans l'Ancien Testament une histoire magnifique qui fait fortement réfléchir ; elle nous dit que toute une génération devait périr pour que ses descendants puissent arriver dans la terre promise. Eh bien, pour le socialisme, il en va de même » (11).

(8) La Tisza est un fleuve.

(9) *Ibid.*, pp. 135-137.

(10) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 36, p. 527.

(11) Belà Kun, *Ibid.*, p. 208.

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLUTION HONGROISE

22 juin : trois mois après la proclamation de la République des conseils, le congrès national élit un Comité exécutif central chargé de la direction politique des conseils entre deux congrès.

24 juin : tentative de putsch contre-révolutionnaire à Budapest fomenté par des marins de la flottille de guerre danubienne, des élèves-officiers de l'école militaire et d'anciens officiers monarchistes.

8 juillet : devant une assemblée ouvrière tenue à Miskolc, Belà Kun déclare : « *Sous la pression de l'Entente nous avons ordonné à nos troupes de se replier.* »

15 juillet : à la réunion du Comité exécutif central, Belà Kun constate : « *La dictature du prolétariat connaît une période de crise. Cette crise est triple : crise de pouvoir, crise économique et crise morale. La crise du pouvoir apparaît dans les hésitations du pouvoir central et des pouvoirs locaux face aux manifestations de la contre-révolution ; les pouvoirs ne font pas preuve de la fermeté qui devrait être constamment celle de la dictature du prolétariat.* »

La crise économique se manifeste tout d'abord en ceci que nous sommes aux prises avec des difficultés de ravitaillement, de production et d'organisation de la production, difficultés que nous ne pouvons actuellement traverser que de façon fort incertaine.

La crise morale s'exprime en partie par la corruption que l'on constate dans certaines institutions du prolétariat » (12).

En un mot, la famine règne et le pouvoir central, par ailleurs confronté à l'avance des troupes roumaines et serbes, à la pression tchèque au nord et à l'indifférence de la masse des petits paysans qui n'ont pas reçu la terre en partage, ne voit pas comment il pourrait la résoudre.

Belà Kun insiste ensuite : « *Les maux de notre économie trouvent eux aussi leur origine dans les défauts de construction de notre pouvoir. Nous ne disposons pas de forces de maintien de l'ordre et ainsi nous ne pouvons faire appliquer nos mesures.* » Et il annonce la fin imminente en ajoutant : « *Nous en serons bientôt au point où se trouva à l'époque le gouverne-*

ment Karolyi qui, dépourvu de toute force armée, ne disposait d'aucune autorité. »

Belà Kun fait un autre constat tout aussi pessimiste : « *Les racines des conseils ouvriers ne plongent pas assez profondément dans ces masses de prolétaires qu'ils ont pourtant la mission de représenter* » et il affirme la nécessité pour redresser la situation de « *reconstituer les conseils ouvriers tant à Budapest qu'en province* » (13)...

Voici donc une « dictature du prolétariat » qui ne repose ni sur une masse de conseils ouvriers qui en soient partisans, ni sur des forces armées acquises à sa cause, ni sur un parti communiste distinct qui en soit le ferme défenseur... face aux adversaires intérieurs et extérieurs.

20 juillet : l'appel à la grève générale de solidarité avec les révolutions russe et hongroise lancé par l'Internationale communiste rencontre un succès limité et ne constitue un succès que dans la toute nouvelle Yougoslavie.

1^{er} août : face à l'avance des troupes roumaines et serbes et des détachements armés de la mission française commandés par le général Berthelot, et lâchés par la direction des sociaux-démocrates, Belà Kun et plusieurs dirigeants communistes quittent la Hongrie et se réfugient à Vienne. Le social-démocrate Gyula Peidl forme un gouvernement « démocratique » qui annule certaines mesures de nationalisation

6 août : l'armée du général Berthelot entre dans Budapest. Le gouvernement Peidl est renversé. Le monarchiste Istvan Friederich constitue un gouvernement bourgeois ultra-réactionnaire, où l'amiral Horthy occupe le poste de ministre de la Guerre. La terreur blanche abat 5 000 communistes en quelques semaines.

Août 1920 : le deuxième congrès de l'Internationale communiste adopte 21 conditions d'admission dans les rangs de l'Internationale. Le texte des attendus tire, entre autres, la leçon de la défaite de la révolution hongroise battue :

(12) *Ibid.*, p. 218.

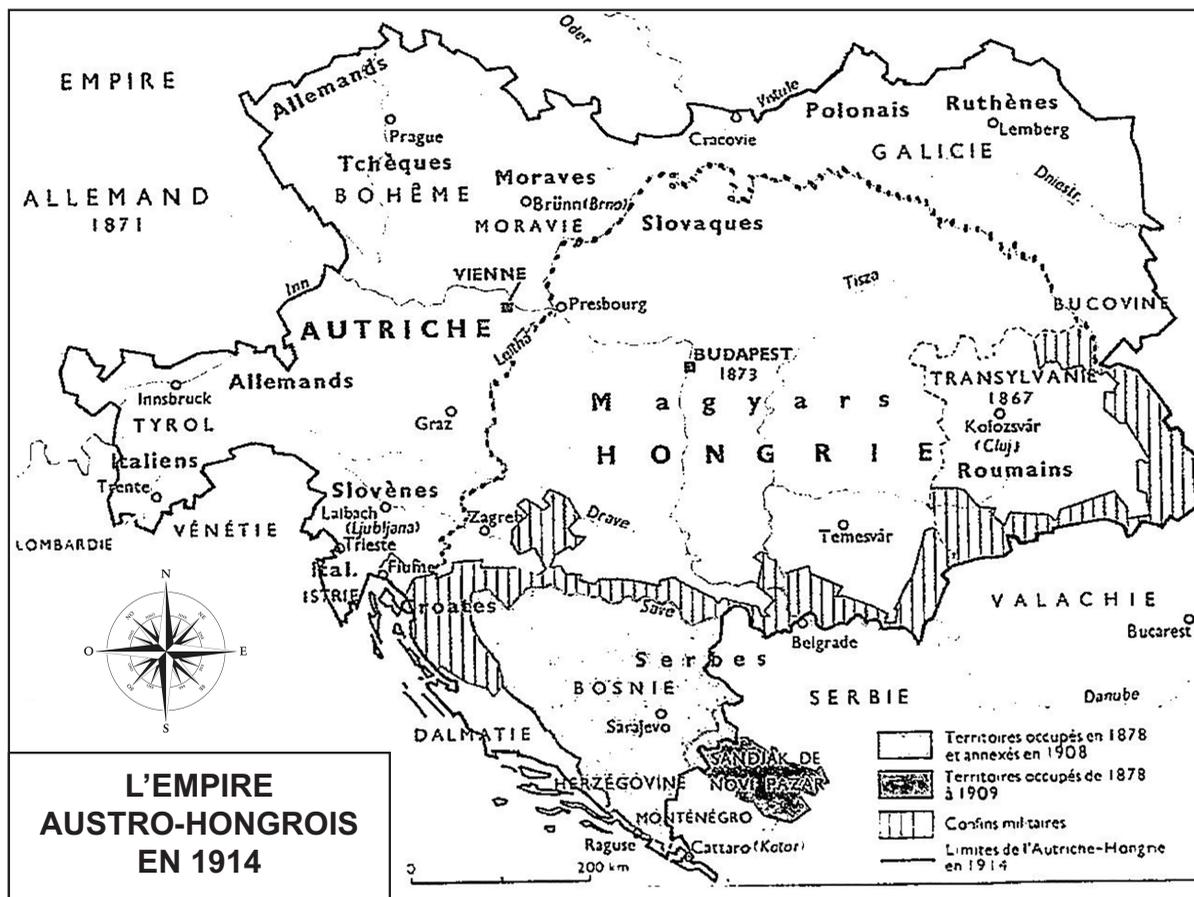
(13) *Ibid.*, p. 222.

« Certains partis importants (italien, suédois) dont la majorité se place au point de vue communiste conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne en ve-

nant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la II^e Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des soviets hongrois. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois. »

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS ENTRE 1918 ET 1923





L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS ENTRE 1918 ET 1923



Hongrie 1919 : contre-révolution, défaite, émigration

par Dominique Gros



Proclamation de la République des conseils en mars 1919. (D.R.)

Les 133 jours de la Commune Hongroise, vécus dans la crainte de l'invasion des armées blanches et dans l'attente fébrile d'une aide de la Russie soviétique, ont laissé à bien des communistes hongrois l'impression amère qu'ils avaient désespérément tenté de conjurer une défaite inévitable. Cette conception fataliste se retrouve aujourd'hui chez des historiens hongrois comme



Sándor Garbai (chef du gouvernement de la République des conseils de Hongrie du 21 mars 1919 au 1^{er} août 1919) et Belà Kun en 1919. (D.R.)

Ervin Liptai qui écrit par exemple :

« *Quand nous parlons des erreurs du gouvernement de la République soviétique de Hongrie, il ne faut pas oublier une minute que le renversement de la dictature du prolétariat s'est produit non pas à cause d'erreurs commises mais à cause de l'intervention militaire de la contre-révolution internationale et de la supériorité des forces de l'adversaire.* »

HONGRIE 1919 : CONTRE-RÉVOLUTION, DÉFAITE, ÉMIGRATION

Bonaparte, qui n'était pas matérialiste, mais avait tout de même quelques solides raisons pour mesurer correctement les rapports de force sur le plan militaire, considérait que l'issue d'une guerre dépendait en grande partie de l'« *opinion des troupes* », de celle que l'on pouvait ou non faire prévaloir dans les lignes ennemies, ainsi que des « *qualités civiles* » du commandement. Il lui apparaissait clairement que la campagne d'Italie avait été gagnée dans le sillage de la révolution française. En 1918-1919, l'« *opinion* » des soldats mobilisés et plus encore celle des troupes maintenues par l'Entente contre la révolution russe, et dont plusieurs unités se mutinaient, s'exprimait par un profond dégoût de la guerre et le sentiment que les responsables du massacre pourraient bien se trouver à l'arrière. Cette opinion, étendue à des millions d'hommes, constituait une puissante force matérielle qui poussait les masses, pour la paix, le pain, la liberté, vers la révolution mondiale. La conviction que telle était la situation, que tel était l'objectif, n'était pas le privilège des ouvriers et paysans russes ; elle animait les ouvriers de tous les pays vaincus, et, nous l'avons vu, commençait à se former bien au-delà des anciens Empires centraux. Cependant, même lorsque les conseils d'ouvriers et de soldats semblent au bord de la prise du pouvoir, en Allemagne, en Autriche, en Pologne, en Tchécoslovaquie, une énorme responsabilité pèse sur la seule force organisée qui se soit construite en vue de la prise du pouvoir par les conseils : les sections nationales de l'Internationale communiste. Ainsi, malgré la jeunesse de la III^e Internationale, la fragilité de ses sections occidentales, l'éclectisme de certaines d'entre elles, toutes les tentatives de prise du pouvoir qui ont eu lieu entre 1917 et 1926-1927 (grève générale anglaise et révolution chinoise) se sont effectuées soit sous la direction, soit avec la participation active des organisations communistes.

L'Internationale communiste (IC) est, aux yeux d'un nombre croissant de travailleurs, l'avant-garde de la révolution mondiale. La question de la prise du pouvoir, du main-

tien de ce pouvoir et de la défaite, y compris sur le terrain strictement militaire, ne peut donc s'apprécier que dans ce cadre-là. D'ailleurs, l'Entente ne fait pas autrement ; elle ne mesure pas seulement la puissance des Armées rouges russe et hongroise au nombre d'unités. Elle tient compte des répercussions que la prolongation de la guerre civile à l'est et au centre de l'Europe peut avoir sur sa propre classe ouvrière et même au sein des corps expéditionnaires. D'autre part, aucun parti communiste ne peut envisager la prise du pouvoir sans évaluer dans chaque pays, à partir de la situation internationale, ses rapports avec les masses (les conseils), la social-démocratie, les syndicats. Après la prise du pouvoir du 21 mars, la force militaire de l'Armée rouge de Hongrie ne peut être séparée du développement de la lutte des classes à l'échelle internationale et en Hongrie même. Or, après les « erreurs » relatives à la mission Smuts (1) et à l'ulti-



L'armée rouge hongroise en 1919. (D.R.)

matum Clemenceau, cette armée continue à vivre de l'espoir d'une jonction militaire avec la Russie soviétique. Elle n'est absolument pas préparée à soutenir un siège. La démoralisation qui suit la campagne slovaque fait éclater au grand jour les divergences au sommet de l'édifice politique. Les communistes ne contrôlent pas l'Armée rouge. Le poids des fautes politiques, sur le plan intérieur, distend les

(1) Membre du cabinet de guerre anglais, le général sud-africain Smuts expose au dernier ambassadeur austro-hongrois un plan proposant la refonte de la monarchie en quatre pôles. Son plan échoue, Lloyd Georges chef du Foreign Office voulant le maintien de l'intégrité de l'Empire.

liens entre le CRG (2) et les masses. La lassitude, le découragement, la défiance même à l'égard du régime deviennent tels que pour la première fois, en juillet, le CRG doit recourir à la conscription obligatoire dans toutes les couches de la population pour pouvoir engager une campagne, d'ailleurs absurde, sur la Tisza.

Il est évidemment toujours délicat, après une défaite, d'avoir à rechercher dans le comportement du vaincu ce qui a précipité le désastre et, à l'inverse, ce qui aurait pu le conjurer.

Sans doute, les conséquences attachées à la disparition politique du KMP (Parti communiste) le 21 mars pèsent sur le dénouement militaire de juillet 1919. Mais en tous cas, on ne peut accuser l'« optimisme révolutionnaire » dont Belà Kun et ses camarades auraient fait preuve à l'égard de la situation internationale. Leur surestimation des rythmes de la révolution en Europe ne fait qu'exprimer l'orientation selon laquelle le KMP n'était plus, et ne pouvait plus être au bout de trois mois, le facteur du maintien et de la préservation de la dictature des conseils en Hongrie.

Les contradictions du régime sont telles à partir du 24 juin (tentative d'insurrection blanche) que l'Armée rouge est effectivement à la merci d'un assaut des forces roumaines.

La réponse à la question posée par le dernier télégramme de Lénine (tenir, fortifier Budapest) dépend principalement de l'autorité du CRG au sein de la classe ouvrière. À partir de juillet cette autorité est plus que chancelante.

Les défauts et les « qualités civiles » des citoyens de la révolution mondiale ne sont, pour Lénine et Belà Kun, en raison même des profondes divergences qui les opposent, ni des chefs d'inculpation ni des prétextes à panégyrique, mais les éléments d'une implacable polémique dont l'enjeu est de dégager, dans le cadre de l'Internationale révolutionnaire, les voies et les moyens de la prise du pouvoir par les conseils à l'échelle de l'Europe et du monde.

C'est pourquoi on ne saurait passer sous silence, en manière d'« hommage aux vaincus », les derniers faux-pas du gou-

vernement de la Commune Hongroise. À cet égard, le silence réservé de certains historiens hongrois fait figure d'enterrement de première classe, non seulement pour l'histoire de la révolution de 1919, mais aussi pour celle des premières années du Komintern [...].

La solidarité internationale et l'échec de la grève générale européenne du 21 juillet 1919

Le 28 mars 1919, Zinoviev lançait l'appel suivant « *aux ouvriers et soldats de tous les pays* » :

« Au nom des communistes nous nous adressons aux travailleurs de tous pays en les appelant à venir en aide à nos frères, les ouvriers et les paysans hongrois. Ouvriers et soldats de France ! Les yeux des ouvriers du monde entier sont maintenant tournés vers vous. La bourgeoisie française est en ce moment la plus réactionnaire de toute l'Europe. Le chef des impérialistes français, Clemenceau, est le principal instigateur des Alliés dans l'œuvre d'anéantissement de la révolution russe et hongroise... Soldats ! Ne vous soumettez pas à ceux qui vous envoient contre la Hongrie révolutionnaire. Levez-vous, élisez vos propres soviets et portez-vous aux côtés des soviets hongrois. Ouvriers ! Rebellez-vous contre les gouvernements qui vous envoient combattre la Hongrie travailleuse. Que la révolution socialiste hongroise soit une menace et un avertissement à la bourgeoisie de tous les pays. Bas les pattes devant la Hongrie révolutionnaire ! Ce cri doit résonner de par le monde entier ! »

Cet appel était adressé en premier lieu aux soldats français qui combattaient la Commune Hongroise sous les ordres de

(2) CRG : Conseil révolutionnaire du gouvernement, formé d'une trentaine de commissaires du peuple, « *seul dépositaire central du pouvoir central de l'État prolétarien* », selon Belà Kun, et dirigé par un directoire de cinq membres.

HONGRIE 1919 : CONTRE-RÉVOLUTION, DÉFAITE, ÉMIGRATION

général Franchet d'Espèrey. C'est pourquoi l'Armée rouge diffusa une adresse particulière aux soldats de l'Armée française d'Orient, où l'on pouvait lire notamment :

« Refusez l'obéissance ! Désarmez vos officiers et retournez en votre patrie ! »

Des tracts semblables étaient diffusés par les agitateurs de l'Armée rouge parmi les soldats roumains, tchèques et yougoslaves. La même opération, tentée en 1917-1918 par l'armée soviétique sur le front allemand, avait produit un effet considérable. Toutefois, en Hongrie, les cas de désertion et de fraternisation dans les armées blanches furent moins fréquents, malgré l'utilisation d'unités internationales. Cela tient essentiellement au fait que les gouvernements roumain et tchécoslovaque avaient soigneusement encadré leurs troupes à l'aide d'officiers nationalistes les plus fanatiques, veillaient de près à leur équipement et à leur approvisionnement et évitaient tous les contacts prolongés avec les forces de l'adversaire.

Le succès de la révolution bavaroise, le développement des conseils dans le monde entier, amènent l'IC à poser en termes très offensifs, dans la perspective des fêtes du 1^{er}-Mai, le problème de la solidarité avec les trois républiques soviétiques :

« Le communisme est descendu dans les rues... En France, d'énormes manifestations ont commencé... En Italie, la lutte a atteint son point d'ébullition. En Angleterre, les grèves sont épidémiques. En Amérique, le prolétariat est prêt pour l'assaut décisif... Les flammes de la révolution prolétarienne gagnent toute l'Europe. Elle est invincible... La dernière heure de nos oppresseurs a sonné... La grande Internationale communiste est née en 1919. En 1920 la grande République internationale des conseils verra le jour. »

Grigori Zinoviev, l'auteur de ce texte, est sous le coup de la puissante impression produite sur tous les contemporains par la vague révolutionnaire parvenue à son apogée.

À cette époque, pour la plupart des communistes hongrois, la révolution allemande, la progression de la révolution soviétique vers l'ouest ne sont pas une question de mois, mais de semaines, voire de jours.

C'est en premier lieu l'encerclement militaire et les terribles menaces de la guerre civile qui vont amener les dirigeants de l'IC à écarter cette vision mécanique du développement objectif de la situation révolutionnaire, vision dictée avant tout par l'enthousiasme.



Affiche de propagande présentant le Conseil révolutionnaire de gouvernement hongrois en 1919. (D.R.)

Pour la République hongroise des conseils, de mars à juillet 1919, la solidarité internationale ne débouche pas sur des actions d'envergure mais sur un certain nombre de manifestations de soutien qui affectent essentiellement la fraction organisée, et la plus consciente, du prolétariat des pays limitrophes.

Le 1^{er} mai, la Commune Hongroise sera acclamée par les ouvriers dans de nombreuses villes d'Europe centrale, des Balkans et d'Italie, en même temps que la révolution soviétique.



Belà Kun et Tibor Számuelly (dirigeant du Parti communiste hongrois, devenu commissaire du peuple aux affaires militaires) le 1^{er} mai 1919. (D.R.)

À cet égard, les rapports avec la Bavière soviétique et la révolution allemande méritent une attention particulière, dans la mesure où l'ancien Reich demeure, pour tous les révolutionnaires d'Europe, le point focal de l'agitation ouvrière.

À Munich, les conseils ouvriers des entreprises Maffei et Krupp envoient des délégations en Hongrie pour apporter le soutien des travailleurs bavarois et tenter d'établir une liaison avec Budapest. Au sud de la Bavière, les cheminots bloquent les voies pour empêcher le passage des troupes de l'Entente.

Le 9 avril, les ouvriers de Braunschweig demandent la proclamation de la république des conseils en Allemagne et l'union avec la Russie et la Hongrie soviétiques ; la même chose se passe le 17 avril à Dresde. À Berlin, le congrès des chômeurs salue la révolution hongroise comme un jalon vers la « *dictature internationale des conseils* ».

Les répercussions de la révolution du 21 mars sur le mouvement ouvrier roumain présentent également un grand intérêt, dans la mesure où la Roumanie monarchique constitue la principale tête de pont de l'impérialisme allié pour envahir la Hongrie révolutionnaire.

À l'ouest de la Transylvanie, les ouvriers hongrois obtiennent le soutien militant d'importants groupes d'anciens prisonniers de guerre qui publient depuis le 1^{er} mars à Oradea *Foia Taranului* (3).

Le 1^{er} avril, les cheminots lancent une grève générale contre l'intervention armée en Hongrie. Le général Holban fait arrêter 60 travailleurs à Cluj.

Le 9 mai, une délégation du conseil exécutif du Parti socialiste et de la direction des syndicats se rend au ministère de l'Intérieur pour exiger la suspension des hostilités avec la République hongroise. Le 29 mai commence une nouvelle grève des cheminots qui dure trois semaines. Le mouvement s'amorce sur les revendications suivantes : journée de huit heures, augmentation des salaires. Puis, au bout de quelques jours, les cheminots de Bucarest et de Ploiegti empêchent le départ de trains d'armes et de munitions pour la Hongrie. Ils ne céderont que sous la contrainte militaire. À Bucarest, des assemblées de grévistes prennent position en faveur de la dictature du prolétariat en Hongrie et en Bavière ; il en fut de même à Iasi et à Pascani.

L'effervescence gagne également une partie de l'armée. À Dej, le 7 mai, un millier de soldats du 97^e régiment d'infanterie quittent la caserne et manifestèrent au centre-ville ; ils exigent la fin de l'intervention et la démobilisation. La gendarmerie ne parvient pas à mater la révolte. Il fallut donc recourir, une semaine après, à des unités militaires.

Les mutineries continuèrent en juin ; en juillet, les soldats du 107^e régiment d'infanterie d'Alba-Julia passèrent à l'Armée Rouge, tandis que ceux du 50^e régiment de Debrecen se soulevaient contre les officiers. Au mois de juillet, la situation militaire est fort mauvaise pour la Russie soviétique qui subit les assauts répétés des troupes de Koltchak et de Denikine. En Hongrie, la situation ne cesse de se dégrader depuis le 24 juin. Le 2 mai, la République des conseils de Bavière est tombée sous les coups de la réaction.

Dès lors, le Comité exécutif de la II^e Internationale va tenter d'organiser la solidarité internationale pour la défense de la Russie et de la Hongrie soviétiques contre l'impérialisme.

L'initiative est partie du congrès du Parti travailliste réuni fin juin, à Southport, en présence du dirigeant socialiste italien

(3) Ce titre est celui du journal fondé le 20 décembre 1918 à Moscou par le groupe communiste roumain.

D'Aragona et des Français Jouhaux et Dumoulins. Tous acceptent le principe d'une manifestation organisée le même jour dans les trois pays pour le soutien des deux républiques soviétiques.

Saisissant l'occasion, Zinoviev lance le 18 juin un appel « *aux ouvriers de tous les pays* », où il rend hommage à « *la décision des socialistes italiens, français et anglais de déclarer une grève de protestation commune* ». Puis il demande à tous les travailleurs de démontrer « *leur solidarité avec les peuples de la République soviétique en préparant une manifestation internationale contre l'intervention des puissances impérialistes en Russie* ».

Cette grève fut fixée aux 20 et 21 juillet. Elle devait mobiliser toute la classe ouvrière européenne ; cependant, elle ne fut effectivement suivie que dans les pays où l'agitation sociale était la plus développée (Autriche, Italie, pays scandinaves) et où les dirigeants de gauche de la social-démocratie mobilisèrent effectivement les masses. Contre toute attente, la mobilisation des ouvriers fut très timide en Angleterre et presque nulle en France où la CGT retira le mot d'ordre au dernier moment.

En Roumanie, le mouvement se heurta à la résistance des social-démocrates de droite ; ainsi, Fluera et Jumanca (4) furent priés par le comité central du Parti socialiste d'éviter la grève en Transylvanie. Cela revenait à faciliter les opérations de l'armée royale. Le *Socialimul* (5) du 21 juillet titre :

« *La grève générale aura lieu en Roumanie, à l'exception de la Transylvanie* ».

Le 18 juillet se réunissent à Bucarest les délégués des syndicats. Ils décident d'organiser la suspension du travail « *contre l'intervention dans les républiques prolétariennes, contre la censure, l'état de siège, pour l'amnistie totale et immédiate, pour la complète démobilisation* ».

La capitale de Roumanie fut paralysée par la grève. En province, il y eut des rassemblements importants (Cimpina, Galati). Malgré les consignes, les ouvriers de Transylvanie participèrent, mais dans une moindre mesure, à la grève générale. Tel fut le cas à Resita, Cluj et Timisoara. Le

gouvernement roumain réagit par des arrestations en série et des procès.

Mais la solidarité d'une partie des travailleurs roumains ne parvint pas à retenir ni à disloquer l'armée royale. Le jour même, la République des conseils lançait son offensive sur la Tisza. En 24 heures, les armées blanches s'étaient portées sur tous les points du front et s'apprêtaient à mener une contre-offensive qui allait les mener jusqu'à Budapest.

Le projet d'action internationale du 21 fut évoqué en Autriche le 6 juillet par la Conférence nationale des conseils ouvriers. Le KPDÖ (6) proposa aux votes des délégués une résolution en faveur de la grève générale sur le mot d'ordre :

« *Bas les pattes devant la Russie et la Hongrie !* » Mais les social-démocrates auraient voulu se contenter de manifestations le 20. C'est cette solution qui fut officiellement retenue par la conférence. Le souvenir de l'émeute du 15 juin, organisée par Bettelheim, fut habilement évoqué par les réformistes afin de rallier tous les congressistes indécis.

Ainsi, le 11 juillet, le Comité exécutif des conseils ouvriers d'Autriche allemande, dirigé par Fritz Adler, décida que les travailleurs manifesteraient le 20. La question fut débattue le lendemain au Conseil régional de Vienne où Adler défendit le même point de vue en insistant sur le fait qu'il serait dangereux pour l'Autriche d'indisposer l'Entente. Il obtint une confortable majorité (205/76), mais 25 social-démocrates votèrent en faveur de la grève.

Dès que la décision du Conseil ouvrier régional de Vienne fut connue, plusieurs conseils ouvriers d'arrondissement protestèrent. Déjà, le conseil ouvrier de Linz s'était prononcé pour la grève. Une conférence de délégués des conseils d'arrondissement de Vienne exigea que le Conseil régional de Vienne soit à nouveau convoqué. À partir de ce moment, les social-démocrates changèrent de tactique : ils invitèrent

(4) Fluera et Jumanca : dirigeants du Parti social-démocrate roumain.

(5) Journal du Parti social-démocrate roumain.

(6) KPDÖ : Parti communiste autrichien.

rent, au nom de la démocratie ouvrière et de la spontanéité, les conseils locaux à agir en fonction des conditions particulières à chaque endroit ! Mais le mot d'ordre suivi par les ouvriers fut celui de la conférence des délégués de Vienne. Le 21 juillet, l'industrie de Basse-Autriche, du Voralberg, de Linz et de nombreuses localités était paralysée. Ce fut la grève la plus étendue, sur le plan géographique, qu'ait connue l'Autriche en 1919. À Vienne, communistes et socialistes manifestèrent ensemble, avec la *Volkswehr* (7) en tête, et même avec des délégations de policiers.

En Italie, l'action du 21 fut particulièrement réussie, au moins dans le centre et dans le nord, de Rome à Turin et Trieste. Cela tient d'abord au fait que la mobilisation du prolétariat y était déjà très avancée. Dans toutes les régions industrielles s'étaient formés des conseils ouvriers, mais ils constituaient une sorte de puzzle, sans unité, sans coordination à l'échelle nationale. Dans la vallée de Bisenzio, près de Florence, il y eut même une très éphémère « *république des conseils* », qui fut écrasée au bout de trois jours par les Carabinieri.

Il semble que les syndicats italiens aient attendu à la fois beaucoup et trop peu de choses de ce mouvement. Les bureaucrates réformistes étaient pressés d'en finir, les socialistes de gauche espéraient au contraire que cela déboucherait spontanément sur un mouvement de type international. Trahison d'un côté, observation et attente de l'autre.

Ces deux attitudes ressortent du message adressé de Milan, le 22 juillet, par la direction du Parti socialiste italien, aux gouvernements de Moscou et de Budapest :

« *La grève générale des 20 et 21 courant... ne devait pas avoir, de notre propre gré, d'autre caractère que celui d'une grève de solidarité... Nous voulions qu'elle constitue un avertissement, une menace contre la bourgeoisie qui tourne les armes contre vous... Ce n'était pas le commencement de notre bataille. Ce devait en être, tout au plus, le préambule.* »

Du point de vue des objectifs poursuivis par l'IC, l'action du 21 juillet ne peut pas être considérée comme un succès. Là où

la grève fut effective (Italie, Autriche), les réformistes et les centristes cherchèrent à se dédouaner à bon compte en exprimant une solidarité sans lendemain. En France et en Angleterre, les promesses ronflantes du mois de juin ne furent pas tenues. Belà Kun écrivait à Lénine, au sujet des socialistes autrichiens, qu'ils s'étaient conduits de façon « *particulièrement malpropre* ». En l'occurrence, l'accusation aurait pu porter sur tous les réformistes d'Europe.

Mais le Comité exécutif de l'IC eut sans doute le tort de croire qu'une telle solidarité pourrait se manifester sans préparation politique. Peut-être aurait-il fallu, à partir de directives centrales et de consignes élaborées en fonction des possibilités et des forces du mouvement communiste dans chaque pays, que les différentes sections de l'IC mènent campagne sans s'illusionner sur l'attitude des directions syndicales et politiques. Peut-être aurait-il fallu que l'objectif de la solidarité internationale soit formulé de façon moins idéologique et morale, afin que, dans chaque pays, la classe ouvrière puisse l'intégrer à son propre combat (manifestations de soldats démobilisés, grèves dans les usines d'armement, manifestations pour la reconnaissance diplomatique des deux gouvernements soviétiques, mais aussi campagnes centrales pour les indemnités de guerre et contre le chômage...). Mais il est inutile de se perdre en conjectures. Les communistes russes et hongrois, absorbés par la guerre civile, n'avaient pas le temps d'élaborer précisément une politique qui aille dans ce sens. En Allemagne, le KPD ne s'est pas encore remis de la féroce répression du soulèvement de janvier, ni de la perte de ses principaux dirigeants.

Dans son discours au premier congrès des travailleurs de l'enseignement, Lénine explique seulement l'échec du 21 par la puissance des États impérialistes :

« *Nous avons vécu dans les dernières années l'histoire de deux grandes révolutions. Nous savons avec quelle difficulté, en 1905, l'avant-garde des masses laborieuses s'est ébranlée dans la lutte anti-*

(7) Milice ouvrière armée.

HONGRIE 1919 : CONTRE-RÉVOLUTION, DÉFAITE, ÉMIGRATION

tsariste. Avec quel mal, après le 9 janvier 1905, le mouvement gréviste s'est développé lentement et péniblement. Jusqu'en octobre 1905, quand, pour la première fois en Russie, la grève de masse a remporté une victoire... Nous savons avec quel mal s'organise, dans une série de grèves, la force qui lutte contre le capitalisme. C'est pourquoi l'échec de cette première grève internationale du 21 juillet ne nous étonne pas. Nous savons que, dans les pays européens, la révolution se heurte à une résistance et à une opposition infiniment plus fortes que chez nous. Nous savons que les ouvriers d'Angleterre, de France et d'Italie ont surmonté des difficultés inouïes en décidant la grève internationale pour le 21 juillet. C'était une expérience sans précédent dans l'histoire. Il n'est pas étonnant qu'elle n'ait pas réussi. »

Le 26 juillet, les Alliés décidèrent de publier une « Adresse à la nation hongroise », qui offrait la paix et la reprise des relations économiques :

« ... Cela ne pourra même pas être tenté tant qu'il n'y aura pas en Hongrie un gouvernement représentatif de son peuple et résolu à exécuter dans leur esprit et à la lettre les engagements par lesquels il est lié aux gouvernements associés. Aucune de ces conditions n'est remplie par le gouvernement de Belà Kun... »

Le 31 juillet, l'Armée rouge est complètement en déroute. Belà Kun improvise une réunion avec des représentants de tous les courants politiques du mouvement ouvrier : Haubrich, Bajaki, Szamuely (8), et quelques autres.

Le lendemain, le CRG et la direction du parti socialiste-communiste se réunissent en séance commune. Belà Kun se rallie à une proposition de Weltner (9) qui préconise la démission du gouvernement et la remise du pouvoir à une équipe de dirigeants syndicalistes chargés de négocier la paix avec l'Entente. Au cours de l'après-midi, la proposition est présentée au Conseil d'Ouvriers de de Soldats de Budapest par Zoltan Ronai (10). Devant l'assemblée plénière du conseil ouvrier, Belà Kun fait une ultime déclaration : « ... Le prolétariat de Hongrie n'a pas trahi

ses dirigeants, il s'est trahi lui-même... Froidement, calmement, je me suis vu contraint d'en arriver à cette conclusion : la dictature du prolétariat a été défaite économiquement, militairement et politiquement... À supposer que la transition au socialisme ait été économiquement et politiquement impossible, la dictature du prolétariat n'aurait pas chuté de cette façon si le prolétariat avait eu une conscience de classe révolutionnaire. »



Belà Kun haranguant les ouvriers dans une usine lors de la révolution de 1919. (D.R.)

Ce surprenant épilogue marque un tournant radical dans la vie politique de Belà

(8) Josef Haubrich (1883-1939) : social-démocrate. Pendant la République des conseils, commissaire du peuple aux Affaires commerciales, puis à l'Armée, puis ministre de la Guerre de l'éphémère gouvernement social-démocrate de droite.

Ferenc Baraki (1883-1938) : serrurier de profession, l'un des dirigeants de la Fédération nationale des ouvriers métallurgistes.

Tibor Szamuely (1890-1919) : d'abord dirigeant de la section hongroise du Parti bolchevique russe auquel il adhéra comme prisonnier de guerre. Membre du comité central du Parti communiste de Hongrie (KMP). Vice-commissaire du peuple à l'Armée puis commissaire du peuple à l'Instruction publique, arrêté au lendemain de l'écrasement de la révolution, se suicide pour échapper à la torture.

(9) Jakab Weltner (1873-1936) : menuisier de profession, membre de la direction du Parti social-démocrate hongrois depuis 1898, rédacteur en chef à partir de 1918 de son quotidien *Nepszawa*. Membre de la direction du parti unifié (social-démocrate-communiste). Émigra au lendemain de l'écrasement de la République des conseils puis revint en Hongrie en 1924 et reprit la direction du quotidien *Nepszawa*, à nouveau autorisé, puis, en 1931, est élu député à l'Assemblée nationale de la Hongrie fascisante du contre-amiral Horthy.

(10) Zoltan Ronai (1880-1940) avocat, social-démocrate, commissaire du peuple à la Justice, puis vice-commissaire du peuple aux Affaires intérieures.

Kun. Le fondateur du KMP (11) parle aux représentants d'une classe qui s'est battue pour la dictature du prolétariat, qui a porté les communistes au pouvoir dans le cadre qui lui semblait être la réalisation de l'unité ouvrière : elle a « toléré », le mot n'est pas trop fort, bon nombre d'erreurs politiques du parti unifié... Les ouvriers, les paysans, les soldats rouges sont las. Aucune promesse ne peut plus combler l'énorme fossé qui s'est creusé entre leurs espérances et la succession des défaites. Par son activité organisée, le KMP a nourri ces espérances ; par sa désorganisation et son laxisme à l'égard de la bureaucratie social-démocrate, il a également nourri l'indifférence et le désespoir. « *Si le prolétariat avait eu une conscience de classe...* » Qu'est-ce que cela peut signifier pour Belà Kun ? Lénine, à l'école de qui ont été formés les dirigeants communistes hongrois (bien que le « recyclage » ait été très rapide, dans les conditions de l'emprisonnement militaire puis de la guerre civile) n'a jamais cessé d'expliquer, depuis 1903, que la « conscience » du prolétariat était ce que ses dirigeants politiques et syndicaux en avaient fait. La « conscience » du prolétariat hongrois n'est pas celle d'Haubrich ni de Garami (12), mais celle que Belà Kun lui-même a contribué à forger par son appel « à tous » du 21 mars 1919 :

« Des privations, la misère, la souffrance nous attendent sur ce chemin. Et pourtant nous devons, nous osons emprunter cette voie parce que nous avons confiance dans l'héroïsme et le dévouement du prolétariat hongrois. Nous devons l'emprunter car c'est seulement ainsi que nous pouvons faire triompher la cause du socialisme qui sauvera l'humanité. »

La déclaration du 1^{er} août est celle d'un homme qui a cessé de comprendre et d'exprimer les besoins de la classe qu'il est censé représenter, même dans la défaite. Belà Kun n'invite pas à la résistance, à la défense de Budapest. Il prend congé :

« J'aurais préféré une autre fin. J'aurais aimé voir le prolétariat combattre sur les barricades... Alors je me suis dit : allons-

nous dresser nous-mêmes des barricades sans les masses ? »

Il est vrai que la fatigue, la lassitude sont telles parmi les ouvriers que les troupes roumaines entreront dans une capitale éteinte, morne, silencieuse, sans rencontrer beaucoup de résistance. Cependant, deux mois plus tard, dans des conditions peut-être pires, les bolcheviks dresseront victorieusement toute la population de Petrograd contre l'armée blanche de Youdénitch.

Belà Kun s'en va sans se retourner :

« Ce prolétariat a besoin de la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle de la bourgeoisie pour devenir révolutionnaire. »

S'agissait-il pour les communistes de se replier en bon ordre afin de conserver dans l'émigration le noyau révolutionnaire ? Belà Kun le suggère en déclarant que « *pendant la prochaine période* », les révolutionnaires « *marcheront à l'écart* ». Mais aucune mesure ne fut prise pour organiser le transfert massif des communistes en Autriche.



L'amiral Horthy, chef de la contre-révolution sanglante, reçu à Budapest en novembre 1919 après l'écrasement de la révolution hongroise. (D.R.)

Avant que l'amiral Horthy ne prenne le pouvoir et ne se fasse proclamer par la réaction « *régent de Hongrie* », la représ-

(11) KMP : Parti communiste hongrois.

(12) Ernő Garami : ajusteur (1876-1935), dirigeant social-démocrate, ministre du Commerce dans le gouvernement du prince Karolyi (31 octobre 1918-21 mars 1919). Dès la formation du gouvernement du conseil des commissaires du peuple, émigre en Suisse où il participe à la préparation politique de la contre-révolution.



Tibor Szamuely (1890-1919), dirigeant de la Commune hongroise en 1919. (D.R.)

sion s'abat sur des milliers de militants et d'ouvriers et sur leurs familles.

De nombreux socialistes et communistes sont appréhendés avant d'avoir pu gagner la frontière autrichienne. Szamuely (13) se suicide aussitôt après son arrestation par des contre-révolutionnaires. Son corps, atrocement mutilé, est dispersé dans les champs.

Dans la matinée du 5 août,

30 000 Roumains, dirigés par le général Macarescu, pénètrent dans Budapest. Cinq jours plus tard, un millier d'ouvriers des usines de Csepel sont fusillés.

Les officiers français, sur ordre du général Franchet d'Espèrey, déportèrent au Maroc et en Algérie 600 miliciens hongrois. Les fusillades et les pendaisons devinrent quotidiennes. Les rues et les routes étaient souvent jalonnées de potences destinées à terroriser la population. À Kecskemet, deux cents hommes, femmes et enfants, furent mitraillés dans la rue dès les premiers jours de la contre-révolution. Les communistes furent torturés. Des camps de concentration furent établis.

On estime que jusqu'à l'hiver de 1919 il y eut 5 000 exécutions, 75 000 incarcérations et 100 000 émigrations volontaires ou forcées.

La réaction ne s'attaquait pas seulement aux communistes et aux socialistes, mais aussi aux bourgeois libéraux, aux célébrités du monde scientifique et artistique.

De gigantesques pogroms furent organisés contre les juifs. Quinze ans avant Hitler, la contre-révolution hongroise développait à grande échelle les mœurs du nazisme.

Les communistes dans l'émigration

Mais le Komintern n'en a pas fini avec ce que l'on nommait à Moscou par dérision la « peste magyare ». À l'automne 1920, Belà Kun qui est alors en Russie soviétique, engagé dans l'Armée rouge, est ver-

tement tancé par Lénine pour avoir exécuté des officiers de l'armée blanche en Crimée, en violation de la promesse d'immunité qui leur avait été faite par le commandement de l'Armée rouge. En mars 1921, l'ancien dirigeant du KMP organise un putsch désastreux en Allemagne ; cette fois encore, l'altercation avec Lénine est extrêmement vive.

En 1936, Manioulsky orchestre sur l'ordre de Staline une campagne contre Belà Kun. Ce dernier est arrêté en 1937 et exécuté en 1939. En vain, il réclame un procès public.

Le 14 novembre 1956, la Commune hongroise revit dans le Conseil central ouvrier de Budapest qui déclare :

« Le Conseil central ouvrier a reçu le pouvoir de négocier au nom des ouvriers de toutes les entreprises situées sur le sol de Budapest, et de décider de l'arrêt ou de la reprise du travail. Nous proclamons notre rigoureux respect des principes du socialisme. Nous considérons les moyens de production comme propriété collective que nous sommes toujours prêts à défendre. »

Parmi les rédacteurs de ce texte, parmi les votants, rares sont ceux qui savent ce que furent les 133 jours de la République des conseils. Les plus âgés, ceux qui ont survécu au fascisme et à la guerre, se souviennent. Les plus jeunes, ignorants de ce passé récent, assimilent peut-être 1919 à Rákosi (14) et au stalinisme. Les uns et les autres sont les héritiers du Conseil d'ouvriers et de soldats de Budapest, dispersé en août 1919 par les armées blanches de Roumanie.

Conclusion

De janvier à mai 1919, les mouvements grévistes d'Angleterre, des États-Unis, du Canada et de France surgissent avec force puis reculent, faute de coordination ou sous les coups de la répression.

(13) Cf. note 8.

(14) 1892-1971 : Surnommé "le meilleur élève hongrois de Staline", il tente d'empêcher préventivement la révolte ouvrière en 1956 en faisant arrêter et exécuter des milliers d'opposants.

Mai 1919 : défaite des conseils en Bavière ; juin 1919 : échec de l'insurrection en Autriche ; août 1919 : défaite de la Commune hongroise ; septembre 1920 : développement puis répression des occupations d'usines en Italie ; décembre 1920 : échec de la grève générale en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. L'insurrection manquée de mars 1921 en Allemagne marque la fin de la première vague révolutionnaire. Le mouvement se stabilise puis se développe à nouveau en 1923. Cette fois, encore la vague se brise contre l'appareil d'État : écrasement de l'insurrection bulgare, occupation de la Ruhr par les armées franco-belges, état de siège en Bavière, défaite des gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe.

Pendant cinq ans, le plus intense bouillonnement révolutionnaire que le monde ait connu depuis 1848 a déferlé sur l'Europe. Partout, tout comme les soviets de Russie, ouvriers, soldats et paysans ont formé leurs conseils, leurs comités de grève, leurs rassemblements, leurs manifestations. Avec plus ou moins de force et de bonheur ils ont exigé le contrôle de la production, affronté la police et les corps francs, occupé les usines.

Au moment où Lénine s'éteint, en janvier 1924, la Russie soviétique n'a pas encore rompu son isolement, mais rien n'est joué. Dans les premiers assauts de l'après-guerre, le prolétariat d'Europe a accumulé de riches expériences. La crise de la II^e Internationale s'est développée. De jeunes cadres se sont formés dans l'Internationale communiste. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, les militants révolutionnaires sont en mesure de construire le parti mondial de la classe ouvrière sur la base d'une victoire : la révolution d'Octobre. Il leur reste à tirer le bilan des premières tentatives d'extension de cette victoire au continent. Ce bilan a commencé à être élaboré par les premiers congrès de l'Internationale communiste. Deux conclusions s'imposent déjà aux militants. Il est impossible de gagner sans rechercher l'unité avec les militants de la social-démocratie sur le terrain de l'affrontement de classes. En

outre, il est apparu que le mouvement spontané des masses, même organisé dans les conseils, ne suffisait pas à résoudre la question du pouvoir.

Lénine écrivait que ce serait « *plus difficile* » dans les pays industriels avancés. En 1924, les dirigeants communistes des principaux partis commencent à mieux évaluer les rapports qu'il est possible de nouer avec les masses, compte tenu de la puissance de l'État, des appareils réformistes mais aussi des traditions de lutte. La période des expériences putschistes n'est pas encore révolue (décembre 1924 en Estonie), mais la théorie de l'« *offensive révolutionnaire sans relâche* », soutenue par Boukharine, Belà Kun et un nombre important de communistes de gauche, est déjà sérieusement battue en brèche par l'expérience.

L'exemple de la révolution austro-hongroise le montre : l'essentiel n'est pas de substituer au mouvement spontané des masses organisées en conseils des actions exemplaires, ni d'assister le mouvement en cours par des exhortations ou des compliments. Toute l'histoire des années 1918-1920 le montre aussi : c'est la question de la « *prépondérance* » au sein des conseils, donc de la pénétration politique de tel ou tel parti dans les organes de mobilisation et de combat de la classe ouvrière qui détermine l'issue de la période de double pouvoir.

En définitive, la question n'est pas tant de savoir comment éclairer ou exciter cette spontanéité que de mesurer le plus exactement possible de quoi elle est faite, quelle est la nature des illusions, des traditions, des influences qu'elle charrie.

La « *spontanéité* » des masses n'est souvent, pour le parti révolutionnaire, lorsqu'il est faible, sans grande expérience, que l'image extérieure et confuse de ce que Lénine appelait l'« *embryon du conscient* ». Cette spontanéité est faite de milliers de travailleurs anonymes en action. Ceux qui président au regroupement dans les conseils, à la direction des grèves, des assemblées sont pour la masse des ouvriers différents de ce qu'ils sont pour une jeune section de l'Internationale encore extérieure au mouvement : ce sont littéralement les « *hommes de confiance* », les « *Vertrauensmänner* »

HONGRIE 1919 : CONTRE-RÉVOLUTION, DÉFAITE, ÉMIGRATION

(en allemand), les « Bizalmi » (en hongrois). Connus et écoutés par les masses, inconnus par l'avant-garde révolutionnaire. Ils sont l'enjeu des partis politiques dans les conseils. C'est pourquoi les théoriciens gauchistes de la spontanéité ne furent en Autriche, en Hongrie, comme dans tous les pays que la couverture idéologique d'une capitulation devant l'appareil réformiste qui dispose, en vertu de son implantation antérieure, de ses positions de direction dans les organisations de masse (parti, syndicats, mutuelles, associations diverses) d'une influence prépondérante sur les cadres organisateurs du mouvement.

La révolution austro-hongroise démontre cela, plus peut-être que le mouvement des autres pays européens, parce que nulle part ailleurs les illusions spontanéistes et putschistes ne furent aussi ancrées parmi les communistes, si ce n'est dans le KAPD (Allemagne) (15). Par exemple, les cadres connus des masses, inconnus de l'avant-garde révolutionnaire au moment de la grève générale de janvier 1918, sont le seul relais possible entre le programme communiste et les masses, pour autant que l'avant-garde qui postule à la direction du combat de classe sache les organiser.



Un détachement de gardes rouges devant l'usine Vulkan de Budapest. (D.R.)

Le KMP est parvenu au pouvoir en Hongrie avec la sympathie des masses, mais sans avoir organisé ces « relais » indispensables, si bien que l'appareil réformiste et syndical, passé au second plan

lors de la signature de l'accord du 21 mars, a pu reconstituer son influence, maintenir le réseau de ses fonctionnaires, délégués, responsables de section, et entraver le développement de la révolution victorieuse en soutenant les éléments de l'ancienne bureaucratie d'État.

Ainsi, la question de la prépondérance ne se réduit pas à une question d'influence et de sympathie. Elle devrait se traduire par le développement au sein des conseils d'une fraction politique organisée et indépendante des pressions extérieures. On est obligé de constater que de telles conclusions vérifient le bien-fondé de la stratégie du parti bolchevique comme stratégie générale du mouvement communiste pour la prise du pouvoir.

Léon Trotsky explique l'insuccès des années 1918-1926 par la « contradiction qui existe entre la maturité générale de la situation objective (malgré les flux et les reflux) et le manque de maturité du parti international du prolétariat ». Ce manque de maturité proviendrait de ce que la jeune Internationale communiste était encore mal préparée à l'« époque des brusques retournements ». Le fondateur de l'Armée rouge soviétique ajoute :

« Deux ou trois jours de changement brusque décident parfois du sort de la révolution internationale pour des années » (16).

Cette question des rythmes et des délais ne peut pas être appréciée utilement par un parti que sa faible implantation rendrait insensible aux mouvements, même les plus légers, de l'opinion publique ouvrière et des revendications.

(15) KAPD : Parti communiste ouvrier d'Allemagne, formé en octobre 1919 par l'aile gauche du KPD (le Parti communiste d'Allemagne) après son exclusion au congrès d'Heidelberg tenu ce même mois.

(16) *L'Internationale communiste après Lénine*, pp. 184-185, Léon Trotsky, PUF 2^e édition 1979.

D'autre part, elle ne peut être appréciée davantage si ce parti, par son manque d'organisation et d'indépendance, demeure perméable aux influences de classes ou de couches sociales hostiles au développement de la révolution. Ainsi, c'est sous l'angle de la perméabilité aux traditions de l'appareil réformiste qu'il faut juger l'indécision du parti de Smeral (17) en décembre 1920.

Le propos de cet ouvrage (18) était de contribuer à l'étude des conseils ouvriers au lendemain de la Grande Guerre. Il nous a été impossible de dissocier la vie politique des conseils de celle des syndicats et des partis car les uns et les autres sont organiquement liés, et parce que le problème de la victoire ou de la défaite des conseils nous apparaît en fin de compte déterminé par l'existence ou l'inexistence en leur sein d'une force politique qui ait pour unique but d'y gagner la majorité et de les porter au pouvoir.

C'est dans les années 1923-1925, au moment où ce type de discussion débouche sur une correction des erreurs de l'immédiat après-guerre, qu'éclate la crise du Parti bolchevique, lourde de conséquences pour le développement de la seconde vague révolutionnaire. Qu'on nous permette pour conclure, de citer l'appréciation que porte Trotsky sur ce moment

crucial :

« *La cause fondamentale de la crise de la révolution d'Octobre réside dans le retard de la révolution mondiale, à la suite de plusieurs défaites du prolétariat. Jusqu'en 1923, ce furent les échecs des mouvements et insurrections de l'après-guerre, en raison d'abord de la disparition de toute une partie de la jeunesse, et ensuite de la faiblesse des partis communistes. À partir de 1923, la situation se modifie radicalement. Il s'agit non seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste* » (19).

En décembre 1924, Staline introduit pour la première fois dans le « *parti de la révolution mondiale* » l'idée qu'il faut maintenant combattre pour le « *socialisme dans un seul pays.* » ■

(17) Smeral Bohumir (1880-1941), dirigeant du Parti social-démocrate tchèque dans l'Empire austro-hongrois, député au Parlement puis leader de la Gauche marxiste tchèque. Il est l'un des dirigeants du PC tchécoslovaque dès sa fondation en 1920 et est élu au Comité exécutif de l'Internationale communiste (IC) à son II^e Congrès en juillet 1920.

(18) La thèse de Dominique Gros s'intitule « Les conseils ouvriers, espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920 ».

(19) *Ibid.*, p. 25.

La conférence de fondation du Parti communiste international hongrois

Extrait de *Faucille et Marteau* n°4, 1932 (1)

(...) Et, au moment convenable, nous saurons nous mettre à la tête du mouvement pour le mener jusqu'au bout, jusqu'à la dictature du prolétariat. Donc, camarades, nous allons tous maintenant rentrer en Hongrie, quelle que soit la langue que nous parlons ; là-bas, chez nous, nous nous retrouverons, nous nous réunirons, non pas sous le règne actuel de la bourgeoisie, mais au moment où le communisme (le bolchevisme) sera le maître, non seulement en Hongrie, mais aussi en Autriche, en Allemagne et plus loin, partout en Occident. Afin d'y parvenir effectivement, je vous propose d'adopter la proposition de résolution suivante :

« Réunie dans l'après-midi du 4 novembre 1918 à l'hôtel Dresden à Moscou, la conférence des communistes originaires du territoire de l'ancien État hongrois déclare que, confirmant la proclamation de principe contenu dans l'appel qui avait été adopté le 25 octobre 1918, elle fonde la section hongroise du Parti communiste international. Le nom de cette section est : Parti des communistes de Hongrie. Ce parti adopte les statuts du Parti communiste de Russie. La conférence déclare que, en attendant la création de la III^e Internationale de la classe ouvrière et la République internationale des conseils, elle considère que le comité central du Parti communiste (bolchevique) de Russie est le représentant de la classe ouvrière internationale et que, en politique générale, elle se soumet aux résolutions et décisions de ce comité.

La conférence prescrit à chaque membre du Parti communiste de Russie qui est originaire de Hongrie de quitter au plus tôt (dans la mesure des possibilités) le territoire des soviets de Russie, afin de mettre ses forces au service de la révolution internationale, en Hongrie. La conférence crée un bureau étranger ; elle y élit les camarades suivants : (2).

La conférence déclare que, pour diriger le mouvement, légal ou illégal, en Hongrie, elle élit un comité central ; il dirigera le mouvement jusqu'à ce qu'une conférence, légale ou illégale, ou un congrès ait élu, en Hongrie, un nouveau comité central. Au présent comité central sont élus les camarades : Károly Vántus, Belà Kun, Ernő Pór, Hariton Beszkárid, Emil Bozdogh, Mátyás Kovács, Mátyás Krisják, Iván Matuzovits et Ferenc Drobnik. La conférence souligne à nouveau que tous ceux qui sont actuellement membres du Parti communiste de Russie et sont d'origine hongroise doivent, aux termes des instructions du comité central du Parti communiste de Hongrie et de son bureau étranger, transférer leur activité en Hongrie et là, conformément aux principes du parti, servir la cause de la révolution prolétarienne. »

(1) Revue des Hongrois vivant en Union soviétique, ayant paru à Moscou de 1920 à 1937.

(2) Les noms ne sont pas indiqués dans le journal.

Belà Kun et le MSzDP

par Belà Kun

Le 25 février, le MSzDP (1) rassemble 250 000 ouvriers à Budapest pour vanter les mérites des policiers tombés en défendant la rédaction de la *Népszava* (2). L'enterrement de ces mêmes policiers donne lieu à une importante manifestation. En réponse, la presse communiste lance une campagne forcenée contre « Buchinger-Scheidemann » et « Garami-Noske ».

Ce n'est pas là la seule propagande de *Vörös Ujság* (3), si virulents que fussent ses éditoriaux et si indignées que fussent ses déclarations d'innocence, à qui il faut attribuer le revirement d'opinion des jours suivants. Ou plutôt, il faut mettre cette propagande et ce revirement en relation avec les répercussions de l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg du 15 janvier à Berlin et l'intervention personnelle de Lénine en faveur des emprisonnés.

Le 26 février, les « anciens galiléistes (4) » tiennent un meeting pour protester contre les brutalités policières et exigent la libération immédiate des dirigeants communistes, qui sont comparés à Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht dont le meurtre avait suscité des remous jusque dans les sphères les plus élevées de la social-démocratie hongroise.

Le lendemain, Karolyi reçut une délégation des galiléistes, promit d'activer l'enquête sur la journée du 20 et de libérer quelques étudiants arrêtés avec les com-

munistes. D'autre part, il prit connaissance d'un télégramme de Lénine avertissant que le sort des membres de la Croix-Rouge hongroise à Moscou dépendait de celui des prisonniers communistes de Budapest.

Dans la première quinzaine de mars, un nombre croissant de travailleurs se tournent vers le KMP (5) : l'hostilité du gouvernement aux mesures de socialisation sauvage et d'occupation des terres, sa faiblesse à l'égard des Alliés avaient complètement discrédité aux yeux des ouvriers et des paysans la politique de coalition avec les partis bourgeois. À Budapest, les cadres organisateurs des syndicats, qui constituent la charpente de la social-démocratie, cherchent la voie qui permette de satisfaire les revendications qui, toutes, s'ordonnent autour d'un même mot d'ordre : le contrôle ouvrier sur l'industrie.

Cependant, le mouvement qui s'opère en

(1) Parti social-démocrate de Hongrie fondé en 1890.

(2) La *Népszava* : quotidien du MSzDP.

(3) *Vörös Ujság* (*Doigt Rouge*) : journal communiste publié à partir du 7 décembre 1918. Le dernier numéro parut le 3 août 1919, deux jours après la chute de la République soviétique de Hongrie.

(4) Les galiléistes : membres du cercle Galilée qui participent, à Budapest, en 1918, aux premiers Conseils ouvriers. La police a rapidement fermé leur bureau et arrêté une vingtaine d'entre eux.

(5) KMP : Parti communiste de Hongrie (le M signifiant Magyar)

direction du parti communiste n'est pas une lame de fond : il touche la frange des militants les plus conscients. Il manque dans les usines, et surtout en province, la trame d'une organisation bolchevique qui permette à chaque travailleur, sur la base de ses propres exigences, de distinguer clairement entre les propositions réformistes et celles des communistes.

L'évolution vers la gauche du prolétariat industriel se produit essentiellement dans la capitale. Elle affecte particulièrement les travailleurs les plus qualifiés et les plus marqués par les traditions socialistes, emportés par l'enthousiasme des plus jeunes et par la détermination des anciens prisonniers de guerre. C'est dans ce cadre qu'évolue le courant centriste du MSzDP (Kunfi, Landler), contraint d'engager à la dérobée des négociations avec les com-

munistes pour répondre à l'attente des ouvriers. Certains, comme Jenő Varga et Jozsef Pogány, rompent ouvertement avec la social-démocratie.

Le 18 mars, les ouvriers de Csepel, la forteresse ouvrière de la Hongrie, déclarent leur complet accord avec le programme communiste.

Le 20 mars, une grève des ouvriers typographes, organisée par les communistes, paralyse la presse de la capitale ; le même jour, des milliers de métallos proclament leur adhésion au parti communiste. En l'espace d'une semaine, les effectifs du KMP sont passés à près de 30 000 militants. Mais il s'agit pour l'essentiel d'une masse de sympathisants inorganisés. ■

La social-démocratie ouvre la voie à la terreur blanche

par Belà Kun

Le parti qui était le parti dirigeant et gouvernant de la dictature révolutionnaire, ne pouvait se débarrasser de ceux qui, en revanche, ne pouvaient s'arracher à la collaboration des classes. L'unité, base de la dictature, a rendu impossible pour l'instant le règlement de comptes avec les traîtres, puisque la chute de la dictature a empêché la réalisation des tendances et des visées qui avaient pour but de nettoyer le parti ouvrier de ces éléments. Par la ligne sans cesse imposée de la « politique de l'équilibre » issue de « l'unité » et en découlant directement, la tactique sociale-démocrate basée sur la collaboration des classes faisait à tout bout de champ valoir son influence. Dictature du prolétariat accompagnée de la collaboration des classes – voilà quelque chose qu'il est difficile même d'imaginer.

Cependant la collaboration des classes était une nécessité découlant de l'organisation même du mouvement ouvrier. La politique d'équilibre au sein du parti était une nécessité organique, puisque la dictature basée sur l'unité aurait connu un péril imminent par la désarticulation de cette unité ou la rupture avant terme. D'abord cachée, puis ouverte, la lutte des deux tendances devint la question principale du mouvement ouvrier et, immédiatement avant la chute de la dictature, les combats d'avant-garde de la bataille finale étaient déjà engagés.

La tactique sociale-démocrate a abouti à la terreur blanche. La terreur blanche, dont le prélude fut la contre-révolution démocratique organisée par les dirigeants officiels du parti social-démocrate, par ce parti et les syndicats, est une triste mais excellente justification de la tactique communiste. La victoire de la bureaucratie, de la force armée, des officiers, la faiblesse ridicule du parti social-démocrate, le passage direct des masses petites-bourgeoises du parti au parti chrétien-socialiste, tout cela a dissipé toute illusion sur la collaboration des classes. La terreur blanche et le pouvoir dictatorial de la bourgeoisie ne tenant aucun compte des formes démocratiques rendront également clair d'ici peu, en prenant fin, que la bourgeoisie est encline à abandonner la forme ouverte et rigide de sa dictature, que la bourgeoisie tenant les commandes du pouvoir absolu est disposée à collaborer au gouvernement avec le parti des ouvriers seulement dans le cas où le parti ouvrier est également prêt à assumer l'héritage de la terreur blanche : la défense par tous les moyens de la propriété privée, de la bourgeoisie, et de l'existence parasite de la bureaucratie et de l'État bourgeois. Après la terreur blanche, la démocratie ne peut être instaurée que sous une forme à la Noske (1).

(1) Membre du SPD, ministre de la Défense de 1919 à 1920. Il joue un rôle central dans l'écrasement de la révolte spartakiste de Berlin de 1919. (Note des CMO).

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE OUVRE LA VOIE À LA TERREUR BLANCHE

Dans de telles conditions, la question décisive de la phase future du mouvement ouvrier de Hongrie est inchangée. La question première est la même qu'au cours de la phase révolutionnaire de novembre à mars, ou qu'au cours de la dictature : la solution de la lutte entre la tendance révolutionnaire communiste et la tendance opportuniste sociale-démocrate. Naguère, le parti social-démocrate a éludé habilement la question, en réalisant dans un moment historique « l'unité » de la classe ouvrière, un simulacre d'unité, grâce à laquelle il a retardé sa chute définitive. La tâche de la classe ouvrière révolutionnaire est donc maintenant d'imposer de toutes ses forces cette solution et de se préparer auparavant à cette épreuve décisive.

Donc : lutte contre la social-démocratie félonne, contre son état-major, la bureaucratie du parti et des syndicats. Lutte serrée et sans ménagements qui ne peut être influencée par aucune phrase creuse sur la « lutte fratricide » ni sur l'avantage que la bourgeoisie pourrait tirer de la bataille entre les deux tendances du mouvement ouvrier.

La mission historique du prolétariat est l'abolition du capitalisme par la voie de la révolution sociale et l'instauration du communisme. Cependant, cette mission

historique de la lutte des classes ne sanctionne pas la trahison de certains prolétaires, de certaines couches du prolétariat, ni même celle de la majorité du prolétariat. L'attendrissement sentimental envers les briseurs de grève n'a jamais été de mise. Personne n'a considéré comme une lutte fratricide le combat à outrance, même poussé au-delà, contre le mouvement jaune. La classe ouvrière n'a jamais considéré comme ses frères les gendarmes, les mercenaires des organisations répressives de l'État bourgeois tenant sous leur joug le prolétariat, ces instruments de la bourgeoisie ayant beau être issus des rangs des prolétaires. La classe capitaliste ne tient pas la classe ouvrière en esclavage uniquement par la violence physique, mais aussi à l'aide de l'organisation répressive morale et intellectuelle, qui forme les soutiens du pouvoir de la bourgeoisie, grâce au manque de conscience du prolétariat. Le parti social-démocrate, qui défend la propriété privée, et la bureaucratie du parti et des syndicats, qui prolonge l'existence de l'exploitation, essaient d'obscurcir la conscience révolutionnaire des ouvriers, de drainer leurs énergies révolutionnaires. Tous font aussi bien partie de l'organisation répressive de l'État que l'Église... ■

Les leçons que tira Belà Kun cinq ans après la défaite

Nous pensions que la création d'une liaison territoriale directe avec la Russie soviétique et l'essor rapide de la révolution assureraient la sauvegarde de la République hongroise des conseils. Plus tard, il apparut que, faute d'un Parti communiste solide et homogène, grevée du fardeau des traditions petites-bourgeoises de la social-démocratie, la République des conseils ne pouvait subsister plus de quelques mois et ne pouvait voir venir le jour où les deux Armées rouges, la russe et la hongroise, auraient opéré leur jonction. Faute de Parti communiste, nous, communistes, fûmes à tout bout-de-champ obligés de céder aux sociaux-démocrates. La majorité des hésitations se manifesta autour de la question agraire, la plus dangereuse des questions. Nous avions nationalisé les terres, mais nous ne les avons pas distribuées, donc nous n'avons pas satisfait les éléments prolétariens et semi-prolétariens. Le télégramme du camarade Zinoviev, télégramme donnant des conseils extrêmement utiles au sujet de la politique agraire et pour gagner la sympathie de la paysannerie, arriva trop tard et, d'autre part, ne fut d'aucun effet sur les doctrinaires.

La situation internationale était encore pire. Dans aucun des pays voisins il n'existait encore de Parti communiste, sauf le faible parti d'Autriche. La classe ouvrière ne put résister tant soit peu aux

projets d'intervention qu'en Yougoslavie et seulement alors que le pouvoir des conseils était déjà fondé. Les boyards roumains et la bourgeoisie tchèque purent facilement organiser l'intervention armée contre la République hongroise des conseils. La social-démocratie autrichienne – avec, à sa tête, le Premier ministre Renner et le ministre des Affaires étrangères Bauer – effrayée par la révolution, implora l'Entente et surtout la Tchécoslovaquie d'intervenir. En Allemagne, les forces du Parti communiste étaient occupées, quant aux sociaux-démocrates indépendants, ils n'allèrent pas plus loin que l'expression de leur sympathie platonique, et celle-ci disparut également dès que la République des conseils eut prouvé, par quelques mesures, qu'elle prenait au sérieux la révolution communiste. En fait, dès sa création, la République hongroise des conseils se trouvait seule et ne reçut aucune aide extérieure réelle.

Il est notoire que l'impulsion à la proclamation de la République des conseils fut fournie par cette note de l'Entente qui réclamait que la Hongrie renonce à des territoires où ne vivaient plus des nationalités opprimées par les seigneurs féodaux et la bourgeoisie hongroise, mais presque uniquement des Hongrois. Le gouvernement pacifiste du comte Károlyi, qui n'osait pas reconnaître le droit des peuples



LES LEÇONS QUE TIRA BELÀ KUN CINQ ANS APRÈS LA DÉFAITE

à disposer d'eux-mêmes, démissionna après avoir reçu cette note, car il ne voulait pas prendre la responsabilité de l'abandon de territoires habités par des Hongrois. En de telles circonstances, la création du gouvernement des conseils souleva dans une partie des intellectuels et des officiers une disposition d'esprit nationale-bolchevique ; à cause de cela, la bourgeoisie hongroise ne manifesta au début aucune résistance à la dictature du prolétariat. En conséquence, la politique étrangère du gouvernement des conseils devint incertaine. S'il voulait paralyser les forces contre-révolutionnaires de l'intérieur, le gouvernement devait compter avec cette disposition d'esprit du national-bolchevisme. La faiblesse du gouvernement était accrue par la conviction qu'il n'était pas de force à poursuivre une guerre et qu'il ne pouvait pas compter sur l'appui du prolétariat des États voisins, tout juste libérés de l'oppression nationale. En conséquence, le louvoisement en politique internationale se changea en simple indécision démunie de toute ligne de conduite déterminée.

C'est en de telles conditions qu'il y a cinq années le prolétariat s'engagea sur la voie difficile de la lutte pour le pouvoir. Cette lutte n'est pas riche seulement en actions

d'éclat militaires, mais elle fournit aussi d'utiles enseignements au prolétariat international et, ce qui est le plus important, le prolétariat hongrois a rendu d'immenses services à la révolution internationale et à son bastion, la Russie soviétique. Le général monarchiste français Franchet d'Espèrey, principal organisateur des opérations militaires dirigées contre la Hongrie, écrit dans ses Mémoires qu'il venait tout juste de terminer les plans des opérations contre la Russie et commençait à regrouper ses troupes à travers la Bessarabie, quand la révolution prolétarienne éclata en Hongrie et changea tout aux projets du parti militaire français contre la Russie.

Tout aussi utiles sont les enseignements que tira le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste. Ces enseignements se rapportent en premier lieu au rôle des partis après la prise du pouvoir et à l'appréciation de la social-démocratie. À son Deuxième Congrès, l'Internationale communiste a tenu compte de ces enseignements que, malheureusement, tout le monde n'a pas suffisamment compris jusqu'ici, à savoir la question du rôle de la social-démocratie, incompréhension qui est démontrée par les événements d'Allemagne... ■



Interview de Belà Kun

21 décembre 1919

La revue américaine Liberator publie, dans son numéro de mars dernier, un long compte rendu de la conversation que l'un des collaborateurs de cette revue suivant le mouvement communiste avec intérêt et sympathie a eue, à la fin de l'année passée, avec Belà Kun. Belà Kun et trente-cinq communistes hongrois étaient internés, à cette époque, au château fort de Karlstein. Karlstein est situé à 84 kilomètres de Vienne. Kuh Frédéric, collaborateur au Liberator qui, le 21 décembre réussit le premier, après les vaines tentatives de tant de journalistes bourgeois, à avoir une conversation avec le chef du mouvement communiste hongrois, décrit de la façon suivante ses expériences, et ce qu'il a vu et entendu.

Cette révolution n'a pas été prématurée, au contraire elle a été une nécessité économique. La Hongrie est tout aussi mûre pour le communisme que n'importe quel autre pays du monde. Selon l'appréciation du rapport des forces de classes, cette révolution n'a pas été prématurée ; après la désintégration de la monarchie austro-hongroise, c'est en Hongrie que le prolétariat était le mieux organisé ; la bourgeoisie hongroise était incapable de faire front aux volontés de la classe ouvrière. Du

point de vue international non plus, la révolution n'a pas été prématurée : la faiblesse de l'Entente sautait aux yeux et, quant aux moyens de la contre-révolution, ils se bornaient au regroupement des forces dispersées et désordonnées. Le moment était propice à l'instauration de la dictature en tous points, sauf un : le degré de la conscience révolutionnaire des ouvriers. C'est un fait que seule une petite partie de la classe ouvrière hongroise était bolchevique. En ce sens-là, la révolution était prématurée.

Mais le meilleur moyen de révolutionner les masses est la révolution même. Après la chute de la république communiste et dans notre situation provisoirement sans issue, il reste quand même ce résultat : les masses ouvrières hongroises sont aujourd'hui imprégnées d'esprit révolutionnaire. Elles sont capables de se porter au premier rang du combat de l'Internationale communiste. La classe ouvrière russe est forte, elle a un passé révolutionnaire derrière elle. Même si nous avons su à coup sûr que nous devions échouer (nous avons, cependant, beaucoup d'espoir de nous maintenir), nous aurions accompli ce pas révolutionnaire, car la classe ouvrière ne devient révolutionnaire que par la révolution.

Les socialistes jaunes

Pourquoi nous sommes-nous alliés, au début de la révolution, aux sociaux-démocrates non-révolutionnaires ? Il faut comprendre que notre parti était petit et n'aurait pu accomplir sa tâche tout seul. Auparavant nous étions en lutte avec les sociaux-démocrates qui déclaraient que la dictature du prolétariat doit s'effondrer en une semaine. Nous ne leur avons accordé aucune concession de principe, ce sont eux qui acceptèrent le programme bolchevique. Lors de notre fusion, nous espérions pouvoir éliminer leurs éléments les plus arriérés, les plus conservateurs. Certains, en effet, quittèrent les rangs, mais d'autres, respectant en apparence les idées communistes, nous attaquèrent dans le dos. Ceux-ci étaient pires que les contre-révolutionnaires, car les contre-révolutionnaires intervinrent au moins ouvertement. En réalité, ceux qui, à son avènement, étaient devenus ses amis, ont provoqué la chute de la dictature du prolétariat et du communisme.

Les sociaux-démocrates ont été corrompus de la sorte par les syndicats. Chez nous, le parti social-démocrate et les syndicats ne faisaient qu'un. La bureaucratie syndicale et la bureaucratie du parti furent, dans toute cette période, le soutien secret de la réaction. Au moment de la défaite, ils jetèrent leur masque et se conduisirent en odieux contre-révolutionnaires. Tous ces dirigeants sociaux-démocrates qui collaborent aujourd'hui avec la dictature militaire régnant à Budapest, ainsi que tous ceux qui, réfugiés à Vienne, écrivent contre la terreur blanche, furent en contacts réguliers avec les missions de l'Entente, servirent la contre-révolution. Tel est, par exemple, l'ancien rédacteur du *Népszava (Voix du peuple)*, Jakab Weltner, qui signa, pendant la période de la République des conseils, des articles communistes, mais qui eut également des contacts secrets avec le gouvernement contre-révolutionnaire de Szeged. Ces personnes ont aidé à restaurer le capitalisme en Hongrie, elles ont acculé à la misère les travailleurs, elles ont livré les

meilleurs fils de la classe ouvrière à la terreur blanche. Ces sociaux-démocrates – ils le prouvent d'ailleurs eux-mêmes aujourd'hui – se sont prêtés à la création du système des conseils à des fins nationales et de défense du territoire. Quand le programme jusque-là idolâtré de Wilson ne leur permit plus de maintenir « l'intégrité territoriale » de la Hongrie, ils essayèrent la même chose sur la base du programme bolchevique. Cependant nous, communistes, nous avons servi ce programme conformément à son esprit, non pour la sauvegarde des frontières de la Hongrie, mais dans l'intérêt de la révolution internationale.

Les diplomates de l'Entente

La principale activité des différentes missions de l'Entente à Budapest fut la spéculation sur les valeurs et les marchandises étrangères. En outre, ces missions s'occupèrent naturellement de soutenir la contre-révolution et même, de l'organiser carrément. Les membres de ces missions étaient des personnes qui, bien payées, étaient prêtes à toutes les besognes. Entre les nids contre-révolutionnaires de Szeged et de Vienne, le lieutenant-colonel italien Romanelli et le capitaine anglais Freeman assurèrent la liaison constante par Budapest. Ils cachèrent des contre-révolutionnaires dans leurs appartements et c'est d'eux que provinrent les directives concernant les activités des troupes contre-révolutionnaires de Vienne et de Szeged. Le capitaine Freeman fut en contacts continuels avec l'archiduc Joseph ; Romanelli et un juif hongrois du nom de Weiss, qui porte incidemment le rang de capitaine de l'armée américaine, s'occupèrent surtout de recruter des contre-révolutionnaires et fournirent les troupes blanches en déserteurs sociaux-démocrates.

Naturellement, l'espionnage au profit des armées tchèques et roumaines relevait également du champ d'activité de ces diplomates. Quant à l'amiral anglais Troubridge, il n'était rien moins que l'ami

intime, le conseiller et le commis du chef de la contre-révolution, l'amiral Horthy. Ce que la Hongrie des conseils reçut de l'Entente, en sus de ces services « diplomatiques », ce fut le blocus nous touchant encore plus sévèrement que la Russie. Le général Smuts et Herbert Hoover, le délégué américain, n'eurent pas beaucoup d'influence sur le sort de la Hongrie. C'est un fait cependant, que Hoover menaçait de nous affamer, si nous ne faisons pas des concessions au capital américain.

Socialisation et agriculture

La socialisation de l'industrie fut facilitée, en Hongrie aussi, par le fait qu'au cours de la guerre les capitalistes avaient uni toutes les branches industrielles importantes en grandes associations monopolistes. La liquidation des entreprises des capitalistes étrangers causa la difficulté majeure, là nos premiers pas furent l'introduction du contrôle ouvrier. La dictature du prolétariat ne causa pas de fléchissement notable dans la production. La baisse qui se manifesta dans la capacité de production existait dans tous les pays capitalistes également. Dans les branches de l'industrie qui avaient de l'importance pour le prolétariat, la puissance de production augmenta même de cent pour cent, au cours de la dictature du prolétariat.

Dans l'agriculture, les couches pauvres des villages et les artisans petits propriétaires furent les fervents fidèles de la dictature. Soixante-quinze pour cent d'ouvriers agricoles et de petits propriétaires composaient notre Armée rouge. Les petits et moyens propriétaires plus aisés acceptaient passivement l'ordre nouveau. Seuls les seigneurs, la gentry, l'aristocratie, furent immédiatement contre-révolutionnaires. En général, la paysannerie était d'accord avec le programme agraire communiste. Nous devons faire remarquer ici que chez nous – à l'encontre de la Russie – il n'y eut pas de partage des terres. Cinquante pour cent des terres arables de Hongrie étaient la propriété de

l'aristocratie, de l'Église, et des propriétaires fonciers. Toutes ces terres furent intégralement socialisées et déclarées indivisibles.

Terreur rouge et terreur blanche

En ce qui concerne la terreur rouge, elle ne fut – chez nous, aussi bien qu'en Russie – qu'une réponse aux actes de la contre-révolution. La notion de dictature ne comprend absolument pas la terreur. La dictature du prolétariat est en premier lieu une démocratie prolétarienne. C'est une démocratie réelle, effective au sein de la classe ouvrière et non un abus pur et simple du mot. Hors la classe ouvrière, la dictature oblige ceux qui ne travaillent pas ou sont anti-ouvriers à mener une vie identique à celle des ouvriers, c'est-à-dire à travailler. Les mesures contre la bourgeoisie doivent être transitoires et ne valoir que pour la période pendant laquelle subsiste le danger de restauration du pouvoir de la bourgeoisie.

Je puis vous assurer que nous pouvons bien tirer la leçon de nos expériences en terreur blanche, tout comme nos camarades russes. Lisez donc la feuille de la social-démocratie autrichienne, le *Wiener Arbeiter Zeitung* (*Journal des travailleurs de Vienne*). Elle relate les quatorze premières condamnations à mort prononcées par le tribunal d'exception blanc de Hongrie. Ce journal social-démocrate s'apitoie en poussant les hauts cris à notre sujet et nous bafoue. Je ne veux pas non plus m'attarder sur le fait que nous n'avons jamais pu constater au cours de la guerre civile, de près ou de loin, le degré de cruauté qui sévit chez nous maintenant. Il suffira de constater que toutes les « atrocités » de la terreur rouge ne représentaient pas le cinquième de ce que les sociaux-démocrates acceptent maintenant, sous le titre de « vengeance du vainqueur », pendant la terreur des contre-révolutionnaires blancs. Prenez, par exemple, Kecskemét. Le tribunal révolutionnaire rouge ne fit exécuter personne parmi la bourgeoisie de Kecskemét

INTERVIEW DE BELÀ KUN

accusée de menées contre-révolutionnaires. Tandis que maintenant les hooligans blancs ont tué plus de cent communistes à Kecskemét.

Qu'y a-t-il aujourd'hui en Hongrie ? Nous avons plus d'une fois clairement placé les sociaux-démocrates devant l'alternative : ou la dictature de la bourgeoisie, ou la dictature du prolétariat. Il n'y a pas de troisième voie. Aujourd'hui, tout le monde peut constater combien nous avons raison. Les bureaucrates hongrois unis à la clique militaire exercent la sanglante dictature de la bourgeoisie. Violence de la soldatesque, mesures répressives et en-

traves paralysent la Hongrie. Et tout cela se déroule avec l'appui du parti social-démocrate. La forme de la dictature bourgeoise peut changer mais, sous chaque nouvelle forme, la situation de la classe ouvrière restera la même. Misère, famine, oppression, exploitation – voilà ce qui attend l'ouvrier. Et la classe ouvrière s'en aperçoit de plus en plus clairement. La faillite du parti social-démocrate est complète. Les ouvriers hongrois se sont définitivement détournés de ces chefs bien calés dans leurs fauteuils ministériels, de ces saccageurs internes de la dictature des conseils. ■

Comment Belà Kun voit la classe ouvrière hongroise

par Marc Teulin

« Vous pouvez être tout à fait tranquille ; je m'occupe des choses d'une manière ferme et marxiste. Ici il n'y a pas de putsch à craindre, et si nous nous emparons du pouvoir, personne ne pourra nous le ravir.

Encore une fois je vous demande de nous envoyer sans retard la somme demandée. »

Lettre à Lénine du 5 janvier 1919 (1)

« Nous tenons fermement le pouvoir entre nos mains », 23 mars 1919 in Salut au gouvernement soviétique russe (en fait une lettre à Lénine) (2).

« La contre-révolution commence déjà à relever un peu la tête, mais nous la lui couperons », 22 avril 1919 (3).

Dans cette même lettre il évoque la paix de Brest-Litovsk, *« paix, précise-t-il, que vous avez conclue malgré moi et contre les communistes de gauche »* (4) et, concernant la fusion entre les communistes et les sociaux-démocrates dans laquelle les communistes seront englués, il affirme : *« L'accord que nous avons conclu sur la base d'un programme a indubitablement été un accord de principe et de tactique, il a donc créé une unité véritable. Les éléments droitiers ont été éloignés du parti et nous passons au crible, pas à pas, la vieille bureaucratie syndicale »* (5).

Le 1^{er} août, juste avant de partir se réfugier à Vienne, Belà Kun prononce un discours rageur dont les principaux extraits reproduits page 106 de l'*Histoire de l'Internationale communiste*, de Pierre Broué, sont particulièrement éloquentes. Il déclare :

« Le prolétariat de Hongrie n'a pas seulement trahi ses dirigeants, mais lui-même. S'il y avait eu un prolétariat révolutionnaire avec une conscience de classe, la dictature du prolétariat ne serait pas tombée ainsi. J'aurais préféré une fin différente. J'aurais aimé voir le prolétariat combattre sur les barricades (...) déclarant qu'il préférerait mourir qu'abandonner son pouvoir (...). Je vois maintenant que notre expérience pour l'éducation des masses prolétariennes de ce pays pour en faire des révolutionnaires avec une conscience de classe a été vaine. Ce prolétariat a besoin de la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle, de la dictature de la bourgeoisie pour devenir révolutionnaire » (6).

(1) Belà Kun. *La République hongroise des conseils*, p. 98.

(2) *Ibid.*, p. 111.

(3) *Ibid.*, p. 132.

(4) *Ibid.*, p. 133.

(5) *Ibid.*

(6) Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, p. 106.

COMMENT BELÀ KUN VOIT LA CLASSE OUVRIÈRE HONGROISE

Certes, l'existence de la classe ouvrière comme réalité objective (classe en soi) ne suffit pas à en faire une classe pour soi, c'est-à-dire ayant la conscience subjective de sa réalité particulière ayant des intérêts spécifiques dans la société où elle est soumise à l'exploitation. C'est la raison pour laquelle, très tôt, Lénine a insisté sur ce qu'il appelait « *les ouvriers conscients* » alors que tout est fait dans la société bourgeoise pour interdire à la classe ouvrière d'accéder à la conscience de sa propre réalité. Mais seul un bureaucrate (fût-il seulement en devenir) peut penser (et souhaiter !) que les ouvriers dont il se prétend le représentant doivent subir « *la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle (...) pour devenir révolutionnaire* ».

Belà Kun le confirmera abondamment : il sera ainsi l'un des inspirateurs de la stupide, et aventuriste, action de mars 1921 (une pseudo grève insurrectionnelle ultraminoritaire) en Allemagne qui poussera près de la moitié des adhérents du Parti communiste d'Allemagne (le KPD) à quitter ses rangs.

Sous des formes plus modérées, il répète régulièrement sa dénonciation de l'absence de conscience du prolétariat hongrois pour expliquer l'échec de la révolution des conseils. Ainsi, dans la conclusion (non reproduite ici) du 21 décembre 1919, il affirme : « *Les ouvriers hongrois n'étaient pas encore assez bolcheviques* » (7). Un peu plus tard, dans un long texte de bilan du 20 janvier 1920 destiné aux membres du Parti communiste d'Autriche, il déclare : « *En face de l'attaque contre-révolutionnaire venant de l'extérieur, une partie de la classe ouvrière apeurée et sans foi ainsi qu'une autre partie, désespérée, jetèrent les armes* » (8). Dans le même texte, il souligne : « *Le développement de la situation internationale fit plus que l'activité révolutionnaire des masses du prolétariat de Hongrie. Et la conscience révolutionnaire des larges couches du prolétariat fut encore moindre que cette activité révolutionnaire* » (9). Comment s'en étonner puisqu'« *au cours de la lutte du parti social-démocrate pour le droit de vote la*

classe ouvrière hongroise ne s'était même pas habituée à des actions de classe indépendantes (...). Sauf une couche fort mince, la classe ouvrière manquait d'éducation révolutionnaire, de conscience révolutionnaire » (10). Un peu plus loin, dans le même texte de bilan, il prétend : « *En Hongrie le prolétariat a commis la faute de déposer ses armes par lâcheté ou par désespoir et de trahir sa propre dictature* » (11).

Le prolétariat hongrois est même, selon lui, responsable des erreurs politiques de Belà Kun lui-même... Ainsi, dans un texte destiné à expliquer les raisons de la défaite de la révolution hongroise, il attribue à la classe ouvrière elle-même la responsabilité de son refus de distribuer aux paysans les terres des grands propriétaires et de l'Église pour, au lieu de les leur distribuer, les transformer en fermes d'État. Cette décision suscita dans la grande masse de paysans avides de terre et pleins de haine pour les grands propriétaires féodaux une indifférence, voire une hostilité pour la révolution. Belà Kun souligne lui-même... a posteriori : « *Les terres ainsi nationalisées auraient dû être cultivées dans des coopératives, mais en réalité la direction des propriétés nationalisées resta entre les mêmes mains qu'auparavant ; celles des régisseurs des grandes propriétés, sans que les paysans intéressés eussent pu placer leur mot (...). Les journaliers sans terre qui ne travaillaient pas continuellement dans les grandes propriétés ne reçurent point de terres, par conséquent ils n'eurent aucun intérêt à défendre la dictature du prolétariat.* » Bilan des courses, selon Kun : « *Seule une infime fraction de la paysannerie sympathisait avec la révolution et une partie encore moindre la soutenait activement.* » Kun incrimine « *une fraction des dirigeants de la République des conseils qui tenait à ce que la grande propriété ne fût*

(7) Belà Kun, *op. cit.*, p. 233.

(8) *Ibid.*, p. 235.

(9) Belà Kun, *La République hongroise des conseils*, pp. 241-242.

(10) *Ibid.*, p. 242.

(11) *Ibid.*, p. 268.

pas morcelée » (qui ? il ne le dit pas), et il écrit : « *Les larges masses du prolétariat ne comprennent pas l'importance révolutionnaire de la paysannerie. Une grande partie des masses ouvrières ne considèrent que ses intérêts de consommateur et ne peuvent comprendre que sans la satisfaction des paysans – chose possible seulement sous forme de partage des terres – la mince couche du prolétariat est incapable de maintenir son pouvoir dans le combat contre l'ennemi intérieur et extérieur* » (12). Ce serait donc de la faute des ouvriers soucieux d'abord de leur estomac si la République des conseils n'a pas pris les mesures qui lui auraient attiré la sympathie des petits paysans, comme en Russie. Décidément, à en croire Belà Kun, ce prolétariat hongrois porte une lourde responsabilité dans l'échec final !

Rien d'étonnant donc si, en 1962, les Éditions d'État Corvina à Budapest publièrent un recueil de textes de Belà Kun intitulé *La République hongroise des conseils*, enrichi d'une introduction de Jacques Duclos (13) et d'une préface de Ferenc Münnich, membre du bureau politique du Parti socialiste ouvrier hongrois, ministre d'État du gouvernement de Janos

Kadar mis en place après l'écrasement de la révolution hongroise de 1956, écrasement dont il fut l'un des acteurs politiques.

Mais Belà Kun avait pour Staline un péché originel. Il était organiquement lié à une révolution des conseils ouvriers ; Staline devait le liquider. Lorsque l'écrivain Pierre Herbart, alors sympathisant du Parti communiste français et ami de Gide que le Kremlin veut faire venir en URSS, tente de voir Belà Kun à l'hôtel Lux, il trouve un homme vert de peur à sa vue et qui lui demande : « *Avez-vous prévenu vos chefs de cette visite ?* », avant de lui montrer un masque mortuaire de Lénine puis de le mettre aussitôt à la porte sans avoir rien dit d'autre (14). Dans sa préface à son recueil de textes, Ferenc Münnich écrit avec une remarquable discrétion : « *Il ne revit jamais sa patrie si ardemment aimée. Le 30 novembre 1939 Belà Kun mourait* » (15). Il faut ajouter « fusillé », après avoir été longuement torturé et avoir longtemps résisté... ■

(12) *Ibid.*, p. 331.

(13) Dirigeant du PCF (1896-1975).

(14) Pierre Herbart, *La Ligne de force*, pp. 97-98.

(15) *Ibid.*, p. 18.

LA RÉVOLUTION EN AUTRICHE ÉTRANGLÉE

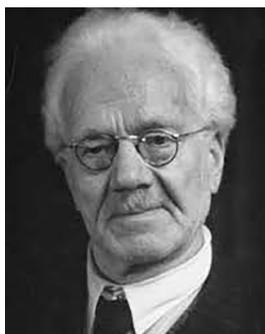
La révolution en Autriche

par Jean-Jacques Marie

Une révolution mal traitée

Il y a trente ans, le révolutionnaire autrichien Georg Scheuer écrivait : « *Il n'y a presque rien sur l'écroulement de notre Empire (...), rien sur le brutal événement d'une ère entièrement nouvelle, rien sur la naissance de la République (...). La révolution autrichienne de novembre 1918 attend encore ses découvreurs, ses chercheurs et ses auteurs de scénarios* » (1).

Rien n'a changé depuis. Curieusement, Pierre Broué, dans son *Histoire de l'Internationale communiste* où il consacre plusieurs pages – très pertinentes – à la révolution écrasée en Bulgarie, ne dit à peu près rien de la révolution autrichienne, bien qu'il évoque la fondation du Parti communiste autrichien (2). Or dans les évocations de l'Internationale communiste, on trouve souvent la version exposée par Branko Lazitch dans son *Lénine et la III^e Internationale*, selon qui c'est l'intervention du délégué autrichien arrivé tard au congrès qui fit pencher la balance en faveur de la proclamation de l'Internationale, à laquelle s'opposait la délégation allemande : « *Les deux premiers jours du congrès donnaient l'impression qu'il n'y aurait pas d'acte de fondation de la III^e Internationale. Mais à la fin du deuxième jour apparut à la conférence le*



Karl Steinhardt (Gruber), délégué autrichien qui déclenche l'enthousiasme lors de la conférence de Moscou qui va fonder la III^e Internationale. (D.R.)

délégué autrichien Steinhardt-Gruber, qui après un voyage de dix-sept jours plein de difficultés, avait réussi à gagner Moscou (...). Ce fut surtout le discours de Gruber, décrivant les difficultés de son voyage et l'enthousiasme des communistes autrichiens et demandant avec insistance la fondation d'une nouvelle Internationale qui changea le cours des événements du congrès. Le fait le plus paradoxal fut que, là où Lénine lui-même, chef du plus grand parti révolutionnaire et du seul État communiste avait échoué, Gruber, délégué d'un parti communiste qui resta toujours parmi les plus faibles d'Europe sut réussir. » Selon Angelica Balabanova, ajoute-t-il, « *la décision avait été prise de ne pas fonder la III^e Internationale et ce délégué autrichien avait à lui seul changé le cours des choses* » (3).

(1) Georg Scheuer, *Une république enfantée dans la douleur*, in *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 22 p. 61.

(2) Pierre Broué : *Histoire de l'Internationale communiste*, pp.64-65.

(3) Branko Lazitch : *Lénine et la III^e Internationale*, pp. 109-110. Les souvenirs d'Angelica Balabanova sont truffés d'omissions, de mensonges et de pures et simples falsifications. Elle réussit même à prétendre s'être abstenue sur la fondation de l'Internationale alors qu'elle a voté pour. Et ce mensonge n'est que l'un des nombreux qui émaillent ses souvenirs.

Les grèves et les mutineries de janvier 1918

La révolution autrichienne commence en fait, comme la révolution allemande, en janvier 1918. Le 14 janvier, la réduction de moitié de la ration de farine pousse les ouvriers des usines Daimler de Wiener Neustadt à la grève – qui s'étend aussitôt – et à exiger en plus, que la délégation autrichienne aux discussions de Brest-Litovsk avec la délégation soviétique signe la paix sans tarder. Le 16, en Basse-Autriche, 250 000 ouvriers font grève ; en trois jours la grève gagne toutes les usines de Vienne, submergée quatre jours durant par les manifestations de femmes affamées, puis balaie les régions industrielles de Haute-Autriche, de Styrie et la Hongrie. Leurs assemblées massives protestent contre la réduction de la ration de pain, élisent des conseils ouvriers, exigent la fin de la guerre, la paix, la liberté et la République. Ce mouvement spontané menace le régime. Le social-démocrate de gauche Otto Bauer, revenu en septembre 1917 de Russie où, soldat sur le front russe, il avait été capturé en novembre 1914, écrira en 1923 : « *La masse gigantesque des grévistes, la passion révolutionnaire farouche de leurs assemblées de masse, l'élection des premiers conseils ouvriers dans les assemblées de grève, tout cela conféra au mouvement un caractère révolutionnaire grandiose et éveilla parmi les masses l'espoir de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et d'imposer la paix.* » Mais, ajoute aussitôt Otto Bauer : « *À vrai dire, c'était bien une illusion. Les commandements militaires réussirent à envoyer d'importantes forces dans les régions touchées par la grève* » (4).



Charles I^{er}, dernier empereur de la double couronne. (D.R.)



Le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères d'Autriche en 1918. (D.R.)

Or le révolutionnaire autrichien Roman Rosdolsky, dans son étude sur la révolution autrichienne, cite un extrait du Conseil des ministres du 28 janvier 1918 très éclairant sur le rapport des forces réels : « *Le préfet de Vienne décrit le mouvement de grève en Basse-Autriche et souligne le fait qu'au début du mouvement les autorités politiques et le préfet de police de Vienne ne disposèrent d'aucun moyen pour intervenir de manière énergique et avec succès.* » Il affirme ensuite que les effectifs réunis au bout de plusieurs jours étaient insuffisants « *d'autant que les travailleurs [de Vienne] avaient beaucoup d'armes et qu'ils ont accès aux armes de l'Arsenal* » (5). L'empereur Charles – que Jean-Paul II fera béatifier – télégraphie d'ailleurs le 17 janvier au comte Czernin, qui dirige la délégation autrichienne à Brest-Litovsk : « *Si la paix ne se réalise pas, nous aurons ici la révolution.* » Au même moment, le 17 janvier 1918, la grève générale secoue Varsovie, occupée par les Allemands ; les ouvriers de Berlin en grève générale élisent des « *délégués révolutionnaires* » clandestins, mais là aussi la social-démocratie défend la monarchie et l'État et réussit à faire reculer les grévistes.

La social-démocratie sauve la monarchie

En Autriche, la direction du Parti social-démocrate, pour sauver la monarchie menacée et l'État, s'acharne à briser cet espoir et à casser la grève. Elle rédige elle-

(4) Otto Bauer, *Die österreichische Revolution*, Vienne, 1923, p. 63.

(5) Roman Rosdolsky, *La révolution autrichienne trahie*, Cahiers du mouvement ouvrier, n° 59, p. 58.

même la déclaration qu'avec des modifications mineures le comte autrichien Czernin lit à Brest-Litovsk et que la censure laisse publier en Autriche. Selon le Comte Demblin, « *les dirigeants ouvriers ont convenu que le président du Conseil leur ferait une déclaration rassurante sur la question de la paix, en échange de quoi ils s'engageraient à stopper le mouvement* ». La passion révolutionnaire des ouvriers autrichiens notée par Otto Bauer se heurte au Parti



Meeting en janvier 1918 à Vienne. (D.R.)

social-démocrate, qui ne veut ni de la république ni de la révolution et vole au secours de la monarchie ébranlée. La semaine suivante, il réussit à faire reprendre le travail aux travailleurs, qui lui font confiance, après avoir signé avec le gouvernement un accord que ce dernier, bien sûr, ne respectera pas une fois la grève brisée. La social-démocratie autrichienne sauve la monarchie et permet ainsi aux négociateurs allemands et autrichiens à Brest-Litovsk d'imposer leurs exigences.

Peu conscient sans doute de ce qu'il écrit, Otto Bauer raconte la suite du mouvement cadennassé : « *L'effet produit par la grève sur l'armée fut encore plus lourd de conséquences (...). L'effervescence des troupes se manifesta par une série de mutineries qui suivit la grève de janvier. Des troupes slovaques à Judenburg, serbes à Funfkirchen, tchèques à Rumburg, magyars à Budapest se mutinèrent. À Cattaro, une grève des travailleurs des arsenaux s'étendit à la marine de guerre* » (6).

Le 1^{er} février, 5 000 marins de 14 navires de guerre autrichiens stationnés à Cattaro (Kotor), en Dalmatie, se mutinent et hissent le drapeau rouge, exigent la conclusion de la paix et le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. Des conseils de marins se forment. Quel signe plus clair d'une situation révolutionnaire que la conjonction d'une grève générale et de mutineries dans l'armée ? La social-démocratie ne bouge pas. L'état-major parvient à isoler les émeutiers finalement écrasés. Quatre « meneurs » de quatre nationalités différentes sont condamnés à mort et fusillés. C'est sans doute à ce moment – dix mois avant la chute de l'Empire – que la révolution autrichienne est battue.

Le régime se disloque

En juillet, la monarchie lance une offensive en Italie vers le fleuve de la Piave, qui se conclut par une déroute payée de dizaines de milliers de blessés et de morts. La démoralisation ravage les rangs de l'armée. Le régime se délite et sous le choc de la défaite imminente, l'Empire se disloque. Le 26 septembre, le nationaliste tchèque Masaryk proclame en exil une République tchécoslovaque avec la bénédiction des Alliés. Le 19 octobre, le très officiel Conseil national tchèque réuni à Prague exige « *l'indépendance étatique absolue* ». Les polonais de Galicie, les Hongrois, réclament eux aussi leur indépendance.

L'Autriche dite allemande par opposition à ces nationalités qui s'affirment bouillonne elle aussi. Le 30 octobre, des centaines de milliers d'ouvriers, de soldats et d'étudiants déferlent dans les rues de Vienne aux cris de « *Paix et liberté !* » « *La République !* » « *À bas la monarchie* ». Ils sont plus nombreux encore le lendemain. Le 11 novembre 1918, l'empereur Charles abandonne le pouvoir. Le lendemain, les présidents de l'Assemblée nationale provisoire annoncent à la foule rassemblée

(6) Otto Bauer, *op. cit.*, p. 66. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 59, p. 60.

LA RÉVOLUTION EN AUTRICHE

devant le Parlement l'avènement de la République. L'historien Helmut Gruber, auteur de *Red Vienna*, note à ce propos : « *L'Assemblée provisoire (...) fut contrainte de proclamer la République, dont aucun des acteurs politiques n'était un fervent. Avec des dizaines de milliers de soldats revenant à Vienne et en province ou au moins les traversant, dont beaucoup avaient fait l'expérience de la révolution russe en première main, une république constitutionnelle était un mal infiniment plus réduit pour les politiciens rassemblés à Vienne que l'anarchie ou une révolution déclenchée par des soldats en colère, frustrés et réclamant dans une absence de pouvoir* » (7).

« Mettre fin d'un coup à un ordre social qui leur avait apporté la guerre et la misère » ?



Otto Bauer. A la mort de Victor Adler, il prend la tête du Parti ouvrier social démocrate d'Autriche ; théoricien de l'austro-marxisme. (D.R.)

Otto Bauer développe une idée voisine lorsqu'il exprime sa très grande défiance à l'égard des soldats rescapés de la catastrophe militaire : « *La guerre, écrit-il, avait enlevé les ouvriers des usines et des ateliers (...). Dans les tranchées leur cœur s'était emplie de haine contre les embusqués et contre les profiteurs de guerre qui, à l'arrière, faisaient de l'or avec leur misère, pendant qu'eux avaient, à*

chaque heure, la mort devant les yeux et aussi contre les généraux et contre les officiers qui menaient une vie de luxe et de plaisir pendant qu'eux souffraient de la faim (...). Dans les tranchées ils écoutaient les récits des rapatriés (8) qui avaient, en Russie, assisté à la première phase de la guerre civile, de la terreur sanglante contre les officiers, les capitalistes, les paysans, la phase des expropriations, des réquisitions, des nationalisations. Les années passées dans les tranchées les ont

déshabitués du travail, les ont habitués aux réquisitions forcées, aux vols, aux rapt. Les années dans les tranchées leur avaient donné foi dans la violence (...). Maintenant ils exigeaient que la révolution qui avait chassé l'empereur s'attaquât aux gros, aux riches, aux criminels. Maintenant ils voulaient voir le merci que la patrie avait promis à ses héros. Et puisqu'ils n'obtenaient que misère et peine, ils estimaient qu'il suffirait de quelques milliers d'hommes décidés, avec des fusils et des cartouches pour mettre fin d'un coup à un ordre social exécrationnel qui leur avait apporté la guerre et la misère » (9).

Dès le 12 novembre, un social-démocrate, Karl Renner, est proclamé chancelier, le premier chancelier donc de la première république autrichienne. Le fondateur et secrétaire général du Parti social-démocrate autrichien Victor Adler, vigoureux défenseur de la monarchie, est mort la veille, le jour même de l'abdication.



Karl Renner, dirigeant social démocrate et chancelier fédéral en 1919. (D.R.)

La fondation difficile du Parti communiste

Renner constitue un gouvernement à majorité sociale-démocrate dont Otto Bauer est le ministre des Affaires étrangères. Comme dans l'Allemagne voisine, des conseils ouvriers se créent dans la grande majorité des usines de la capitale et d'ailleurs. Mais alors que le Parti social-démocrate compte près de 330 000 adhérents et contrôle tous les syndicats, il n'existe en Autriche que de petits groupes issus de la gauche de la

(7) Helmut Gruber, *Red Vienna*, p. 15.

(8) Après la signature de la paix de Brest-Litovsk le 3 mars 1918, les prisonniers de guerre autrichiens ont été renvoyés en Autriche.

(9) In Yvon Bourdet : *Otto Bauer et la révolution*, p. 30.

social-démocratie et très isolés dont certains, le 3 novembre, avaient proclamé le Parti communiste autrichien dans des conditions pour le moins artisanales, que décrit Lucien Laurat qui y participa sous son vrai nom d'Otto Maschl : « *Le congrès [avait été] convoqué on ne sait trop comment : aucune convocation n'avait été envoyée à personne, on avait battu le*

rappel de bouche à oreille, l'assemblée était assez hétéroclite et fort clairsemée » (10). La social-démocratie autrichienne avait pu éviter les déchirements de la social-démocratie allemande sur le vote des crédits de guerre... grâce au Premier ministre autrichien, Stürgh, qui avait suspendu les délibérations du Parlement dès le 1^{er} août. Donc nul ne fut invité à voter les crédits de guerre. L'opposition dans le Parti social-démocrate n'était donc le fait que de petits groupes isolés qui finirent par se réunifier pour tenir le véritable congrès de fondation le 9 février 1919, six jours seulement avant les élections à l'Assemblée constituante nationale dont le gouvernement provisoire de Karl Renner avait décidé l'organisation et auxquelles le nouveau parti ne peut donc participer.

Les quelque 10 000 adhérents que compte au maximum ce parti unifié ne pèsent pas lourd auprès des 330 000 adhérents du Parti social-démocrate (11). Certains espèrent que le fils de Victor Adler, Friedrich, va rejoindre le Parti communiste. Friedrich Adler, opposé à la guerre que soutenait son père Victor, avait, pour protester, assassiné en octobre 1916 le

Premier ministre Stürgh. Sa condamnation à mort avait été commuée en dix-huit ans de prison. Il est évidemment libéré au lendemain de la chute de la monarchie. Son acte lui vaut une immense popularité auprès des ouvriers et en particulier des responsables des conseils ouvriers qu'il s'attache avec succès à maintenir sous la coupe de la social-démocratie.

Le 16 février 1919 se déroulent les élections à l'Assemblée nationale constituante. Les sociaux démocrates obtiennent 69 sièges sur 159, les chrétiens dits sociaux 63 et les nationaux allemands 24.

La normalisation des conseils ouvriers

Ainsi, le 19 février 1919, se tient à Linz une conférence régionale des conseils ouvriers qui demande au Parti social-démocrate de convoquer une conférence nationale de l'ensemble des conseils ouvriers du pays. La direction sociale-démocrate ne se fait pas prier. La conférence nationale se tient le 1^{er} mars, établit des statuts identiques pour tous les conseils, définit une structure à trois niveaux : local, provincial et national, et décide la tenue générale d'élections dans les semaines qui suivent. L'objectif poursuivi est d'ôter tout contenu politique à l'activité des conseils ouvriers en les enfermant dans le cadre de leur usine pour mieux les transformer en organismes de cogestion ou d'autogestion sans objectif politique... Ce sera bientôt chose faite.

Comme le souligne Yvon Bourdet qui cite les décisions de la conférence nationale du 1^{er} mars dans son introduction au livre de Max Adler *Démocratie et conseils ouvriers*, « *la coordination verticale permet de donner une direction politique uniforme aux conseils qui se trouvèrent, en fait, sous l'influence de Friedrich Adler* ». Et il ajoute : « *Désormais il fut clair pour*

(10) Lucien Laurat, *Le Parti communiste autrichien, in Contributions à l'histoire du Comintern*, Genève 1965, *op.cit.*, p. 73.

(11) On voit souvent affirmer que le PC autrichien atteignit 50 000 adhérents au début de juin 1919, chiffre manifestement quelque peu exagéré.



Karl von Stürgh, Président du conseil autrichien, assassiné par Friedrich Adler le 21 octobre 1916. (D.R.)



Friedrich Wolfgang Adler (1879-1960). Leader de l'aile gauche du parti social-démocrate autrichien. Opposé à la guerre, il assassine le Ministre-Président comte Stürgh. Libéré par la révolution, il est très populaire chez les ouvriers. Mais au lieu de se tourner vers le communisme, il choisit de fonder ce qu'on appellera l'« Internationale deux et demie ». (D.R.)

tous que le Parti communiste était coupé de l'immense majorité de la classe ouvrière ; il ne lui restait plus que la voie blanquiste : la tentative de putsch » (12).

Les craintes de la bourgeoisie européenne

Cette conclusion est sans doute simplificatrice, mais un fait reste : encamisolés par la social-démocratie, les conseils ouvriers sont mis hors d'état de poser la question du pouvoir et s'éloignent vite de l'activité politique. Le contrôle des conseils ouvriers et des syndicats par la social-démocratie limite d'abord la protestation contre l'ordre existant à des explosions de colère isolées sans lendemain. Ainsi, le 18 avril 1919, une centaine de soldats démobilisés, de chômeurs et d'invalides attaquent le Parlement qu'ils tentent d'incendier. Le choc avec la police laisse quelques morts sur le pavé. Certes, de temps à autre, la social-démocratie feint de prôner la révolution... quand elle aura la force de la faire et à condition qu'elle explose d'abord ailleurs. Ainsi son quotidien *l'Arbeiter Zeitung* du 23 mars 1919 affirme : « Pour le moment nous sommes sans forces, mais lorsque le prolétariat d'Angleterre, de la France et de l'Italie aura brisé les chaînes de sa bourgeoisie, alors, en alliance avec lui, nous briserons les nôtres. »

Cette prise de position est de deux jours postérieure à la proclamation, sous la houlette de Belà Kun, de la République des conseils en Hongrie – l'autre moitié de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie. Elle vise sans doute à rassurer la bourgeoisie européenne qui peut craindre, après la proclamation de la République des conseils en Hongrie, que l'Autriche, à son tour, bascule dans le camp du « bolchevisme ». La révolution en Autriche paraissait en effet aux représentants des grandes puissances une éventualité redoutable. Le 31 janvier 1919, un observateur américain en Autriche, le capitaine Dellchaft affirmait que si l'Autriche succombait au bolchevisme, l'Italie, l'Espagne et la

France seraient à la merci du dit bolchevisme ; l'ambassadeur américain en Suisse pensait la même chose (13). La proclamation, le 7 avril, d'une République des conseils – virtuelle au début – en Bavière à la frontière nord de l'Autriche, ne peut que renforcer ces craintes surtout lorsque les communistes bavarois prennent le contrôle de cette république jusqu'alors fantomatique.

La fausse insurrection du 15 juin

Cette double proclamation aux portes de l'Autriche favorise sans doute l'adhésion de milliers de chômeurs, de soldats démobilisés et d'ouvriers au PC autrichien. Celui-ci, selon Lucien Laurat qui en est alors membre, passe en six mois de 10 000 à 50 000 adhérents. Même arrondis, ces chiffres représentent une percée significative. Est-ce cette progression ou le souci de défendre la fragile République des conseils en Hongrie qui pousse Belà Kun à envoyer un émissaire, le docteur Ernst Bettelheim, pour proposer au PC autrichien d'organiser une insurrection le 15 juin, jour où, conformément aux dispositions de la convention d'armistice, le gouvernement devait démobiliser – et donc condamner au chômage – une partie des membres de la milice patriotique formée au lendemain de la proclamation de la République ? Les communistes doivent organiser une manifestation et entraîner les démobilisés à l'assaut du pouvoir.

La préparation de l'insurrection se fait au grand jour ou presque. Informé, le conseil ouvrier de Vienne, dirigé par les sociaux-démocrates, réuni le 13 juin, décide à une écrasante majorité, après un rapport introductif de Friedrich Adler, que lui seul a le droit d'organiser des actions et des manifestations et condamne explicitement

(12) Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*, p. 34.

(13) Yvon Bourdet, *Otto Bauer et la révolution*, p. 34.

la manifestation insurrectionnelle du 15 juin. Réuni le soir même, le Directoire, que le comité central avait désigné pour diriger l'entreprise, décide d'annuler l'opération du 15 et convoque les cadres du parti le lendemain 14 juin pour mettre en œuvre ce recul imposé. Ignorance du contenu de la réunion ou provocation pour couper les ailes d'un parti qui compte alors 50 000 adhérents, le secrétaire d'État à l'Intérieur fait arrêter la cinquantaine de dirigeants du Parti communiste réunis (la quasi-totalité sauf ceux qui étaient, comme Lucien Laurat, partis en mission en province pour décommander l'insurrection) et les fait jeter en prison. La manifestation du 15 juin doit donc se transformer en une manifestation pour exiger leur libération. La prise du pouvoir était par force renvoyée aux calendes grecques, ce qui n'empêche pas les quelque 7 000 ou 8 000 manifestants d'affronter la police. Au moment où la tête de la manifestation recule devant le barrage de police, raconte Lucien Laurat, « un peloton serré d'anciens combattants, vêtus d'uniformes en loques, chômeurs depuis de longs mois, poussés à bout par leur faim et celle de leurs familles, n'ayant littéralement plus rien à perdre, reprit la marche en avant en martelant en cadence de leurs poings tous ceux qui esquissaient le mouvement de recul (...) Les agents tirèrent dans la foule et la police montée fonça dans la foule en dégainant. Après quoi on ramassa vingt tués et quatre-vingt blessés, sans compter les blessés capables de quitter le champ de bataille par leurs propres moyens » (14). Ce fiasco retentissant suscite de vives dissensions à la tête du Parti communiste qui, dans les jours qui suivirent, perd les quatre cinquièmes de ses adhérents déboussolés, déçus, meurtris. Un mois plus tôt déjà, la République des conseils de Bavière avait été écrasée par les corps francs à la mitrailleuse et au lance-flammes. Au début d'août, la République hongroise des conseils s'effondre et l'amiral Horthy déclenche une terreur blanche sanglante en Hongrie où 5 000 communistes sont abattus au cours d'une chasse à l'homme

impitoyable. Le Parti communiste ne va plus jouer aucun rôle réel dans la lutte des classes et dans la vie politique en Autriche.

Des conseils ouvriers aux comités d'entreprise

La voie de l'activité dans les conseils ouvriers lui est à peu près bouchée. Dès le 15 mai 1919, une loi a créé, en effet, des conseils d'entreprise. Les conseils ouvriers doivent en être la matrice ou se transformer eux-mêmes purement et simplement en conseils d'entreprise. Otto Bauer, dans un texte de 1923, explique clairement le but poursuivi :

« Cette auto-éducation de la classe ouvrière dans et par la praxis des comités d'entreprise crée les conditions préalables d'une organisation socialiste de la production »... sans que la question du pouvoir soit jamais posée ! Otto Bauer poursuit, en effet : « Le socialisme démocratique (...), le socialisme qui réalise l'autodétermination des ouvriers dans le processus de production n'est possible que lorsque la classe ouvrière peut diriger la production sans la détruire. En tant que grande école de l'autogestion prolétarienne de la production les comités d'entreprise sont une étape préliminaire de la production socialiste. Pour cette raison la création et le développement des comités d'entreprise signifient infiniment plus pour le développement vers la société socialiste que toute expropriation par la violence » (15). Mais si la bourgeoisie, dont l'existence même comme classe dominante repose sur l'exploitation de la force de travail du prolétariat, détient le pouvoir politique, si elle en garde le monopole, comment croire un seul instant qu'elle puisse laisser la classe ouvrière « diriger la production », comme si cette question décisive relevait d'un problème de capacité technique. Le conseil ouvrier transformé en comité d'entreprise et donc

(14) Lucien Laurat, *op. cit.*, pp. 80-81.

(15) Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*, pp. 36-37.

LA RÉVOLUTION EN AUTRICHE

en organe de co- ou d'autogestion sous la domination politique de la bourgeoisie devient un simple rouage du capital.

C'est l'un des piliers, sinon le pilier, de la conception de la « *révolution lente* » avancée par Otto Bauer qui écrit tranquillement dans *Der Weg zum Sozialismus* (La marche au socialisme) publié à Vienne en 1919 (16) : « *La révolution sociale suppose la conquête du pouvoir politique par le prolétariat : et le prolétariat n'a pu et ne peut absolument conquérir le pouvoir coercitif de l'État que par des moyens révolutionnaires.* » « *Mais, ajoute Bauer, aussitôt le pouvoir acquis, le prolétariat a devant lui des devoirs tout nouveaux, qui ne peuvent plus être remplis par les moyens appropriés à la révolution politique. Car la révolution politique ne peut guère, comme Marx l'a dit, que "libérer les éléments de la société future" ; construire avec ces éléments la société nouvelle, c'est une tâche qui ne peut s'accomplir ni dans les combats de rue, ni dans la guerre civile, mais seulement dans un travail créateur de législation et d'administration.* »

De la révolution étranglée au triomphe de la contre-révolution

Certes, mais le Parti social-démocrate dont Bauer est un éminent dirigeant rejette la conquête du pouvoir politique et

transforme les conseils ouvriers, ainsi dépolitisés, en organes d'auto ou de cogestion sans que Bauer pipe mot. La classe ouvrière autrichienne paiera un prix très lourd pour cette politique : en 1933, un ouvrier autrichien sur quatre est au chômage ; la social-démocratie assiste sans réagir à la mise en place progressive d'un état corporatiste (chrétien) par le dirigeant social-chrétien Dollfuss qui liquide une à une les libertés démocratiques jusqu'au coup d'État du 12 février 1934 qui se conclut par l'attaque des quartiers ouvriers de Vienne, le massacre des ouvriers sociaux-démocrates membres de la milice du parti, le *Schützbund*, l'interdiction du Parti social-démocrate, la dissolution des syndicats libres, la formation d'un syndicat unique d'État, la chasse aux chômeurs et l'interdiction de la grève, en un mot le triomphe du christianisme social. Quatre ans plus tard, les nazis prendront le contrôle de l'Autriche. Toutes les révolutions battues des années 1918-1920, avec le concours, voire sous la direction, des sociaux-démocrates, déboucheront sur le fascisme. ■

(16) Le numéro 12 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la première moitié du texte d'Otto Bauer (consultable sur le site de la revue) dont je cite ici la fin. Nous en reproduisons quelques extraits éclairants sur révolution politique et révolution sociale à la suite de cet article.

Scheuer : la révolution autrichienne

par Georges Scheuer - octobre ou novembre 1988

Extraits d'un texte de Georges Scheuer déjà publié par les CMO. Georges Scheuer (1915-1996) assista au Congrès de fondation de la IVe Internationale en 1938, mais ne vota pas pour."

Il est l'auteur de mémoires passionnants intitulés "Seuls les fous n'ont pas peur », parus en 2002 chez Syllepse. Consultez l'intégralité du texte sur le site des CMO en téléchargeant le numéro 22.

Une République enfantée dans la douleur

1. L'enfantement

La révolution autrichienne de novembre 1918 attend encore ses découvreurs, ses chercheurs et ses auteurs de scénarios. Le lieu : l'Europe centrale, saignant de millions de blessures. Comprimés sous un joug verrouillé et cherchant à s'en évader : douze millions d'Autrichiens de langue allemande, dix millions de Hongrois, neuf millions de Tchèques et de Slovaques, cinq millions de Polonais, cinq millions de Serbes et de Croates, quatre millions de Ruthènes, un million de Slovènes, trois millions de Roumains et un million d'Italiens (...). La révolution autrichienne a commencé au début de 1918, à Wiener Neustadt, par des grèves massives, des conseils ouvriers et des mots d'ordre de paix et de liberté (...). Le 14 janvier, la pa-

tience des ouvriers des usines Daimler de Wiener Neustadt est à bout. Ils cessent le travail. La raison en semble futile : c'est la réduction de la ration de farine. C'est la goutte qui fait tout déborder. D'un seul coup, la grève s'étend à la fabrique de locomotives, aux usines de radiateurs, d'avions et de munitions. Le 15 janvier, le mouvement englobe toute la région industrielle de Wiener Neustadt. Le 16, il atteint Sankt Polten. En Basse-Autriche, 250 000 ouvriers font grève. Le même jour, le travail cesse aussi à Vienne. D'abord dans les usines Fiat du quartier de Floridsdorf et à l'arsenal des Favorites, puis dans les ateliers des chemins de fer. Dans des assemblées massives et houleuses, on élit des conseils ouvriers. Des troupes roumaines, ruthènes et bosniaques sont amenées en Autriche pour écraser le mouvement de grève. La dictature militaire des Habsbourg menace de procéder à un bain de sang. Les syndicats et les délégués sociaux-démocrates interviennent. Le 16 janvier, quatre revendications sont formulées, qui domineront les événements en Autriche jusqu'à la fin de la guerre : 1. *Négociations loyales pour la paix.* 2. *Juste répartition du ravitaillement.* 3. *Administration municipale démocratique.* 4. *Abrogation de la militarisation des entreprises (...).* Le 19 janvier, après de dures négociations entre les syndicats et le gouvernement, les quatre re-

vendications sont largement « acceptées ». Le 1^{er} février, des marins autrichiens se mutinent dans le port militaire de Cattaro (Kotor, en Dalmatie). 40 navires, avec 5 000 hommes, hissent des drapeaux rouges. Les mots d'ordre sont presque identiques aux revendications de la grève de janvier à Wiener Neustadt et à Vienne, mais la formulation en est plus radicale : la paix, le désarmement complet et la création d'une milice de volontaires, droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratisation du gouvernement. S'y ajoutent une série de revendications spécifiques aux marins : protestation contre le ravitaillement exécrable et les mauvais traitements. Des conseils de marins se forment. On isole les émeutiers, on les encercle et on les force à capituler. Quatre « meneurs » sont condamnés à mort par la justice militaire et fusillés. Il faut s'y prendre à deux fois pour former le peloton d'exécution et le mettre en garde, avant que les coups de feu mortels ne puissent partir. Les noms des martyrs témoignent de ce que, dans ce soulèvement, les différentes nationalités de la vieille monarchie étaient fraternellement unies : Franz Rasch, Anton Gravbar, Jerko Sizgoric et Mate Brnicevic. Ces signaux n'ont rien appris aux Habsbourg. Le gouvernement ne tient pas ses promesses. Il « oublie » les concessions qu'il avait faites pendant la grève de janvier. La guerre continue.

En juillet, l'offensive des Habsbourg en Italie échoue : effondrement de l'armée austro-hongroise sur la Piave. Des milliers de soldats gravement blessés gisent pendant des jours et des nuits sur les rives de la Piave et périssent d'une mort affreuse (...). Le 16 octobre, l'empereur Charles le Dernier adresse un manifeste à « ses » peuples (...). Il « accorde » ce que les peuples ont déjà pris d'eux-mêmes. Dès le 26 septembre, une République tchécoslovaque en exil s'était constituée à Paris, sous la présidence de Masaryk. Le 19 octobre, le comité exécutif du Conseil national tchèque proclame à Prague qu'il n'y a pas pour les Tchèques d'autre solu-

tion que « *l'autonomie et l'indépendance étatique absolue* ». La Hongrie, les Slaves du Sud et la Pologne suivent aussi leur propre voie. L'Autriche restante, de langue allemande, en tire les conséquences. Le 21 octobre, dans la maison des corporations de Basse-Autriche, à Vienne, l'Assemblée nationale d'Autriche allemande se réunit pour la première fois. (Pour se différencier des peuples slaves et romans de l'ancienne Autriche, désormais séparés, la partie restante de langue allemande de la monarchie désagrégée se nomme désormais « Autriche allemande ».) (...) Le 30 octobre ont lieu des manifestations de masse des ouvriers, des soldats et des étudiants à Vienne. Toutes les machines s'arrêtent. Les mots d'ordre sont : « *Paix et liberté, la République, à bas la monarchie !* » L'ordre, donné par le ministère de la Guerre, d'occuper militairement les points stratégiquement importants à Vienne est annulé, parce qu'il n'y a plus de troupes « sûres ». Les soldats arrachent les cocardes noires et jaunes de leurs calots. L'Assemblée nationale élit un « conseil d'État », auquel le pouvoir exécutif est remis. La révolution met fin à la guerre et sauve ainsi le pays et le peuple de la mort et de la ruine (...). Début novembre, les événements se précipitent. Le 11 novembre, l'empereur Charles renonce à son trône. L'Assemblée nationale se voit soumettre un projet de loi selon lequel l'Autriche doit devenir une République démocratique. La phrase essentielle de ce projet est : « *Tous les pouvoirs publics sont institués par le peuple.* »

Le 12 novembre, à 4 heures de l'après-midi, les présidents de l'Assemblée nationale annoncent aux masses populaires accourues devant le Parlement la proclamation de la République. La porte de l'avenir s'ouvre. La monarchie, la guerre, la domination féodale s'effondrent. Les droits et les libertés démocratiques sont instaurés. Mesurée aux espérances alors éveillées, c'était une « moitié » de révolution, l'ébauche d'une rénovation démocratique bourgeoise depuis longtemps mûre. ■

La Marche au socialisme,

d'Otto Bauer (1919)

Le texte intégral est à consulter sur le site des CMO (télécharger le numéro 12)

Otto Bauer (1881-1938) est le représentant le plus célèbre de l'école marxiste autrichienne du début du siècle, dite austro-marxiste (terme récusé par Otto Bauer). En 1917, il se rallie à la gauche du Parti social-démocrate autrichien dirigé par Max Adler. Après l'effondrement de la monarchie autrichienne et la proclamation de la république, le 12 novembre 1918, il devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement présidé par le socialiste Karl Renner. Il publie en 1919 la brochure *La Marche au socialisme*, dont nous reproduisons ici quelques extraits du premier chapitre.

La révolution politique a détrôné l'empereur, éliminé la Chambre des seigneurs, détruit le suffrage censitaire dans les élections provinciales et municipales. Tous les privilèges politiques sont anéantis. Tous les citoyens, sans distinction de classe, de condition ni de sexe, sont maintenant des citoyens à droits égaux.

Mais la révolution politique n'est que la moitié de la révolution. Elle supprime l'oppression politique, elle laisse subsister l'exploitation économique. Le capitaliste et l'ouvrier sont en droits égaux entre eux,

ils jouissent des mêmes droits politiques – et, cependant, l'un reste un capitaliste et l'autre un ouvrier ; l'un reste un seigneur de fabriques et de mines, l'autre reste pauvre et sans défense comme un rat d'église. La révolution politique ne supprime pas l'exploitation économique et, bien plutôt, elle la rend plus directement sensible. Avons-nous détruit la toute-puissance de l'empereur pour demeurer assujettis à la toute-puissance du capitalisme ? Avons-nous donc brisé la tyrannie des généraux, des bureaucrates, des nobles féodaux, pour demeurer les valets des directeurs de banques, des magnats des cartels, des barons de la Bourse ? Voilà ce que demandent les masses ouvrières. La demi-révolution éveille la volonté d'une révolution totale. Le bouleversement politique éveille la volonté de la rénovation sociale. La victoire de la démocratie inaugure la lutte pour le socialisme. (...)

Nous serons pauvres, indiciblement pauvres. Pouvons-nous, dans une pareille misère, nous offrir encore le luxe d'acquitter, sur le produit de notre travail, un tribut à de gras prélats, à des comtes arrogants, à d'orgueilleux profiteurs de guerre, à des rentiers oisifs ? Un peuple devenu aussi pauvre peut-il encore supporter que les maigres fruits de son travail soient partagés de façon inégale.

Nous sommes trop pauvres pour partager encore avec les capitalistes et les grands

LA MARCHÉ AU SOCIALISME, D'OTTO BAUER (1919)

propriétaires le fruit de notre travail. Il est assez pénible que, sous forme d'indemnité de guerre, nous devons payer tribut aux capitalistes étrangers : nous ne pouvons pas, en sus, demeurer tributaires des capitalistes de chez nous. Dans notre détresse économique, il n'y a qu'une seule issue : le socialisme ! La guerre, qui a mené la démocratie à la victoire, nous a contraints aussi à marcher au socialisme (...).

Imaginons que les travailleurs s'emparent en un seul jour de toutes les entreprises, qu'ils en expulsent tout simplement les capitalistes, les directeurs et les hauts employés et qu'ils en assument eux-mêmes la direction ! Un tel bouleversement ne serait naturellement possible que dans une guerre civile sanglante, et il va de soi que la guerre civile détruirait une quantité

énorme de moyens de production, de machines, de matériels de chemin de fer, etc. Notre appareil de production, déjà si terriblement rétréci, en deviendrait encore plus misérable.

Les capitalistes de l'étranger nous refuseraient les matières premières dont nous avons besoin et le crédit indispensable pour nous le procurer ; l'Amérique et l'Europe maintiendraient le blocus ; nos industries devraient s'arrêter pour longtemps faute de matières premières. (...)

Le peuple, qui pourtant espère du socialisme une amélioration de sa situation, serait terriblement désillusionné, et cette désillusion le pousserait dans les bras de la contre-révolution capitaliste (...).

Otto Bauer in *La marche au socialisme* ■

Complément sur l'Autriche

par Olivier Simon

Au lendemain des élections, les sociaux-démocrates et les chrétiens dits sociaux, le parti de la bourgeoisie, constituent un gouvernement de coalition. La bourgeoisie autrichienne n'est pas dans une situation identique à celle de la bourgeoisie allemande : cette dernière est confrontée à une puissante montée révolutionnaire qu'elle juge nécessaire d'écraser pour maintenir son pouvoir. Elle dispose à cet égard d'un appareil militaire à peu près intact et qui, avec l'aide de la social-démocratie, forme des corps francs de tueurs professionnels.

La situation en Autriche est sensiblement différente : la dislocation de l'Empire austro-hongrois en plusieurs entités nationales s'accompagne de la dislocation de son appareil militaire, très affaibli. De plus, la coalition pense pouvoir contenir l'explosion révolutionnaire, en partie déviée vers les aspirations à l'indépendance nationale, sauf en Autriche même où sont puissantes les aspirations à l'unification avec l'Allemagne, c'est-à-dire l'Anschluss.

Le prix à payer par la bourgeoisie est lourd : la plupart des vieilles revendications ouvrières formulées avant la guerre

sont satisfaites et de nouveaux droits sont créés : suppression du livre ouvrier, adoption de la journée de travail de huit heures, interdiction du travail des enfants en dessous de douze ans, majoration de 50 % du paiement des heures supplémentaires, création d'un congé payé annuel, création d'une assurance chômage, interdiction du travail de nuit des femmes et des jeunes de moins de dix-huit ans, limitation à 44 heures de la durée de la semaine de travail des femmes.

On ne saurait sans doute citer meilleur exemple d'une loi de l'histoire : les (vraies) réformes sont le sous-produit d'une vague révolutionnaire contenue. Dans une telle situation la bourgeoisie est prête à payer cher et à oublier ses éternelles rengaines sur la perte de compétitivité face aux concurrents étrangers pour garder l'essentiel... la propriété des moyens de production et des banques... et la mainmise sur l'État.

En France, les décrets-lois de Daladier en 1938 feront payer le prix des conquêtes arrachées par la grève générale en 1936. En Autriche, la bourgeoisie attendra 1934 pour régler la note, mais la note sera très chère ! ■

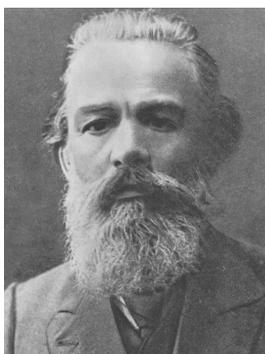
LA RÉVOLUTION EN BULGARIE BÂCLÉE ET ÉCRASÉE

Présentation : La révolution bulgare

par Jean-Jacques Marie

La Bulgarie et la guerre

Ayant accédé à l'indépendance en 1878 après cinq siècles de domination turque dans l'Empire ottoman, la Bulgarie, subissant un sort identique à la Grèce se voit soumise à la loi d'un prince allemand, Alexandre de Battenberg (1879-1887), puis de Ferdinand de Saxe-Cobourg (1897-1918). La Bulgarie est un pays essentiellement paysan avec une petite classe ouvrière employée dans le textile et la métallurgie. Dès 1891, Dimitar Blagoev y fonde un parti social-démocrate qui, en 1903, se scinde en deux courants : le courant dit large, partisan, comme les mencheviks en Russie, d'un accord avec la petite bourgeoisie libérale et le courant dit étroit (*tesniak* en bulgare).



Dimitar Blagoev, fondateur du parti socialiste étroit (POSB), traducteur du Capital. (D.R.)

En 1912, le tsar Ferdinand s'allie aux gouvernements serbe et grec pour chasser entièrement les Turcs des Balkans. La guerre est victorieuse mais, au moment du partage des territoires arrachés aux Turcs grâce surtout à l'engagement militaire de l'armée bulgare, le tsar Ferdinand croit judicieux de mettre la main sur les territoires qu'il revendique. Les alliés de la veille, renforcés par la Roumanie, se retournent contre la Bulgarie, lui infligent une lourde défaite et la contraignent à abandonner la Macédoine revendiquée par la Grèce et à la Serbie et la Dobroudja méridionale par la Roumanie. En septembre 1915, le tsar Ferdinand engage la Bulgarie aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans la guerre.



Yanko Sakazov, dirigeant des socialistes « larges ». (D.R.)

PRÉSENTATION : LA RÉVOLUTION BULGARE

Deux partis, partisans de la neutralité de la Bulgarie dans le conflit, s'y sont opposés : le Parti ouvrier social-démocrate (les « étroits »), dont les principaux dirigeants sont Dimitar Blagoiev, Christo Kabaktchiev, Vassil Kolarov et Georgy Dimitrov, le futur et dernier secrétaire de l'Internationale communiste dont il approuvera la dissolution imposée par Staline en mai 1943, et l'Union agrarienne, organisation qui rassemble la masse des paysans, dans leur grande masse des paysans pauvres disposant de moins de cinq hectares par foyer sur lesquels ils vivent misérablement et soumis à la férule des grands propriétaires, dirigée par Alexandre Stamboliski. Ce dernier est condamné à la prison à vie au lendemain de l'entrée en guerre de la Bulgarie.



Georgi Dimitrov en 1930, dirigeant du POSB « étroit » puis du Parti communiste bulgare (PCB). (D.R.)

Les premiers signes de mécontentement

À peine un mois après, les soldats de la 27^e brigade, pour certains militants *tesniaki* ou agrariens, se soulèvent. Leur révolte est matée et la majorité des mutins sont fusillés.

La Bulgarie subit le même sort que tous les pays en guerre (raréfaction du ravitaillement, hausse permanente des prix, etc.), mais en un peu pire ; proportionnellement au nombre d'habitants, elle est de tous les pays belligérants celui qui subit les pertes en vies humaines les plus lourdes alors qu'elle est, en plus, l'un des plus pauvres. Le 21 décembre 1916, cinq régiments d'infanterie (les 21^e, 35^e, 36^e, 42^e) et le régiment dit Dorodovski se soulèvent. Leur mutinerie est, là encore, vite écrasée, mais deux mois plus tard la révolution de février 1917 en Russie suggère aux ouvriers et aux paysans des Balkans qu'il est possible de rejeter le joug qui les opprime. La révolution d'Octobre sept mois plus tard montre en plus une solution politique possible. L'état-major répond au sourd mécontentement qui ronge les troupes – comme la po-

pulation laborieuse – en multipliant les exécutions capitales au moindre signe d'insubordination. Au cours de l'été 1918, la situation militaire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, dont la Bulgarie est la petite alliée, se dégrade. Le premier choc peut transformer en révolte le mécontentement qui ronge les troupes. Ce choc se produit les 14, 15 et 16 septembre à Dobro Pole. Là, 15 000 soldats bulgares doivent affronter 57 000 soldats des troupes alliées. La bataille

tourne au massacre des Bulgares. Un régiment (dit de Cheinovo) perd les deux tiers de ses effectifs. Les autres régiments sont eux aussi décimés et les survivants se soulèvent, abandonnent le front et se dirigent vers l'intérieur du pays. Ils se regroupent près de la ville de Radomir non loin de Sofia. La panique gagne les sommets de l'État. L'état-major, la grande majorité des ministres s'affirment favorables à une demande immédiate d'armistice.



Aleksandar Stamboliski (1879-1919) à Paris en 1921. (D.R.)

La révolte de Radomir (1)

Le roi décide de sortir Stamboliski de sa prison et l'inclut dans la délégation envoyée négocier avec les mutins de Radomir, délégation qui comprend, entre

(1) Voir sur la révolte de Radomir l'article détaillé de Tico Jossifort dans le numéro 12 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (consulter sur le site de la revue).

autres, le ministre de la Guerre, le général Sadov, et un dirigeant agrarien proche de Stamboliski, Raïko Daskalov. Les insurgés reçoivent fraîchement la délégation. Est-ce cet accueil qui pousse Daskalov, le 27 septembre 1918, à brusquer les choses ? Il adresse aux troupes révoltées une brève déclaration proclamant la fin de la royauté, la volonté de mettre fin à la guerre et l'instauration de la république, signée de son nom et de celui de Stamboliski auquel il a proposé la présidence (provisoire ?) de cette République : *« Aujourd'hui, 27 septembre 1918, le peuple bulgare a brisé les chaînes de l'esclavage, renversé le régime despotique de Ferdinand et de ses acolytes, qu'il a décrétés ennemis du peuple, s'est proclamé lui-même un peuple libre dans un gouvernement républicain et tend la main de la paix et de la compréhension aux peuples d'Europe. Ce jour marque la chute du tsar Ferdinand, de sa dynastie et de l'ancien gouvernement. Tous les administrateurs provinciaux, les gouverneurs de districts, les chefs de la police, les maires et les officiers de l'armée exécuteront les ordres du gouvernement provisoire de la république. »*

Signé : Le président Stamboliski - Le commandant-en-chef Raïko Daskalov.



Rayko Daskalov (1886-1923), du parti agrarien, fonde et commande la Garde orange. (D.R.)

Face à cette insurrection, Dimitar Blagoiev, invité à y apporter le soutien de son parti, affirme sa « neutralité » entre les insurgés et le gouvernement du roi Ferdinand. C'est la première marque d'un sectarisme borné qui va se répéter et coûter cher.

Daskalov se plonge dans un aventurisme débridé. Il décide de prendre

Sofia. Mais la monarchie n'est pas encore morte et va frapper. Alors que l'armée insurgée de Radomir, forte de quelque 10 000 hommes, entame une marche quelque peu désordonnée vers Sofia, un train chargé de soldats blessés arrive à la gare dite Zaharna fabrica. Un

détachement d'élèves-officiers armés de mitrailleuses les attend et les abat dès qu'ils descendent du train en clopinant. Le carnage fait une centaine de victimes.

Stamboliski, prudent, prend ses distances avec une aventure qui risque de mal tourner. Les insurgés tentent de prendre Sofia d'assaut le 29 septembre. Ils ne peuvent rompre la ligne de défense et, le 2 décembre, ils sont écrasés. 3 000 d'entre eux sont capturés, des dizaines de blessés sont achevés à la baïonnette. Mais le choc est si grand au moment même où la situation des empires centraux, dont la Bulgarie est le petit vassal, est critique, que le roi Ferdinand se sent contraint d'abdiquer en faveur de son fils Boris.

La paix des vaincus

Les Alliés font payer cher à la Bulgarie l'engagement décidé par le roi déchu Ferdinand aux côtés des empires centraux dans la guerre. Elle doit céder à la Yougoslavie nouvellement créée une bande de territoire où se trouvent près de 100 000 habitants. La possession par la Roumanie de la région fertile de la Dobroudja est confirmée, mais surtout la Thrace occidentale est confiée aux Alliés pour être transférée à la Grèce. Enfin, les forces armées bulgares sont réduites à 10 000 gendarmes, 3 000 gardes-frontières et 20 000 volontaires contractuels.

La Bulgarie doit en plus payer 2 milliards et quart de francs-or de réparations pendant trente-sept ans et livrer aux pays voisins qui ont choisi la coalition victorieuse 13 500 vaches, 125 taureaux, 125 000 chevaux, 2 500 mules, 9 200 bœufs, 33 000 moutons et 250 000 tonnes de charbon. La paysannerie, on le voit, doit payer un prix très lourd après avoir fourni l'essentiel des soldats massacrés, mais, encouragée par l'exemple de la paysannerie russe voisine, n'est guère prête à l'accepter et son humeur est menaçante pour l'ordre établi. Le roi juge plus prudent de se placer en retrait et de transférer les responsabilités politiques sur l'Assemblée nationale dont les premières élections après la guerre se tiennent le 17 août 1919. Ces élections reflètent

à leur manière la poussée révolutionnaire qui soulève le pays. L'Union agrarienne, parti paysan fondé en 1899 et dont l'instituteur Alexandre Stamboliski (2) est devenu le vrai dirigeant et le théoricien en 1908, reçoit 28 % des votes exprimés (180 648 voix), le Parti communiste (les anciens « socialistes étroits ») (3) 18 % (118 671 voix), les « socialistes larges » 13 % (82 826 voix). Les divers partis bourgeois (démocrates, nationalistes, libéraux progressistes, libéraux, radicaux, agrariens de droite scissionnistes) reçoivent respectivement 10 %, 8 %, 8 %, 6 %, 5 % et 3 %. Le Parti communiste est alors largement majoritaire dans les usines où il a mis sur la touche les « socialistes larges » dont l'ancrage dans la classe ouvrière se limite désormais aux cheminots et aux employés – voire à la bureaucratie ! – des ministères. Le précédent ministre de l'Intérieur, Krustia Pastoukhov, était un « socialiste large » et avait mobilisé la police contre les communistes dans la campagne électorale... ainsi que pour conserver le contrôle de l'appareil dirigeant des syndicats d'où le surnom de « *socialistes de la police* » que les communistes lui avaient attribué.

Un premier refus du Parti communiste

De retour en Bulgarie en septembre 1919, Stamboliski se voit proposer par le tsar Boris de former un gouvernement. Au début d'octobre, il se rend en secret chez le dirigeant communiste Dimitar Blagoiev. Il lui propose de s'allier pour prendre le pouvoir ensemble. Selon le récit que fera plus tard Blagoiev de cette visite, Stamboliski lui déclare qu'il est prêt à accepter tout le programme des communistes sauf sur la question paysanne où il s'affirme favorable au maintien de la propriété privée de la terre dont les petits paysans réclament avidement le partage. Blagoiev refuse.

La Bulgarie compte alors 4 850 000 habitants dont à peine plus de 100 000 ouvriers... plus une gigantesque bureaucratie d'État parasitaire et dispendieuse flanquée d'un clergé tout aussi vorace et grand pro-

priétaire terrien devant l'Éternel. La masse de la population est formée de petits paysans dont la grande majorité se reconnaissent dans l'Union agrarienne et en particulier dans Stamboliski.

Confronté au refus des communistes, ce dernier propose alors une alliance aux « socialistes larges » qui exigent les ministères de l'Intérieur, de la Guerre, du Commerce, des Chemins de fer et de la Poste – dont ils dirigent les syndicats – afin de mieux assurer la continuité avec leur place centrale dans les gouvernements de coalition précédents. Stamboliski refuse leurs exigences et constitue alors un gouvernement d'union avec des partis de droite mais cherche à se débarrasser au plus vite de cette alliance qui ne peut que freiner les réformes qu'il veut mettre en œuvre.

Quelles réformes ?

Le gouvernement Stamboliski engage un certain nombre de réformes et d'abord une réforme agraire visant à la redistribution de terres des grands propriétaires aux petits paysans. Les partis de droite dénoncent à l'Assemblée cette réforme comme un assaut sur « *le droit sacré de la propriété* » (4). L'appareil bureaucratique hérité de l'époque du roi Ferdinand sabote par tous les moyens l'opération qui se déroule donc avec une lenteur qui exaspère la masse des petits paysans. À cette redistribution lente s'ajoutent la formation de coopératives agricoles et de coopératives dans la domaine de la pêche et dans l'exploitation forestière libérant pêcheurs et travailleurs forestiers de la soumission séculaire aux grandes compagnies piscicoles et forestières, l'introduction d'un service du travail obligatoire d'un an pour les hommes et de six mois pour les femmes, la modernisa-

(2) Au moment des élections, Stamboliski est à Paris comme membre de la délégation bulgare chargée de discuter des conditions de la paix.

(3) En mai 1919, le congrès des socialistes « étroits » avait décidé de se transformer en Parti communiste bulgare et d'adhérer à l'Internationale communiste fondée à Moscou trois mois plus tôt, en mars.

(4) John Bell, *Peasants in power*, p. 181.

tion et la sécularisation d'un enseignement traditionnellement soumis au contrôle d'un clergé orthodoxe ultra-réactionnaire. Le gouvernement Stamboliski procède ensuite à une réforme fiscale instaurant la progressivité de l'impôt et transférant une partie importante des taxes et des impôts sur les banques, les compagnies d'assurance, les organisations commerciales, bref sur la bourgeoisie. En gros l'imposition d'une famille paysanne est diminuée de moitié, une moitié que la bourgeoisie doit assumer. Ce transfert, selon l'historien John Bell, « *suscita de vigoureuses protestations de la part de la bourgeoisie et même du corps diplomatique qui se plainquirent que le système d'imposition des agrariens menaçait la compétitivité du pays* » (5)... comme quoi il n'y a vraiment rien de nouveau sous le soleil de la bourgeoisie.

Certes, ces réformes démocratiques et un certain nombre d'autres de même nature visent surtout à faire passer la Bulgarie de rapports féodaux à la démocratie bourgeoise et ne liquident pas les rapports de classe, mais malgré leurs limites elles dressent contre le gouvernement Stamboliski les propriétaires fonciers, les anciens officiers d'une armée réduite à l'état de fantôme par le traité de paix imposé à la Bulgarie et contraints à effectuer des petits métiers sans rapport avec la place qu'ils occupaient dans la Bulgarie d'hier, ce qui engendre donc chez eux un sentiment de déclassement profond, la bourgeoisie d'affaires, l'ancien personnel politique tsariste et l'essentiel d'un appareil d'État hérité de la monarchie, ravagé par la corruption, l'incompétence, le parasitisme et la servilité, la police et l'Église orthodoxe qui ne peut lui pardonner la confiscation d'une partie des terres des monastères redistribuées aux petits paysans et la réduction de l'enseignement religieux à l'école.

Les agrariens créent enfin une milice paysanne intitulée les Gardes orange, forte de 15 000 hommes, destinée à défendre l'Union agrarienne et le gouvernement Stamboliski.

En même temps, Stamboliski prend de front les revendications ouvrières. Le 25 décembre 1919, le lendemain de l'ou-



La garde orange du parti agrarien de Stamboliski. (D.R.)

verture de la session de l'Assemblée nationale, une grève sauvage des travailleurs du transport éclate. Le Parti communiste, dont l'influence ne cesse de grandir dans les usines, appelle aussitôt à la grève générale et les « socialistes larges », de peur d'être débordés, se joignent à l'appel. La grève générale, dirigée par un comité de grève qui rassemble communistes et socialistes, commence le 28 décembre.

Stamboliski, au nom de la défense de l'État monarchique, choisit l'épreuve de force. Il envoie la moitié des effectifs de la garnison de Sofia flanquée de quelques unités de cavalerie dans les mines de charbon de Pernik, dont les mineurs sont en masse membres du Parti communiste. Plusieurs centaines d'entre eux sont arrêtés et, le 31 décembre 1919, le gouvernement Stamboliski militarise le transport dont les travailleurs sont soumis aux règles de la mobilisation. Les indisciplinés sont menacés de se voir retirer leur carte de ravitaillement et d'être traînés devant une cour martiale. Le 5 janvier 1920, le Parti communiste, dont plusieurs dirigeants ont été jetés en prison, appelle à arrêter la grève... que les travailleurs du transport vont néanmoins poursuivre... jusqu'au 19 février. L'épisode laissera des traces... Stamboliski, soucieux de se libérer de ses alliés réactionnaires, décide alors de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à de nouvelles élections dont les résultats illustrent l'ampleur croissante des tensions sociales et la polarisation poli-

(5) John Bell, *op. cit.*, p. 168.

tique qui en découle. L'Union agrarienne reçoit 349 212 voix, soit 38,2 % des votes exprimés, le Parti communiste 184 616, soit 20,2 %, ce qui signifie qu'une partie significative des petits paysans ont voté pour lui. Les agrariens ont 110 députés, les communistes 51, sur un total de 229. Les partis réactionnaires sont laminés. Le premier d'entre eux, le parti dit démocrate, ne reçoit que 10 % des voix. Stamboliski propose à nouveau une alliance à Blagoev qui refuse une nouvelle fois. Stamboliski se refusant à renouveler une alliance paralysante rejetée par sa base et soucieux d'avoir une majorité agrarienne fait invalider 13 députés (dont 9 communistes !). Il peut donc gouverner avec une majorité fragile de 4 voix

La préparation du complot contre Stamboliski et les agrariens

Dès janvier 1919, des officiers fondent une Ligue militaire secrète, puis, au cours des deux années 1919-1920, les quelque 6 500 officiers démobilisés à la suite des exigences des Alliés, fondent une Union des officiers de réserve comme branche de la Ligue militaire, force imposante sur laquelle les partis monarchistes ou de droite savent qu'ils pourront compter pour l'heure du règlement de compte.

En octobre 1920, le professeur Alexandre Tsankov, l'un des principaux dirigeants de la droite parlementaire et qui s'affirmera bientôt admirateur de Mussolini et partisan du fascisme, prend contact avec l'un des dirigeants de la Ligue militaire. Ces derniers, désireux de renverser le gouvernement Stamboliski, ont besoin d'une direction politique qu'ils sont incapables d'assumer eux-mêmes. Les divers partis bour-



Aleksandar Tsankov, Premier ministre après le coup d'état contre Stamboliski et admirateur du fascisme. (D.R.)

geois (démocrates, nationaux-progressistes, radicaux) forment alors un bloc pour répondre à ce besoin. Ils créent en même temps des « *groupes de jeunes* » et des « *clubs sportifs* » destinés, sous cette dénomination neutre, à constituer des groupes paramilitaires.

Une question qui dépasse la seule Bulgarie

La question bulgare n'est pas seulement une affaire bulgare. Dans le pays stationnent des soldats de l'armée blanche du général Wrangel, évacués de Crimée en novembre 1920 après leur défaite. Les Alliés ont imposé à la Bulgarie d'en accueillir 36 000 en 1921, dont 15 000 soldats et officiers qui ont conservé leurs armes... alors que l'armée bulgare, dissoute après la signature de la paix, n'est plus qu'un fantôme. Stamboliski a fait désarmer et disperser une partie d'entre eux et interdit à Wrangel de venir les haranguer, mais ils représentent un danger d'autant que la police est tout entière hostile aux agrariens. Leurs officiers entrent sans tarder en contact avec les partis bourgeois qui préparent le renversement du gouvernement agrarien. En mars 1922, des dirigeants de plusieurs partis bourgeois qui viennent de former une Alliance nationale (Naroden sgovor [6]) et sont, comme Alexandre Tsankov, des admirateurs du fascisme italien, rencontrent des membres de la rédaction du journal des Gardes blancs russes, *Svobodnaia Retch*, et discutent avec eux des moyens de renverser le gouvernement de Stamboliski qui, selon l'un des dirigeants bulgares, « *conduit le navire bulgare dans les eaux bolcheviques* » (7). L'ancien chef du parti monarchiste dit des octobristes, le premier ministre de la Guerre du gouvernement provisoire russe en mars-mai 1917, Alexandre Goutchkov, sera, selon un journaliste russe, « *l'un des initiateurs du renversement d'A. Stamboliski, renversement où il voyait la garantie de la sécurité des*

(6) Le *Naroden sgovor* avait envoyé une délégation en Italie pour étudier les modes d'organisation et d'action des partisans de Mussolini.

(7) Karassov, *Burni godini*, p. 97.

restes de l'armée de Wrangel installés en Bulgarie » (8).

La position du parti communiste

Les dirigeants du Parti communiste, à l'opposé de la vision, certes quelque peu simpliste mais qui reflète les peurs de la grande bourgeoisie bulgare et de l'énorme couche bureaucratique militaro-cléricale qui soutient la monarchie, d'un Stamboliski conduisant le navire bulgare dans les eaux bolcheviques, maintiennent une totale et stricte neutralité entre les comploteurs monarchistes et fascistes d'un côté et Stamboliski et les agrariens de l'autre. Ils justifient cette position par une analyse pseudo-marxiste et par une prédiction stupide sur la suite des événements. L'analyse d'abord les amène à affirmer que les divisions entre les agrariens et le bloc de droite reflétaient simplement une querelle entre la bourgeoisie rurale et la bourgeoisie urbaine. Ainsi, lors de la réunion du conseil du parti des 21 et 22 janvier, Khristo Kabatchiev déclare : la politique de front unique en l'occurrence signifie le développement d'efforts pour détacher la paysannerie du parti agrarien « *qui défend les intérêts et met en œuvre la politique de la bourgeoisie rurale, tout spécialement des couches moyennes enrichies qui sont à la tête de l'Union (agrarienne) et y jouent un rôle dirigeant tout en maintenant la grande masse des paysans pauvres et appauvris sous sa coupe par sa démagogie, des demi-mesures à bon marché et la force du pouvoir d'État* » (9). Ce marxisme de pacotille débouche sur l'idée qu'une défaite des agrariens facilitera l'accès de cette paysannerie pauvre au Parti communiste.

Face aux activités guère dissimulées du « Bloc » ou « *narodnen sgovor* », la gauche agrarienne (dont l'homme de Radomir Raïko Daskalov) persuade Stamboliski de constituer un Comité (secret) de la dictature paysanne chargé, entre autres, de renforcer les Gardes orange et d'organiser des escadrons de paysans.

Quelques mois plus tard, un épisode illus-

tre l'acuité croissante de la lutte des classes en cours. Le 16 septembre, les dirigeants du Bloc, après une manifestation à la gare centrale de Sofia, prennent le train avec 600 supporters pour étendre leur mouvement dans les campagnes. Mal leur en prend. Des paysans agrariens commencent à se rassembler dans les gares et, dans l'une d'elles, ils expulsent les membres du Bloc du train, leur confisquent leurs armes, relâchent la plupart des supporters mais gardent les dirigeants politiques menacés de subir un mauvais sort. Les milliers de paysans devant lesquels ils sont exhibés à la gare de Tournovo proposent soit de les jeter dans la rivière voisine du haut du pont qui la surplombe ou de les jeter du haut des murs de la forteresse voisine. Daskalov leur sauve la vie en proposant de traduire ceux d'entre eux qui ont été ministres pendant la guerre devant un tribunal populaire dont la création, soumise à un référendum, est votée par 647 313 voix contre 223 584 et 55 593 votes blancs... La lutte des classes revêt ici certes une forme originale, mais l'épisode et le vote massif pour la constitution d'un tribunal populaire destiné à juger des dignitaires du régime monarchique révèle l'ampleur de la haine paysanne et plus largement populaire pour ledit régime et annonce un affrontement imminent.

La situation se tend

Le 4 février 1923, Stamboliski et trois ministres agrariens échappent à un attentat à la bombe dans le théâtre national de Sofia. La police arrête l'auteur de l'attentat manqué... mais le laisse curieusement s'enfuir. Stamboliski, habité par quelques doutes, exige la démission de ministres trop modérés à son goût, dissout l'Assemblée nationale et organise de nouvelles élections qui vont accroître la tension entre les forces sociales et politiques.

(8) Igor Arkhipov : *A Goutchkov libéral, duelliste, comploteur*, *Zvezda*, n° 5, 2006, p. 161.

(9) BKP *v rezolioutsii i rechenia*, t. II, p. 245.

Le triomphe éphémère des agrariens

Le 27 avril 1923, les élections sont en effet un triomphe pour l'Union des agrariens qui reçoit 569 139 voix (plus de 50 % !) contre 203 972 au Parti communiste, 198 647 pour le Bloc de droite qui prépare le coup d'État, 55 963 pour les libéraux nationaux leurs alliés et 27 816 pour les socialistes (les anciens « larges »), que leur alliance de fait avec le Bloc de droite réduit ainsi à moins de 3 % des voix alors que les communistes, qui ont délogé ces derniers des usines, en obtiennent 20 %. Stamboliski ayant modifié le système électoral, l'Assemblée nationale compte désormais dans ses rangs 212 agrariens, 16 communistes, 15 élus du Bloc de droite et 2 socialistes. Les organisateurs du complot, ainsi totalement marginalisés dans l'Assemblée, trouvent sans doute une incitation supplémentaire à mener leur entreprise à son terme sans tarder.

En même temps, le bruit circule que Stamboliski veut proposer au prochain congrès de l'Union agrarienne prévu pour l'été 1923 une nouvelle vague de réformes dont une grande redistribution des richesses et l'abolition de la monarchie. En prévision de ce congrès au cours du mois de mai, près de 300 000 paysans se réunissent sous la bannière de l'Union agrarienne dans tout le pays. Stamboliski déclare à une parade de mille cavaliers de la Garde orange : « *Les agrariens vont diriger le pays encore pendant vingt-cinq ans. Qui peut nous renverser ?* » (10). Est-ce cette assurance qui rend Stamboliski et ses camarades aveugles devant le complot qui se prépare pourtant sans grand souci de discrétion ? Les dirigeants du Narodn sgovor et de la Ligue militaire contactent quiconque peut leur paraître hostile à Stamboliski, y compris l'ancien dirigeant agrarien Dragiev qui leur répond que « *des considérations éthiques* » lui interdisent de les rejoindre (mais ne le poussent pas à avertir ses anciens camarades du complot qui mûrit). Ils vont même jusqu'à envisager de proposer le poste de Premier ministre du prochain gouvernement au dirigeant

socialiste Krustiu Pastoukhov, qui refuse de s'associer à une action violente. Le journaliste socialiste Dimo Kazassov n'a pas les mêmes problèmes de conscience et accepte de prendre part au complot. La direction du Parti socialiste discute de son acceptation mais ne se décide ni à l'approuver ni à la condamner. Le nombre de gens informés du complot est donc aussi large que ces socialistes eux-mêmes. Stamboliski, informé, ne prend pas les avertissements au sérieux. Il pense que les gardes oranges et la mobilisation paysanne dissuaderont les comploteurs.

Le 7 juin 1923, le tsar Boris rend une visite amicale à Stamboliski dans sa villa, si amicale qu'il lui apporte même des fruits venus du jardin royal. Pendant que les deux hommes discutent amicalement, les gardes du corps du tsar sabotent la station radio dont la villa est équipée et remplacent les caisses de munitions qui y sont entreposées par des caisses remplies de sable, ce qui n'empêchera pas le tsar de s'affirmer courageusement étranger au coup d'État qui, dira-t-il, a constitué pour lui une « *surprise* ».

Quelques jours plus tôt, le ministre de la Guerre, l'agrarien Constantin Mouraviev, a reçu un rapport affirmant que les fusils des gardes orange étant dans un triste état, lesdits gardes orange avaient reçu l'ordre de les remettre aux arsenaux pour qu'ils soient réparés. Ce Mouraviev, pour qui les rumeurs de complot n'étaient que des bavardages d'officiers, ne semble pas en avoir averti Stamboliski, ainsi privé de toute défense à la veille de l'attaque. Amateurisme ou complicité passive ? En tout cas, Mouraviev survivra au massacre des agrariens au lendemain du complot et dirigera au Parlement en toute tranquillité une fraction intitulée Union agrarienne-*Vrabcha* I... et sera ministre de l'Éducation dans un gouvernement de coalition en 1931.

Le 9 juin les comploteurs balayent les gardes oranges désarmés, prennent d'assaut la villa de Stamboliski, qui s'enfuit avec son frère. Les tueurs, renforcés par

(10) Kaazassov *Burni godini*, p. 133.

un terroriste macédonien, les rattrapent, torturent Stamboliski, lui tranchent la main droite (celle avec laquelle il avait, contraint et forcé, signé le traité de paix dit de Neuilly) à la hache, l'éventrent puis lui tranchent la tête. Le tsar Boris nomme sans tarder le fasciste Tsankov à la tête d'un gouvernement « national ». Pendant toute la durée du putsch le Parti communiste bulgare ne bouge pas d'un pouce et observe les événements avec détachement. Son Comité central publie une déclaration le lendemain affirmant tranquillement : « *La classe ouvrière et la paysannerie laborieuse ne doivent pas intervenir dans le conflit armé entre la bourgeoisie rurale et la bourgeoisie urbaine, car cela signifierait tirer les marrons du feu pour nos propres exploiters.* » (11)

Une insurrection bâclée et écrasée

Le comité exécutif de l'Internationale critique vivement la passivité du Parti communiste bulgare face au coup d'État organisé par le clan Tsankov. Le comité central du PC bulgare répond à ces critiques en justifiant son abstention de juin par 41 voix contre 2. Puis, sous la pression de l'Internationale, le comité central réuni les 5, 6 et 7 août opère un virage brutal, trop brutal, en affirmant : « *Le coup d'État du 9 juin a ouvert une crise et la question du pouvoir ne peut être résolue que par une insurrection armée des masses* » que le comité central décide de préparer sans tarder en constituant un comité militaire. Mais c'est une chose de voter une résolution et une autre de passer du papier aux mesures politiques visant à préparer une insurrection populaire... d'autant que la révolution en Bulgarie n'est pas une question seulement bulgare. Début septembre, la police bulgare parfaitement informée des préparatifs d'une insurrection pour laquelle la direction du PC cherche en vain des alliés, arrête d'un coup 2 000 cadres du parti (dont Blagoiev et Kabatchiev) le 12 septembre ! Le 14 septembre, le comité central appelle en réaction à une grève générale qui, décidée en hâte et sans

mobilisation organisée, échoue. Certains membres de la direction hésitent à lancer dans l'aventure le Parti communiste qui



Des insurgés bulgares en 1923. (D.R.)

prépare ainsi l'insurrection dans le plus grand désordre. Le comité central confie la décision finale à un comité de quatre membres, dont Vassil Kolarov, membre du comité central et émissaire de l'Internationale, et Dimitrov. Ils sont les deux seuls à assister à la réunion prévue le 17 octobre pour décider. Dans ce désordre, les communistes de trois villages, invités à se préparer à l'insurrection, s'y lancent sans tarder. Pris de court, Kolarov et Dimitrov fixent en hâte l'insurrection pour la nuit du 22 au 23 septembre, constituent avec un troisième membre du comité central un comité révolutionnaire qui s'installe prudemment au bord de la frontière pendant qu'ici ou là des cellules communistes laissées sans directive précise déclenchent localement l'insurrection dès le 21 pendant que d'autres, désorientées, ne bougent pas. La déroute est dès lors inéluctable. Le régime de Tsankov organise une chasse à l'homme féroce : plus de 2 000 militants communistes sont massacrés, près de 20 000 s'enfuient en Yougoslavie, un petit millier se réfugie en Roumanie. Les dirigeants se réfugient à Vienne ou à Moscou. Le Parti communiste s'effondre et passe en quelques semaines de près de 38 000 à 3 000 adhérents contraints à une quasi-clandestinité.

(11) George D Jackson Jr, *Comintern and Peasant in Eastern Europe 1919-1930*, Columbia University press, 1966, p 172

PRÉSENTATION : LA RÉVOLUTION BULGARE



Insurgés bulgares arrêtés (Vratsa-1923). (D.R.)

Le 2 avril 1924, la Cour suprême interdit le Parti communiste, saigné à blanc.

Zinoviev ose écrire dans *Inprekorr* du 16 octobre 1923 : « Aux premières nouvelles de l'insurrection de septembre, il a pu paraître que les communistes bulgares qui avaient trop tardé à agir en juin (12) s'étaient trop pressés d'agir en septembre. Nous savons maintenant quel dilemme se posait : être écrasés sans combat ou risquer une sérieuse défaite, mais ne pas refuser le combat au moment où le gouvernement fasciste décidait de détruire le Parti communiste. Notre parti frère bulgare a opté pour la seconde solution et, pour autant que nous puissions en juger, il a eu raison. Il n'a pas remporté la victoire, il a subi de lourdes pertes mais il ne s'est pas rendu sans combat. »

De son bureau, Zinoviev, on le voit, passe aisément la saignée du Parti communiste au compte des profits et pertes.... qui vont s'alourdir. L'article de Karl Radek, reproduit partiellement ci-



Karl Radek. (D.R.)

après, est beaucoup plus lucide. La direction du Parti communiste bulgare sombre alors dans l'aventurisme. Elle crée une Organisation militaire chargée, entre autres, de commettre des attentats. La vie politique en Bulgarie est certes rythmée par les attentats, commis en parti-

culier par le groupe terroriste macédonien, l'Organisation macédonienne révolutionnaire interne, qui, depuis la fin de la guerre, a à son actif plusieurs dizaines de meurtres

d'hommes politiques, entre autres de proches de Stamboliski, comme son ministre Alexandre Dimitrov abattu en 1922, avec son chauffeur et un collaborateur, ou Raïko Daskalov, abattu par un terroriste macédonien en août 1923 ou encore le chef du groupe parlementaire agrarien Petko Petkov abattu par un autre terroriste macédonien le jour du premier anniversaire de l'assassinat de Stamboliski. Le terrorisme individuel ne relève pas, en revanche, de la tradition bolchevique.

L'attentat de la cathédrale Sveta Nedelia

L'occasion fait-elle le larron ? En décembre 1924, le Parti communiste recrute le sonneur de cloche de la cathédrale Sveta Nedelia (Sainte Nedelia). En prévision d'un attentat grandiose dans la cathédrale, l'organisation militaire, avec l'aide du sonneur de cloche, truffe le grenier de la cathédrale d'explosifs, puis abat l'ancien général Constantin Georgiev, enterré deux jours plus tard dans la cathédrale. Peu après le début de la cérémonie dans la cathédrale pleine à craquer, les deux responsables de l'attentat font exploser leurs caisses de dynamite, le dôme central de la cathédrale s'effondre et ensevelit près de 600 victimes, dont 128 (ou 134 selon d'autres sources) trouvent la mort et plusieurs centaines sont plus ou moins grièvement blessées, et dont une centaine périssent des suites de leurs blessures. Si onze généraux et les chefs de l'armée et de la police périssent, aucun membre du gouvernement n'est tué. Quant au tsar Boris, il était ailleurs.

Les conséquences sont lourdes. La loi martiale est aussitôt proclamée. La ligue militaire, hier organisatrice du complot pour assassiner Stamboliski et ses proches, se déchaîne et abat des centaines de communistes ou supposés tels. La chasse aux communistes s'étend aux agrariens. Plus de 3 000 individus sont arrêtés. Selon le socialiste belge Emile Vandervelde venu

(12) Ils avaient tant tardé à agir, on s'en souvient, qu'ils n'avaient pas agi du tout !!!

enquêter en Bulgarie en 1925, environ 16 000 communistes et agrariens ont été abattus de 1923 à 1925 (13). Cette terreur blanche disloque l'Union agrarienne privée de son chef, marginalise le Parti communiste et prive la classe ouvrière bulgare

d'une représentation politique à la hauteur de ses aspirations... ■

(13) Emile Vandervelde, *Les Balkans et la paix*, p. 53.

Le coup d'État bulgare et le parti communiste ⁽¹⁾

Discours de Karl Radek

[Les élections du printemps 1923 avaient porté au pouvoir en Bulgarie le parti paysan de Stamboliski. En juin, un politicien réactionnaire, le professeur Tsankov, appuyé par l'armée organisa un coup d'État, renversa Stamboliski qui fut égorgé, et engagea la répression contre les petits paysans. Le Parti communiste bulgare, alors puissant, décida de ne pas bouger dans cette lutte entre deux fractions de la bourgeoisie. En septembre, il déclencha une insurrection qui sera vite écrasée, grâce à la passivité paysanne. Le discours de Radek dont nous publions ici des extraits a été prononcé le 23 juin devant l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste.]



Karl Radek en 1920. (D.R.)

Pour la première fois, un grand parti communiste était engagé dans le combat. Il a perdu la bataille, et – ce qui est le plus triste – il ne s'en est même pas rendu compte. Pendant toute la semaine qui a suivi sa défaite, le parti n'en a pas compris les raisons et il a défendu son attitude comme étant une tactique communiste correcte. Nous devons constater qu'aucun organe communiste en Europe n'a pris sur lui de dire, de sa propre initiative : nous sommes en présence d'une défaite de l'Internationale communiste, d'une défaite due non à la puissance de l'ennemi, mais à un manque de volonté de la part de notre propre parti (...).

La première question qui se pose est la suivante : les camarades bulgares pouvaient-ils éviter cette défaite ? La situation sociale et politique permettait-elle au parti bulgare, seul ou allié à la paysannerie, d'empêcher le coup de force ? Nous ré-

pondons : oui. La population bulgare se compose à 80 ou 90 % de paysans. Sur 700 000 fermes indépendantes, 285 000 appartiennent à des paysans qui possèdent moins de 3 hectares de terre. Ce sont des paysans à demi prolétarisés. 263 000 domaines paysans possèdent de 3 à 10 hectares. Et nos camarades bulgares disent dans leur rapport qu'un paysan qui possède moins de 10 hectares est un paysan pauvre. Plus de 500 000 paysans sont donc des paysans pauvres, avec qui nous aurions pu nous allier. La bourgeoisie est très faible dans les villes ; elle se compose de commerçants, d'artisans, de spéculateurs, d'intellectuels et de fonctionnaires ; il n'y a pas de grande bourgeoisie. Elle ne représente donc pas une classe forte par son rôle dans la production. La classe ou-

(1) *La Correspondance internationale*, n° 57, 17 juillet 1923.

rière est petite, il est vrai, mais mieux organisée que dans nul autre pays. Sur 100 000 ouvriers, le Parti communiste bulgare a 40 000 membres, pourcentage que nous n'atteignons dans aucun autre pays. Le dernier élément, c'est l'armée. Or grâce à la paix de Neuilly, l'armée bulgare est démobilisée.

La paysannerie avait chassé du pouvoir la bourgeoisie et les coteries militaires qui avaient gouverné le pays au cours des quarante dernières années. Les résultats des élections le montrent assez. En 1920, tous les partis bourgeois ensemble obtinrent 250 000 voix, en 1923, 219 000 ; tandis que le parti communiste en obtenait, en 1920, 148 000, et en 1923, 230 000. Le parti communiste à lui seul avait donc obtenu plus de voix que tous les partis bourgeois réunis. Le parti gouvernemental le plus puissant, qui pouvait gagner les élections, était le parti paysan, qui compte 111 000 membres, dont 75 000 paysans pauvres. Nous devons donc le considérer comme un parti de coalition, de par sa composition sociale elle-même (...). Mais le Parti communiste bulgare n'a manifestement pas fait le nécessaire pour contraindre le parti paysan de Stambouliski à conclure une coalition ou à exploser (...).

L'argument du parti bulgare est le suivant : nous pouvons prendre le pouvoir, mais dans la situation internationale actuelle, nous serons écrasés. Je tiens tout particulièrement à attirer, sur cet argument, l'attention des camarades qui nous ont donné le même argument pour leur propre pays, et je pense aux camarades tchèques. Le parti bulgare pensait donc ne pouvoir vaincre que si la victoire lui tombait du ciel, si la tâche était d'une facilité absolue, si la révolution déferlait partout autour de lui (...).

L'isolement de la Bulgarie, entourée par la Serbie, la Grèce et la Roumanie est, cela va de soi, un grand danger pour la révolution bulgare et un obstacle devant le parti.

Toutefois, cette situation a été quelque peu allégée, ces dernières années, par la guerre gréco-turque et la révolution grecque. Le parti bulgare n'a pas bougé pendant la révolution grecque, attendant une situation plus favorable. La contre-révolution a compris, elle, qu'en politique il faut avoir l'initiative (...).

Camarades, la cause de la défaite réside en ce que notre parti bulgare est un vieux parti social-démocrate marxiste qui a déployé une activité incomparable dans les domaines de la propagande et de l'organisation, mais sans pouvoir passer de l'agitation à l'action à l'heure historique. Le même danger menace un grand nombre d'autres partis communistes. L'attitude des camarades bulgares envers les paysans et dans la question nationale provient de ce que le parti communiste n'avait pas le courage d'agir de façon révolutionnaire. Le parti bulgare n'a pas osé agir bien qu'il comprît fort bien la question agraire et fût parfaitement d'accord avec nous sur la question macédonienne.

La défaite est décisive. Il est ridicule de croire que dans un pays agraire où les masses sont pulvérisées, celui qui est au pouvoir ne peut pas se maintenir pendant quelques temps malgré la faiblesse de sa base sociale. Le moment du coup d'État était le moment de l'action car nous étions l'unique force centralisée dans tout le pays (...). Il est du devoir des partis communistes, lorsque la lutte éclate entre les grands capitalistes qui représentent, par leur passé, les intérêts du capital, et les éléments petits-bourgeois paysans, de ne pas rester un spectateur passif. Si le parti communiste ne peut pas prendre lui-même le pouvoir, il doit s'efforcer de constituer une coalition avec les classes moyennes. S'abstenir, en ouvrant ici le troisième volume du *Capital* pour constater que la paysannerie est elle aussi un élément bourgeois, ce n'est pas une attitude marxiste, c'est abandonner son devoir de révolutionnaire. ■

Le tournant obscur

Extrait du livre éponyme de Victor Serge écrit en 1939 et publié en français en 1951.

« La Bulgarie demeurait grosse d'une révolution plusieurs fois avortée. J'avais entendu, à la tribune de l'Internationale, les Bulgares Kolarov et Kabakychiev parler avec fierté de leur parti, le seul parti socialiste d'Europe demeuré fidèle, comme les bolcheviks de Russie, à l'intransigeance doctrinale. Ils s'appelaient eux-mêmes les « Rigoureux », Tiesniaki, par opposition aux opportunistes, « larges et mous », comme partout. Ils affirmaient qu'ils prendraient le pouvoir quand on le voudrait ; qu'ils l'auraient déjà pris si l'Exécutif de Moscou n'avait redouté les complications internationales ; il fallait, en attendant l'heure, laisser le parti paysan de Stamboliski s'user et perdre son crédit sur les masses rurales qui se tourneraient ensuite vers nous... En juin 1923, le professeur Tsankov, appuyé par une ligue militaire, avait fait son coup de force, montrant une fois de plus qu'on ne diffère pas impunément une action de masse devenue nécessaire, ou que ce sont les classes menacées qui, se ressaisissant, prennent l'offensive et imposent leur dictature de contre-révolution préventive. Le gros Stamboliski, géant à la tête crépue, surpris dans sa maison de campagne, fut chevauché comme une bête par des brutes qui le tuèrent avec la cruauté d'une imagination primitive. Le puissant parti communiste de Kolarov, Kabakychiev, Dimitrov, observant une neutralité justi-

fiée par l'intransigeance doctrinale la plus bornée – un parti ouvrier n'ayant pas à soutenir la petite bourgeoisie paysanne contre la grande bourgeoisie des villes... – avait laissé décimer le parti paysan, persécuté lui-même ; le lendemain, ses leaders reconnaissaient à Moscou leur erreur et promettaient de la réparer... Trop tard. En septembre, les communistes bulgares prenaient enfin les armes, mal soutenus par le parti paysan affaibli, aigri et désespéré. On se battit huit jours à l'égaillée ; et la rumeur des fusillades qui mirent fin à cette aventure se perdit dans le grand bruit d'avalanche de la révolution allemande... Au début d'avril 1925, le tsar Boris échappa de justesse à un attentat ; le 15, le général Kosta Georgieff tomba dans la rue sous les balles d'un terroriste. Le 17, tout le gouvernement se trouvait réuni à ses obsèques, dans la cathédrale des Sept-Saints, quand une machine infernale provoqua l'écroulement de l'une des coupes. On ramassa plus de cent vingt morts dans les décombres : trois députés, treize généraux, huit colonels, huit hauts fonctionnaires... Hasard singulier, le gouvernement et la dynastie étaient indemnes. L'attentat, préparé par des officiers de la section militaire du PC, agissant peut-être pour leur propre compte (car des dissensions ravageaient le parti) ou sur des directives ignorées de la plupart des dirigeants du parti eux-mêmes, surprit les

communistes, tout de suite assaillis par la police et la troupe, mitraillés, assassinés, suppliciés, brûlés vifs...

Kassobov, populaire à Varna, périt ainsi. Chabline, que j'avais connu en Russie, fut paraît-il, brûlé dans un four. Les deux auteurs de l'attentat, Yankov et Minkov, se firent tuer en résistant selon les consignes de l'organisation militaire. Plusieurs milliers de communistes, de membres du parti paysan, de Macédoniens furent arrêtés ; on ne sait pas le nombre de massacrés. La terreur blanche se prolongea des mois.

Nous fîmes, pour la combattre, des campagnes de presse... *Boris, tueur des Bulgares... Bulgarie gouvernée au couteau...* Cela ne servait pas à grand-chose. En mai, comparurent devant la cour martiale le sacristain de la cathédrale, Zadgorsky, un lieutenant-colonel en retraite, Koév, qui avait hébergé l'un des terroristes, et l'avocat Marco Friedmann, ancien officier, militant communiste en vue, qui défendit pied à pied avec intrépidité le

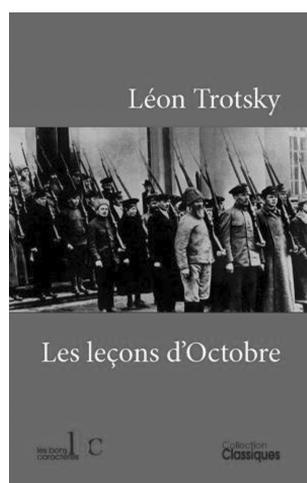
Parti, les idées, l'action du Parti. Il n'appartenait pas à l'organisation militaire, qu'il connaissait ; il reconnut avoir travaillé à la préparation d'un mouvement insurrectionnel, mais nia toute participation à l'attentat... « *Si j'avais su*, dit-il courageusement, *je ne sais vraiment pas ce que j'aurais fait.* », laissant entendre qu'il aurait agi de son côté. « *C'était un petit homme noir et basané, parlant bien, extrêmement intelligent* » (journaux). Zadgorsky, Koév et Friedmann furent pendus dans la plaine voisine de Sofia sous les yeux d'une foule innombrable (1). ■

(1) Un communiste français, Eugène Léger, mêlé à cette affaire, jugé et condamné avec Friedmann, libéré par la suite dans des conditions que j'ignore, se réfugia à Moscou, où il disparut. Des opposants le rencontrèrent beaucoup plus tard dans les prisons de Staline. J'appris, en 1936, qu'il avait séjourné à l'isolateur spécial de Yaroslav, où les prisonniers sont à peu près complètement isolés les uns des autres, et qu'il avait été transféré ailleurs à la suite d'une crise de folie.

Les Leçons d'Octobre

(extrait)

de Léon Trotsky (1924)



Les leçons d'octobre
de L. Trotsky - Editions
Les Bons Caractères.
(D.R.)

Nous avons subi, l'année dernière, deux rudes défaites en Bulgarie : tout d'abord le parti, du fait de sa façon doctrinaire et fataliste de considérer la situation, a laissé échapper l'occasion, exceptionnellement favorable, d'une action révolutionnaire (le soulèvement des paysans après le coup d'État de Tsankov en juin) ; ensuite, s'efforçant de réparer sa faute, le parti s'est jeté dans l'insurrection de septembre sans en avoir préparé les conditions tant politiques qu'organisationnelles. La révolution bulgare devait être une introduction à la révolution allemande. Malheureusement, cette déplorable introduction bulgare a connu un développement encore pire en Allemagne même. Durant le second semestre de l'an passé, nous y avons assisté à une démonstration classique de la façon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire d'une importance historique mondiale, alors qu'elle se présentait d'une façon des plus favorables. Encore une fois, à ce jour, ni l'expérience bulgare ni même l'expérience allemande de l'an dernier n'ont fait l'objet d'un examen suffisamment complet et concret. L'auteur de ces lignes a tracé les grands traits du développement des événements allemands de l'an passé (dans l'opuscule *L'Orient et l'Occident*, voir les chapitres *À un tournant* et *L'étape que nous traversons*). Tout ce qui a eu lieu depuis a confirmé ce schéma en tous points.

Le front unique

Ce texte de Trotsky est paru dans la *Pravda* du 18 décembre 1921. Il a été reproduit dans *Les Paroles qui ébranlèrent le monde* (Jean-Jacques Marie, Éditions du Seuil, pages 250 à 255). Dans cette édition des Paroles, Il avait été attribué par erreur à Zinoviev.

1. Le but du Parti communiste est de diriger la révolution prolétarienne. Afin d'amener le prolétariat à la conquête directe du pouvoir et de le conquérir, le Parti communiste doit s'appuyer sur la majorité écrasante de la classe ouvrière. Tant qu'il n'a pas cette majorité il doit lutter pour l'obtenir.

Le Parti communiste ne peut devenir majoritaire dans la classe ouvrière que s'il constitue une organisation tout à fait indépendante dotée d'un programme clair et d'une discipline intérieure très sévère. C'est pourquoi il a dû se séparer dans le domaine idéologique comme dans celui de l'organisation des réformistes et des centristes qui n'aspirent pas à la révolution prolétarienne, qui ne savent ni ne veulent y préparer les masses et s'opposent à ce travail par toute leur conduite. Ceux des membres du Parti communiste qui déplorent la scission au nom de l'unité des forces et de l'unité du front ouvrier montrent par là même qu'ils ne comprennent pas l'ABC du communisme et qu'ils n'appartiennent au Parti communiste que par suite de circonstances fortuites.

2. Une fois garantie son indépendance complète par l'unité idéologique de ses membres, le Parti communiste lutte pour

étendre son influence sur la majorité de la classe ouvrière. Cette lutte peut être plus ou moins lente ou rapide suivant les circonstances et la conformité plus ou moins grande de la tactique au but. Mais il est tout à fait évident que la lutte de classe du prolétariat ne cesse pas dans cette période préparatoire à la révolution.

Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'État surgissent et se développent sans cesse sous l'initiative de l'un ou de l'autre camp. Dans ces conflits, pour autant qu'ils concernent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière, de sa majorité ou d'une partie quelconque de la classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité d'action, de l'unité dans la défensive contre l'offensive du capitalisme comme dans l'offensive contre lui. Le parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière à l'unité d'action sera irrévocablement condamné dans la conscience ouvrière.

Le problème du front unique n'est donc pas, dans son origine comme dans son essence, le problème des relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux des deux partis, entre l'*Humanité* et le

LE FRONT UNIQUE

Populaire. Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital, malgré la division, fatale à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière.

Ceux qui ne comprennent pas cela considèrent le parti comme une association de propagande et non pas comme une organisation d'action de masse.

3. Lorsque le Parti communiste ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard de la lutte de classe n'a pas une importance décisive. Les actions de masse seront dans ce cas dirigées par les grandes organisations qui, grâce à leurs traditions encore puissantes, continuent à jouer un rôle décisif. D'autre part, le problème du front unique ne se pose pas dans les pays comme, par exemple, la Bulgarie, où le Parti communiste apparaît comme l'unique organisation dirigeante des masses laborieuses. Mais là où le Parti communiste constitue une grande force politique sans pouvoir jouer encore un rôle décisif, là où il contrôle le quart ou le tiers de l'avant-garde prolétarienne, le problème du front unique se pose dans toute son acuité.

S'il contrôle le tiers ou la moitié de l'avant-garde prolétarienne, c'est que l'autre moitié ou les deux autres tiers font partie des organisations réformistes ou centristes. Mais il est tout à fait évident que les ouvriers qui soutiennent encore les réformistes et les centristes sont tout aussi intéressés que les communistes à l'amélioration des conditions d'existence matérielle et au développement des possibilités de lutte. Nous devons donc appliquer notre tactique de telle manière que le Parti communiste, qui incarne l'avenir de la classe ouvrière tout entière, n'apparaisse pas aujourd'hui – et surtout ne soit pas en fait – un obstacle à la lutte quotidienne du prolétariat.

Le Parti communiste doit faire plus que cela : il doit prendre l'initiative d'assurer l'unité de cette lutte quotidienne. C'est

uniquement ainsi qu'il se rapprochera des deux autres tiers, qui ne marchent pas encore avec lui et n'ont pas encore confiance en lui parce qu'ils ne le comprennent pas. C'est cette tactique seule qui lui permettra de conquérir les masses.

4. Si le Parti communiste n'avait pas rompu de façon radicale et décisive avec les social-démocrates, il ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne. Il n'aurait pas pu effectuer le premier pas sérieux dans la voie de la révolution. Il serait resté à jamais une soupape de sûreté parlementaire de l'État bourgeois. Ne pas le comprendre, c'est ignorer la première lettre de l'alphabet du communisme.

Si le Parti communiste ne cherchait pas à trouver les voies d'organisation susceptibles de rendre possibles, à chaque moment donné, des actions communes concertées entre les masses ouvrières communistes et non-communistes (social-démocrates y compris), il prouverait par là même son incapacité à conquérir la majorité de la classe ouvrière par des actions de masse. Il dégènerait en une société de propagande communiste et ne se développerait jamais en parti de conquête du pouvoir.

Ce n'est pas assez d'avoir un glaive, il faut l'aiguiser ; ce n'est pas assez de l'aiguiser, il faut savoir s'en servir. Ce n'est pas assez de séparer les communistes des réformistes et de les lier par la discipline de l'organisation ; il est nécessaire que l'organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans toutes les circonstances de sa lutte vitale. Telle est la seconde lettre de l'alphabet communiste.

5. Le front unique s'étend-il seulement aux masses ouvrières, ou englobe-t-il aussi les dirigeants opportunistes ?

Cette question résulte d'un pur malentendu. Si nous avons pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre courants, en négligeant les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait, certes, la meilleure des choses. Mais dans ce cas le problème

du front unique ne se poserait même pas sous sa forme actuelle.

Le problème du front unique se pose par le fait même que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en délivrer et les amener à nous.

Il est possible qu'au lendemain des actions de masse qui sont à l'ordre du jour un grand changement survienne sur ce point. C'est précisément ce que nous voulons. Mais nous n'en sommes pas encore là. Les travailleurs organisés sont encore divisés en trois groupes. L'un de ces groupes, celui des communistes, vise à la révolution sociale et, justement pour cette raison, soutient tout mouvement, même partiel des travailleurs contre les exploiters et contre l'État bourgeois.

Le second groupe, celui des réformistes, vise à la paix avec la bourgeoisie. Mais, pour ne pas perdre son influence sur les ouvriers, il est forcé, contre la volonté profonde de ses chefs, de soutenir les mouvements partiels des exploités contre les exploiters.

Enfin le troisième groupe, celui des centristes, oscille entre les deux autres, car il n'a pas de valeur propre. Ainsi les circonstances rendent tout à fait possibles, dans toute une série de questions vitales, les actions communes des ouvriers unis dans ces trois sortes d'organisations ainsi que des masses inorganisées qui les soutiennent.

Non seulement les communistes ne doivent pas s'opposer à ces actions communes, mais au contraire ils doivent en prendre l'initiative, justement parce que plus les masses attirées dans le mouvement sont grandes, plus haute et plus sûre d'elle-même devient la conscience de leur propre force et plus les masses deviennent capables d'aller de l'avant, si modestes qu'aient été les mots d'ordre initiaux de la lutte. Cela veut dire aussi que l'extension du mouvement des masses en accroît le caractère révolutionnaire et crée des conditions plus favorables aux mots d'ordre, aux méthodes de lutte et, en général, à

la direction du Parti communiste.

Les réformistes ont peur de l'élan potentiel révolutionnaire du mouvement des masses ; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les organismes d'arbitrage, les antichambres des ministres, telles sont leurs arènes favorites.

Nous avons, au contraire, intérêt, en dehors de toute autre considération, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les placer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique, ce ne peut être qu'à notre avantage.

Le communiste qui en doute ou qui en a peur ressemble à un nageur qui approuverait des thèses sur le meilleur moyen de nager mais se refuserait à se jeter à l'eau.

6. Le front unique suppose donc de notre part la décision de concerter pratiquement nos actions, dans certaines limites et sur des problèmes déterminés, avec les organisations réformistes, pour autant que celles-ci représentent encore aujourd'hui la volonté de fractions importantes du prolétariat en lutte (...).

7. La politique du front unique ne contient aucune garantie que l'unité se réalisera dans toutes les actions. Au contraire, dans nombre de cas et peut-être dans la plupart des cas, l'accord entre les organisations ne se réalisera qu'à moitié ou ne s'accomplira pas du tout. Mais il est nécessaire que les masses en lutte puissent toujours se convaincre que l'unité d'action a échoué, non pas à cause de notre intransigeance formelle, mais par faute d'une véritable volonté de lutte chez les réformistes.

En concluant des accords avec d'autres organisations, nous nous imposons sans doute une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions des masses, nous nous réservons le droit de soutenir l'action engagée jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, comme une organisation indépendante.

Il se peut que cela réveille des luttes acharnées entre nous et les réformistes. Mais ce ne sera pas une simple répétition des

LE FRONT UNIQUE

mêmes idées dans un cercle fermé, cela signifiera – si notre tactique est bonne – un élargissement de notre influence dans de nouveaux milieux prolétariens.

8. Voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes ne peut être l'opinion que d'un journaliste qui croit se détacher du réformisme quand il le critique sans sortir de sa salle de rédaction et qui a peur de l'affronter devant les masses ouvrières, peur de donner à celles-ci la possibilité de comparer le communiste et le réformiste dans les conditions égales de l'action des masses. De fait, sous cette crainte, que l'on prétend révolutionnaire, du « rapprochement » se dissimule au fond une passivité politique qui tend à conserver un état de choses dans lequel les communistes comme les réformistes ont chacun leur cercle d'influence, leurs auditoires, leur presse et dans lequel cela suffit

à donner aux uns et aux autres l'illusion d'une lutte politique sérieuse.

9. Nous avons rompu avec les réformistes et les centristes pour avoir la liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Tout accord qui limiterait notre liberté de critique et d'agitation serait donc inacceptable pour nous. Nous participons au front unique, mais ne pouvons en aucun cas nous y dissoudre. Nous y opérons comme une division indépendante.

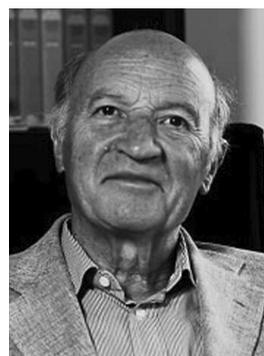
C'est justement dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés. Nous rapprochons ainsi l'heure du front unique révolutionnaire, sous la direction indiscutée des communistes. ■



DÉFENSE DU MARXISME

Staline et un spécialiste de Hegel

En 2011 une collaboratrice des éditions Delga a fait circuler le petit dossier ci-dessous formé de ma critique du livre de Domenico Losurdo, philosophe italien spécialiste de Hegel, intitulé *Staline, histoire et critique d'une légende noire*, et la réponse de Losurdo, rédigée en 2011. À l'époque je n'ai pas jugé utile de répondre à cette réponse. Au printemps de cette année, on m'a demandé de le faire pour traduire en anglais et diffuser en Inde les deux premiers textes et ma réponse. Losurdo est mort en 2017. Des esprits pervers et malintentionnés affirmeront peut-être que, craignant les foudres de l'hégélien, j'ai prudemment attendu sa mort pour répliquer. Il n'en est rien, mais chacun croira ce qu'il voudra.



Domenico
Losurdo.(D.R.)

À propos du *Staline* de Losurdo : le débat entre Jean-Jacques Marie et Domenico Losurdo

« *Socialisme du Goulag !* », écrit Jean-Jacques Marie.
« *Pensée primitive* », répond Losurdo.

Nous publions une critique de Jean-Jacques Marie (collaborateur à *La Quinzaine littéraire* et fondateur des Cahiers du mouvement ouvrier (CMO)) du livre *Staline, histoire et critique d'une légende noire*, et la réponse de Domenico Losurdo, auteur du livre. Une version courte du texte de Jean-Jacques Marie a été publiée dans le n°1034 de *La Quinzaine littéraire*, parue le 15 mars 2011.



Jean-Jacques Marie.
(D.R.)

Le texte de Jean-Jacques Marie : « **Le socialisme du Goulag !** »

À cœur vaillant rien d'impossible, si l'on en croit les scouts. Domenico Losurdo dément cette mâle devise. Cœur vaillant, il l'est sans aucun doute pour tenter de réhabiliter Staline. Mais l'inanité d'une telle entreprise, dont l'ambition est sans doute démesurée, saute vite aux yeux.

Vade retro, Khrouchtchev !

Il vitupère le rapport prononcé par Khrouchtchev contre certains crimes de Staline lors d'une ultime séance à huis clos du

XX^e Congrès du PCUS en février 1956. Il en déforme d'abord la portée. À l'en croire, ce rapport serait un « *réquisitoire qui se propose de liquider Staline sous tous ses aspects* ». Or Khrouchtchev affirme d'emblée : « *Le but du présent rapport n'est pas de procéder à une critique approfondie de la vie de Staline et de ses activités. Sur les mérites de Staline, suffisamment de livres, d'opuscules et d'études ont été écrits durant sa vie. Le*

Rapport sur le culte de la personnalité et ses conséquences, présenté au XX^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique, dit

le rapport KHROUCHTCHEV

Première traduction intégrale
réalisée et présentée par
JEAN-JACQUES MARIE



Seuil

Le rapport Khrouchtchev
de Jean-Jacques Marie
paru en 2015. (D.R.)

rôle de Staline dans la préparation et l'exécution de la guerre civile, ainsi que dans la lutte pour l'édification du socialisme dans notre pays est universellement connu. Chacun connaît cela parfaitement. » Et pour qui n'aurait pas compris il ajoute : « *Le Parti a mené un dur combat contre les trotskistes, les droitiers et les nationalistes bourgeois (...). Là, Staline a joué un rôle positif.* » Khrouchtchev n'a donc rien à dire sur les procès de Moscou, dont Domenico Losurdo reprend nombre d'inventions présentées par lui comme autant de vérités. Merci donc à Staline pour la liquidation des opposants de toutes nuances ! Khrouchtchev précise en effet : « *Staline avait toujours tenu compte de l'opinion de la collectivité avant le XVI^e Congrès* », qui se tint en janvier 1934. Jusque-là Staline a donc été un

excellent dirigeant communiste. Staline ne devient mauvais que lorsqu'il commence à liquider ses propres partisans à partir de 1934. Losurdo gomme cette précision pour mettre sur le même plan Khrouchtchev et Trotsky.

Direction collective contre « *culte de la personnalité* »

Je dis Khrouchtchev mais Domenico Losurdo semble ignorer (ou dissimule) que Khrouchtchev n'est en réalité pas l'auteur dudit rapport. Ce dernier a été rédigé par Piotr Pospelov, sur la base des travaux d'une commission du *Praesidium* du comité central dirigée par lui. Ce Pospelov avait été le principal rédacteur de la biographie officielle de Staline publiée au lendemain de la guerre et longtemps rédacteur en chef de la *Pravda*. Un bon et authentique stalinien donc. Khrouchtchev s'est contenté d'ajouter au texte de Pospelov quelques saillies de son cru comme le détail (inventé et grotesque) selon lequel Staline aurait dirigé les opérations militaires de la Seconde Guerre mondiale sur un globe terrestre. Deux ou trois plaisanteries du même acabit ne modifient qu'à la marge la nature et la portée d'un rapport produit collectif d'une commission formée de partisans de Staline.

Ces staliniens ont un seul souci traduit par le reproche de « *culte de la personnalité* » adressé à Staline. Son sens très simple échappe complètement – malgré l'aide de Hegel – à Losurdo. Il signifie que le pouvoir est maintenant entre les mains, non du Guide suprême et Père des peuples, mais du comité central que Staline n'avait convoqué que quatre fois de 1941 à sa mort en 1953. C'est ce que Khrouchtchev avait promis au comité central lors de sa réunion de juin 1953 pour juger Beria. Et c'est ce que les membres du comité central, réduits au silence les treize dernières années de la domination de Staline, veulent entendre : « *Maintenant nous aurons une direction collective (...). Il faut convoquer régulièrement les plenums du comité*

central. » Le rapport lu par Khrouchtchev au nom du *Praesidium* du comité central est l'expression de cette volonté collective.

La déportation des peuples... « une carence de bon sens » !

Les arguments de Losurdo se résument en général à un schéma simple : tous les États, tous les gouvernements font la même chose ! Alors, que reprocher à Staline ? Il cite ainsi le passage où le rapport Khrouchtchev dénonce les déportations de certains peuples en 1943-1944 : « *Non seulement un marxiste-léniniste, mais tout homme de bon sens ne peut comprendre comment il est possible de tenir des nations entières responsables d'activité inamicale, y compris les femmes, les enfants, les vieillards, les communistes et les komsomols (la jeunesse communiste) au point de recourir contre elles à la répression massive et de les condamner à la misère et à la souffrance en raison d'actes hostiles perpétrés par des individus ou des groupes d'individus.* »

Khrouchtchev énumérait seulement cinq peuples déportés sur la douzaine qui subirent ce sort et que Losurdo – qui ne lui reproche nullement ce choix sélectif – se garde bien d'énumérer. Losurdo évoque en quelques mots « *l'horreur de la punition collective* », mais, une fois faite cette concession humanitaire à une tragédie qui vit périr en moyenne un quart des déportés – au premier chef vieillards et enfants – au cours de leur interminable transfert, il ajoute cyniquement : « *Cette pratique caractérise la Seconde guerre de Trente ans* (1) (à commencer par la Russie tsariste qui, bien qu'alliée à l'Occident libéral, connaît au cours du premier conflit mondial "une vague de déportation") de « *dimensions inconnues en Europe (surtout d'origine juive ou germanique)* ». Il évoque ensuite l'expulsion des Hans du Tibet par l'ultra-réactionnaire Dalaï Lama qui flirta un moment avec les nazis, puis l'internement dans des camps de tous les citoyens américains d'origine japonaise par le président américain démocrate

Roosevelt en 1942. Donc, conclut benoîtement notre philosophe italien : « *Si elle n'était pas distribuée de façon égale la carence de "bon sens" était bien répandue chez les leaders politiques du XX^e siècle.* » Et passez muscade !

Donc, dans la patrie triomphante du socialisme (car pour Losurdo, le socialisme s'est épanoui en URSS) et qui a réalisé l'unité des peuples, il est normal que l'on utilise les mêmes procédés que les chefs des pays capitalistes ou un obscurantiste féodal et même que le tsar Nicolas II. Ce dernier, en 1915, en réponse à l'avance allemande, fit effectivement, déplacer vers l'Est un demi-million de juifs, soupçonnés officieusement d'espionnage au profit des Allemands. Mais la référence justificatrice est malencontreuse, car si barbare que fut ce transfert, il fit beaucoup moins de morts que celui des Coréens soviétiques en 1937 (en l'absence de toute guerre), qualifiés collectivement d'espions potentiels au compte du Japon... dont ils avaient fui la terreur que le Japon déchaînait dans leur pays, ou que celui des Tatares de Crimée, des Kalmouks, des Tchétchènes et des Ingouches en 1944. Ajoutons que la déportation de ces deux derniers peuples est l'une des causes de la tragédie que vit leur région depuis près de vingt ans. L'héritage de Staline fait couler le sang encore aujourd'hui.

Losurdo utilise la même argumentation lorsqu'il évoque le Goulag en faisant défiler toutes les horreurs concentrationnaires des pays coloniaux...

Un héritier des procès de Moscou

Losurdo reprend à son compte les falsifications des procès de Moscou, mais sans se référer directement à ces derniers tant la source est polluée. Il affirme ainsi, par exemple : en 1918, « *Lénine, accusé ou soupçonné de trahison semble être la cible d'un projet, si vague fût-il, de coup d'État envisagé par Boukharine* ». Ce projet fabriqué par le procureur Vychinski lors du troisième procès de Moscou de

(1) De la Première Guerre mondiale aux lendemains de la Seconde, note de Jean-Jacques Marie.

mars 1938 est ici présenté d'abord comme hypothétique, avant de devenir une certitude par un coup de baguette magique : « *Pour déjouer la paix de Brest-Litovsk, qu'il avait vécue comme une capitulation devant l'impérialisme allemand et une trahison de l'internationalisme prolétarien, Boukharine cultive un instant l'idée d'une sorte de coup d'État, visant au moins pour quelque temps à écarter du pouvoir celui qui jusque-là était le leader indiscutable des bolcheviks* » (référence : supra 2.2... c'est-à-dire la phrase précédente, l'invention se servant à elle-même de preuve !). Pensant sans doute qu'une fable plusieurs fois répétée accède par là même au statut de vérité, il écrit plus loin : « *Nous avons vu Boukharine à l'occasion du traité de Brest-Litovsk caresser un instant le projet d'une sorte de coup d'État contre Lénine, à qui il reproche de vouloir transformer le "parti en un tas de fumier"*. » En réalité nous n'avons rien vu du tout, sinon les pirouettes de Losurdo.

Pourquoi Losurdo, qui multiplie les références à n'importe qui, y compris à Sir Montefiore, promu du statut de romancier à celui d'historien, ou au romancier Feuchtwanger, que Staline fit venir exalter le deuxième procès de Moscou en échange de la publication de ses œuvres en URSS et du paiement d'honoraires juteux, n'en donne aucune à cette invention de Vychinski ? C'est que la vérité est fort simple : pendant le discours de Lénine au comité exécutif des soviets du 23 février 1918 sur le traité de Brest-Litovsk, le socialiste-révolutionnaire (S-R) de gauche Kamkov – dont le parti était encore alors au gouvernement – s'approche des « communistes de gauche » Piatakov et Boukharine hostiles à la signature, et leur demande ce qui se passera s'ils ont la majorité dans le parti contre la paix de Brest-Litovsk. À son avis, leur dit-il, « *dans ce cas-là, Lénine s'en ira et vous et nous nous devons installer un nouveau Conseil des commissaires du peuple* » que Piatakov pourrait présider. Les deux hommes n'y voient qu'une plaisanterie. Quelques jours plus tard, le S-R de gauche Prochian suggère à Radek qu'au lieu

d'écrire des résolutions interminables, les communistes de gauche feraient mieux d'arrêter Lénine vingt-quatre heures, de déclarer la guerre aux Allemands puis de réélire à l'unanimité Lénine président du gouvernement, car, dit-il, contraint de réagir à l'offensive allemande, « *tout en nous insultant nous et vous, Lénine mènera néanmoins une guerre défensive mieux que n'importe qui* ». Six mois plus tard, Prochian meurt. Radek répète alors sa phrase à Lénine, qui éclate de rire.

Au début de décembre 1923, en pleine campagne de l'Opposition de gauche pour la démocratisation du parti, Boukharine, alors allié de Staline contre elle, transforme pour les stigmatiser ces anecdotes en propositions sérieuses que les « communistes de gauche » de l'époque auraient, affirme-t-il, malgré les dénégations de tous les intéressés, discutées. L'Opposition, conclut-il, fait donc le jeu des ennemis du parti. Zinoviev s'indigne : les communistes de gauche ont alors dissimulé ces propositions ignobles au comité central qui ne l'apprend que six ans plus tard ! Staline va plus loin : certains opposants de 1923 étaient déjà, selon lui, des membres potentiels du prétendu gouvernement anti-léniniste de 1918. Boukharine paiera de sa vie ce trafic politique de la mémoire. Au troisième procès de Moscou, en mars 1938, le procureur Vychinski, utilisant ses déclarations démagogiques de 1923, l'accusera d'avoir négocié avec les S-R de gauche le renversement et l'arrestation de Lénine. Boukharine sera condamné à mort.

Ignorantus, ignoranta, ignorantum...

Domenico Losurdo ne connaît pas l'histoire sur laquelle il brosse des commentaires ornés parfois de références à Hegel qui n'y peut mais. Il qualifie ainsi de « *dirigeant menchevique* » le chef du gouvernement provisoire de 1917 Alexandre Kerenski. Or Kerenski, proche des socialistes-révolutionnaires, ne fut jamais menchevique de sa vie... Évoquant l'assassinat de Serge Kirov le 1^{er} décembre 1934 à Leningrad, il écrit : « *Au départ les enquêtes des autorités se tournent vers les*

Gardes blanches » (p. 102). Les autorités ont eu une étrange façon de se tourner vers eux. Dès le lendemain du meurtre, Staline fait fusiller une centaine de gardes blancs... déjà en prison et que nul n'interroge avant puisqu'ils ne pouvaient de leur cellule organiser le moindre attentat.

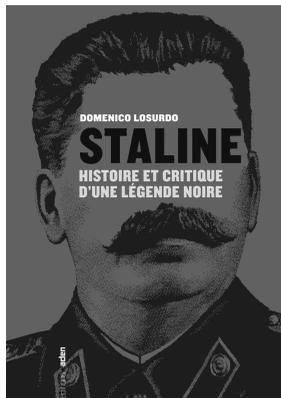
Voulant confirmer la perfidie de Trotsky, il affirme plus loin : « *Lénine voit déjà peser sur la Russie soviétique un péril bonapartiste et exprime ses préoccupations même au sujet de Trotsky* » (p. 127). L'absence de référence, là encore, cache un trucage : en 1924, l'année de la mort de Lénine, Gorki, alors en Italie, publie *Lénine et le paysan russe* où il ne cite que des phrases élogieuses de Lénine sur Trotsky. Six ans plus tard, en URSS, Gorki réédite son livre et y ajoute une phrase prêtée à Lénine ainsi revenu d'outre-tombe six ans après sa mort pour exprimer une crainte bien tardive sur les ambitions bonapartistes imaginaires de Trotsky. Plus stupéfiant encore, il évoque à maintes reprises une prétendue « *conspiration dirigée par Trotsky* » et confirme cette fable reprise (sans qu'il le dise) des procès de Moscou... en citant Curzio Malaparte. Or aucun historien n'a jamais considéré Malaparte comme une source autre que littéraire. Qui ira citer *Kaput* dans une Histoire de la Seconde Guerre mondiale ? Écrivain de talent, il ne considérait l'histoire que comme une servante de la littérature et fabulait à qui mieux mieux.

Ah le bon Goulag !

Il faut bien s'arrêter un moment dans le trop facile démontage des fantaisies de Losurdo. Mais l'on ne saurait passer sous silence ses divagations sur le Goulag. Certes, il souligne à bon droit que le Goulag stalinien n'est pas globalement le camp d'extermination que furent les camps nazis destinés aux juifs. Cela dit, on ne peut lire sans surprise l'affirmation que « *aux tentatives de réaliser dans la "totalité" du pays la "démocratie soviétique", "le démocratisme socialiste" et même "un socialisme sans la dictature du prolétariat"* [comme si le prolétariat opprimé exerçait alors la moindre dictature !] *correspondent les tentatives de rétablir dans le Goulag la "légalité socialiste" ou la "légalité révolutionnaire"* ». Enfin, Losurdo, trouvant dans le Goulag « *une préoccupation pédagogique* », s'extasie : « *Le détenu du Goulag est "un camarade" potentiel obligé de participer dans des conditions particulièrement dures à l'effort productif de tout le pays* ». Particulièrement dures, certes, mais le mot « *camarade* », même très « *potentiel* », n'a pas de prix. Et, Losurdo nous le jure, « *jusqu'en 1937 les gardes appelaient le prisonnier "camarade". Et d'ailleurs la réclusion dans le camp de concentration n'exclut pas la possibilité de promotion sociale.* » Quel ascenseur social ce socialisme du Goulag !

Texte reçu par M-A Patrizio via M. Barbe, le 21 février 2011

La réponse de Domenico Losurdo : La pensée primitive et Staline comme bouc émissaire



Le *Staline* de Domenico Losurdo. (D.R.)

On n'appréciera jamais assez la sagesse du mot attribué à Georges Clemenceau : la guerre est une chose trop sérieuse pour la confier à des généraux ! Même dans son chauvinisme et anticommunisme aigu, le Premier ministre français gardait une conscience assez lucide du fait que les spécialistes (dans ce cas les spécialistes de la

guerre) sont souvent capables de voir les arbres mais pas la forêt, et se laissent déborder par les détails en perdant de vue le tout ; en ce sens, ils connaissent tout sauf l'essentiel. On est immédiatement porté à penser à ce qu'a dit Clemenceau quand on lit le démolissage que Jean-Jacques Marie voudrait réserver à mon livre sur Staline. À ce qu'il semble, l'auteur est l'un des plus grands experts de « *trotskismo-logie* », et il tient à le démontrer en toute circonstance.

1. Staline liquidé par le rapport Khrouchtchev, le rapport Khrouchtchev liquidé par les historiens

Marie commence tout de suite par contester mon affirmation selon laquelle Khrouchtchev « *se propose de liquider Staline sous tous ses aspects* ». C'est pourtant le grand intellectuel trotskiste Isaac Deutscher qui souligne que le rapport secret dépeint Staline comme un « *énorme monstre humain, sombre, capricieux, dégénéré* ». Et, cependant, ce portrait n'est encore pas assez monstrueux aux yeux de Marie ! Mon livre poursuit ainsi : dans le réquisitoire prononcé par Khrouchtchev, « *celui qui était responsable de crimes horribles était un individu méprisable sur le plan moral comme sur le plan intellectuel. Le dictateur était non seulement impitoyable mais aussi risi-*

ble ». Pensons seulement à un détail sur lequel s'arrête Khrouchtchev : « *Il y a lieu de noter que Staline dressait ses plans en utilisant un globe terrestre. Oui, camarades, c'est à l'aide d'un globe terrestre qu'il établissait la ligne du front* » (pp. 27-29 de l'édition française). Il est clair que le portrait ici tracé de Staline est caricatural : comment l'URSS a-t-elle fait pour vaincre Hitler en étant dirigée par un leader à la fois criminel et imbécile ? Et comment ce leader à la fois criminel et imbécile a-t-il réussi à diriger depuis un « *globe terrestre* » une bataille épique comme celle de Stalingrad, combattue quartier par quartier, rue par rue, étage par étage, porte par porte ? Au lieu de répondre à ces objections, Marie se préoccupe de démontrer qu'en tant que plus grand expert de « *trotskismo-logie* », il connaît de mémoire le rapport Khrouchtchev et se met à le citer en long et en large, sur des aspects qui n'ont rien à voir avec le problème en question !

Je démontre que cette liquidation totale de Staline (sur le pan intellectuel en plus de moral) ne résiste pas à l'enquête historique, en réclamant l'attention sur deux points : d'éminents historiens (dont aucun ne peut être suspecté d'être pro-stalinien) parlent de Staline comme le « *plus grand leader militaire du vingtième siècle* ». Et vont plus loin encore : ils lui attribuent un « *talent politique exceptionnel* » et le considèrent comme un homme politique « *extrêmement doué* » qui sauve la nation russe de la décimation et de la mise en esclavage auxquelles la destine le Troisième Reich ; et ceci grâce non seulement à son accorte stratégie militaire mais aussi à des discours de guerre « *magistraux* », parfois véritables « *morceaux de bravoure* » qui arrivent dans des moments tragiques à stimuler la résistance nationale. Ce n'est pas tout : des historiens fervents anti-staliniens reconnaissent la « *perspicacité* » avec laquelle il traite de la question nationale dans son écrit de 1913 et l'« *effet po-*

sitif » de sa « contribution » sur la linguistique (p. 409).

En second lieu je fais noter que Deutscher dès 1966 exprimait de forts doutes sur la crédibilité du rapport secret : « *Je n'arrive pas à accepter sans réserves les présumées "révélations" de Khrouchtchev, en particulier son affirmation que pendant la Seconde Guerre mondiale [et dans la victoire sur le Troisième Reich] Staline n'eut qu'un rôle pratiquement insignifiant* » (p. 407). Aujourd'hui, à la lumière du nouveau matériel à notre disposition, les chercheurs qui accusent Khrouchtchev d'avoir eu recours au mensonge sont loin d'être rares. Donc : si Khrouchtchev procède à la liquidation totale de Staline, l'historiographie plus récente liquide la crédibilité dudit rapport secret.

Comment Marie répond-il à tout cela ? Il synthétise non seulement mon point de vue mais celui des auteurs que je cite (y compris le trotskiste Isaac Deutscher) avec la formule : « *Vade retro Khrouchtchev !* » C'est-à-dire que le grand expert de « *trotskismo-logie* » croit exorciser les difficultés insurmontables dans lesquelles il se débat en prononçant deux mots de latin (ecclésiastique) !

Voyons un second exemple. Au début du deuxième chapitre (« *Les Bolcheviques du conflit idéologique à la guerre civile* »), j'analyse le conflit qui se développe à l'occasion de la paix de Brest-Litovsk. Boukharine dénonce la « *dégénérescence paysanne de notre parti et du pouvoir soviétique* » ; d'autres bolcheviques démissionnent du parti ; d'autres encore déclarent désormais dépourvu de valeur le pouvoir soviétique lui-même. Sur le versant opposé, Lénine exprime son indignation pour ces propos « *étranges* » et « *monstrueux* ». Dès les premiers mois de son existence, la Russie soviétique voit se développer un conflit idéologique qui est d'une extrême âpreté et sur le point de se transformer en guerre civile. Et se transformera d'autant plus facilement en guerre civile – dis-je dans mon livre – quand, avec la mort de Lénine, « *vient à manquer une autorité indiscutée* ». Et même – j'ajoute – selon un illustre histo-

rien bourgeois (Conquest), à cette occasion déjà Boukharine avait caressé l'idée d'un coup d'État (p. 71). Comment Marie répond-il à tout cela ? À nouveau, il exhibe toute son érudition de grand et peut-être le plus grand expert de « *trotskismo-logie* », mais ne fait aucun effort pour répondre aux questions qui s'imposent : si le conflit mortel qui lacère ensuite le groupe dirigeant bolchevique n'est la faute que de Staline (la pensée primitive ne peut se passer du bouc émissaire), comment expliquer le dur échange d'accusations qui voit Lénine condamner comme « *monstrueuses* » les phrases prononcées par ceux qui fustigent la « *dégénérescence* » du parti communiste et du pouvoir soviétique ? Et comment expliquer le fait que Robert Conquest, qui a dédié toute son existence à démontrer l'infamie de Staline et des procès de Moscou, parle d'un projet de coup d'État contre Lénine cultivé et caressé par Boukharine ? Ne sachant que répondre, Marie m'accuse de manipulation et écrit même que, dans ma référence à l'idée de coup d'État de Boukharine, je ne renvoie qu'à moi-même. Je n'ai pas de temps à perdre avec les insultes. Je me limiterai à faire remarquer que p. 71, à la note 137, je renvoie à un historien (Conquest) qui n'est inférieur à Marie ni par l'érudition ni par le zèle anti-stalinien.

2. Comment les trotskistes à la Marie insultent-ils Trotski ?

Avec la mort de Lénine et la consolidation du pouvoir de Staline, le conflit idéologique se transforme de plus en plus en guerre civile : la dialectique de Saturne, qui se manifeste d'une façon ou d'une autre dans toutes les grandes révolutions, n'épargne malheureusement pas non plus les bolcheviques. Je développe cette thèse dans la seconde partie du second chapitre, en citant une série de personnalités assez différentes entre elles (qui révèlent l'existence d'un appareil clandestin et militaire mis sur pied par l'opposition), et en citant surtout Trotski. Oui, c'est Trotski en personne qui déclare que la lutte contre « *l'oligarchie bureaucratique* » stali-

STALINE ET UN SPÉCIALISTE DE HEGEL

nienne « *ne comporte pas de solution pacifique* ». Et c'est lui encore qui proclame que « *le pays se dirige manifestement vers une révolution* », vers une guerre civile et que « *dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel* », mais est partie intégrante de la « *lutte à mort* » entre les factions opposées (p. 104). Comme on le voit, dans ce cas au moins, c'est Trotski lui-même qui met en crise la mythologie du bouc émissaire.

On comprend l'embarras tout particulier de Marie. Et alors ? Nous connaissons déjà l'étalage d'érudition comme écran de fumée. Allons à la substance. Parmi les nombreuses et plus diverses personnalités que je cite Marie en choisit deux : il considère l'une (Malaparte) comme incompétente, l'autre (Feuchtwanger), il la stigmatise comme agent soudoyé au service du criminel et imbécile qui siège au Kremlin. Et ainsi les jeux sont faits : la guerre civile a disparu et de nouveau le primitivisme du bouc émissaire peut célébrer son triomphe. Mais, refuser de prendre en considération les arguments adoptés par un grand intellectuel tel que Feuchtwanger, pour se borner à le qualifier d'agent soudoyé au service de l'ennemi : n'est-ce pas le mode de procéder généralement considéré comme « stalinien » ? Et surtout : que devons-nous penser du témoignage de Trotski, qui parle de « *guerre civile* » et de « *lutte à mort* » ? N'est-ce pas un paradoxe que le grand spécialiste et éminent desservant de la « *trotskismo-logie* » ne contraigne au silence la divinité qu'il vénère ? Oui, mais ce n'est pas le seul paradoxe ni même le plus criant. Voyons : Trotski non seulement compare Staline à Nicolas II (p. 104), mais va plus loin : au Kremlin siège « *un provocateur au service d'Hitler* » voire « *le majordome de Hitler* » (pp. 126 et 401). Et Trotski, qui se vantait d'avoir de nombreux disciples en Union soviétique et qui même, selon Broué (biographe et hagiographe de Trotski), était arrivé à infiltrer ses « *fidèles* » à l'intérieur de la GPU, Trotski n'aurait rien fait pour renverser le pouvoir

contre-révolutionnaire du nouveau tsar, ou domestique du Troisième Reich ? Marie finit par peindre Trotski comme un simple phraseur qui se limite à des tirades de comptoir ou même comme un révolutionnaire dépourvu de cohérence voire peureux et vil. Le paradoxe le plus criant est que je sois de fait contraint de défendre Trotski contre certains de ses apologistes ! Je dis « *certaines de ses apologistes* » car tous ne sont pas aussi démunis que Marie. À propos de l'« *impitoyable guerre civile* » qui se développe entre les bolcheviques, j'observe dans mon livre : « *Nous sommes en présence d'une catégorie qui constitue le fil conducteur de la recherche d'un historien russe (Rogowin) d'obédience trotskiste sûre et avérée, auteur d'une œuvre monumentale en plusieurs volumes, dédiée justement à la reconstruction minutieuse de cette guerre civile. On y parle, à propos de la Russie soviétique, de "guerre civile" déchaînée par Staline contre ceux qui s'organisent pour le renverser. Même hors de Russie, cette guerre civile se manifeste et par moments se diffuse dans le cadre du front qui combat contre Franco ; et, de fait, faisant référence à l'Espagne de 1936-39, on parle non pas d'une mais de "deux guerres civiles". Avec une grande honnêteté intellectuelle et mettant à profit un matériel documentaire nouveau et riche, disponible grâce à l'ouverture des archives russes, l'auteur cité ici arrive à la conclusion : "Les procès de Moscou ne furent pas un crime immotivé et de sang froid mais bien la réaction de Staline au cours d'une lutte politique aigue."* »

Dans une polémique avec Alexandre Soljenitsine, qui dépeint les victimes des purges comme un ensemble de « *lapins* », l'historien trotskiste russe rapporte un tract qui appelait, dans les années trente, à balayer hors du Kremlin « *le dictateur fasciste et sa clique* ». Et commente ensuite : « *Même du point de vue de la législation russe en vigueur aujourd'hui, ce tract doit être jugé comme un appel au renversement violent du pouvoir (plus exactement de la couche supérieure dominante).* » En conclusion, bien loin d'être l'expression

d'« *un accès de violence irrationnelle et insensée* », la terreur sanguinaire déclenchée par Staline est en réalité l'unique façon par laquelle celui-ci arrive à plier « *la résistance des vraies forces communistes* » (pp. 117-118).

Ainsi s'exprime l'historien trotskiste russe. Sauf que Marie, pour ne pas renoncer à son primitivisme et à la recherche du bouc émissaire (Staline) sur lequel faire converger tous les péchés de la Terreur et de l'Union soviétique dans son ensemble, préfère suivre le sillon tracé par Soljenitsine et représenter Trotski comme un « *lapin* ».

3. Trahison ou contradiction objective ? La leçon de Hegel

Dans le cadre que j'ai tracé, les mérites de Staline restent acquis : il a compris une série de points essentiels : la nouvelle phase historique qui s'ouvrait avec l'échec de la révolution en Occident ; le danger de colonisation esclavagiste qui menaçait la Russie soviétique ; l'urgence de la récupération du retard par rapport à l'Occident ; la nécessité de l'acquisition de la science et de la technologie les plus avancées, et la conscience que la lutte pour y parvenir peut être dans certaines circonstances un aspect essentiel voire décisif de la lutte de classe ; la nécessité de relier patriotisme et internationalisme et la compréhension du fait qu'une lutte de résistance et de libération nationale victorieuse (comme l'a été la Grande guerre patriotique) constitue en même temps une contribution de premier plan à la cause internationaliste de la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. Stalingrad a fondé les prémisses de la crise du système colonial à l'échelle planétaire. Le monde d'aujourd'hui est caractérisé par les difficultés croissantes du système néo-colonialiste, par l'émergence de pays comme la Chine et l'Inde et plus généralement des civilisations à l'époque assujetties ou anéanties par l'Occident, par la crise de la doctrine Monroe et par l'effort de certains pays sud-américains de relier lutte contre l'impérialisme et construction d'une société post-capitaliste. Eh bien, ce monde est im-

pensable sans Stalingrad.

Et cependant, ayant dit ceci, il est possible de comprendre la tragédie de Trotski. Après avoir reconnu le grand rôle qu'il a joué au cours de la révolution d'octobre, mon livre décrit ainsi le conflit qui va se profiler avec la mort de Lénine : « *Dans la mesure où un pouvoir charismatique était encore possible, celui-ci tendait à prendre corps dans la figure de Trotski, le génial organisateur de l'Armée rouge et le brillant orateur et prosateur qui prétendait incarner les espoirs de triomphe de la révolution mondiale, et qui en faisait découler la légitimité de son aspiration à gouverner le parti et l'État. Staline était par contre l'incarnation du pouvoir légal-traditionnel, qui cherchait laborieusement à prendre forme : au contraire de Trotski arrivé tard au bolchevisme, il représentait la continuité historique dans le parti protagoniste de la révolution et, donc, détenteur de la nouvelle légalité ; de plus, en affirmant la faisabilité du socialisme même dans un seul (grand) pays, Staline conférait une nouvelle dignité et identité à la nation russe, qui dépassait ainsi la crise épouvantable, qui n'était pas seulement matérielle, subie à partir de la défaite et du chaos de la Première Guerre mondiale : et la nation retrouvait sa continuité historique. Mais à cause de cela justement, les adversaires criaient à la "trahison", tandis que, aux yeux de Staline et de ses disciples, apparaissaient comme traîtres ceux qui, avec leur aventurisme, en facilitant l'intervention des puissances étrangères, mettaient en danger, en dernière analyse, la survie de la nation russe, qui était en même temps le département d'avant-garde de la cause révolutionnaire. L'affrontement entre Staline et Trotski est le conflit non seulement entre deux programmes politiques mais aussi entre deux principes de légitimité* » (p. 150).

À un certain moment, face à la radicale nouveauté du cadre national et international, Trotski se convainc (à tort) qu'il y a eu une contre-révolution à Moscou et agit en conséquence. Dans le cadre tracé par Marie, par contre, Trotski et ses disciples,

bien qu'ils aient réussi à s'infiltrer dans la GPU et dans d'autres secteurs vitaux de l'appareil d'État, se laissent abattre et massacrer, sans combattre, par le contre-révolutionnaire criminel et idiot qui est au Kremlin. Pas de doute, c'est cette lecture qui ridiculise en particulier Trotski, en rapetissant et en rendant mesquins et méconnaissables tous les protagonistes de la grande tragédie historique qui s'est développée sur l'onde de la révolution russe (comme de toute grande révolution).

Pour comprendre de façon adéquate cette tragédie, il faut s'appuyer sur la catégorie de contradiction objective chère à Hegel (et à Marx). Malheureusement par contre – comme je l'observe dans mon livre – autant Staline que Trotski partagent la même pauvreté philosophique, et n'arrivent pas à aller au-delà de l'échange réciproque de l'accusation de trahison : « *De part et d'autre, plutôt que de s'engager dans l'analyse laborieuse des contradictions objectives et des options opposées, et des conflits politiques qui se développaient sur cette base, on préfère invoquer la catégorie de trahison, et, dans sa configuration extrême, le traître devient l'agent conscient et mercenaire de l'ennemi. Trotski n'a de cesse de dénoncer "le complot de la bureaucratie stalinienne contre la classe ouvrière", et le complot est d'autant plus méprisable que la "bureaucratie stalinienne" n'est rien d'autre qu'un "appareil de transmission de l'impérialisme". Le moins qu'on puisse dire est que Trotski sera largement payé de sa pièce. Il se plaint d'être stigmatisé comme "agent d'une puissance étrangère" mais stigmatise lui-même Staline comme "provocateur au service de Hitler" » (p. 126).*

Moins que jamais disposé à problématiser la catégorie de trahison, Marie ironise sur mon fréquent renvoi à Hegel. Dans le débat en cours ici, qui est donc le « stalinien » ?

4. Le comparatisme comme instrument de lutte contre les falsifications de l'idéologie dominante

Nous avons vu jusqu'ici chez le grand expert de « *trotskismo-logie* » un étalage

d'érudition comme fin en soi ou utilisé comme écran de fumée. Et, pourtant, il faut reconnaître à Marie un raisonnement, ou du moins une tentative de raisonnement. Alors que je confronte les crimes de Staline, ou attribués à Staline, à ceux perpétrés par l'Occident libéral et par ses alliés, Marie objecte : « *Donc dans la patrie triomphante du socialisme (car pour Losurdo le socialisme s'est épanoui en URSS) et qui a réalisé l'unité des peuples il est normal que l'on utilise les mêmes procédés que les chefs des pays capitalistes ou un obscurantiste féodal et même que le tsar Nicolas II.* » Examinons cette objection. Laissons de côté les imprécisions, forçages ou véritables méprises. Je ne parle nulle part de l'URSS ou d'un autre pays comme « *la patrie triomphante du socialisme* » ; dans mes livres j'ai écrit, au contraire, que le socialisme est un « *processus d'apprentissage* » difficile et bien loin d'être conclu. Mais concentrons-nous sur l'essentiel. À partir de la révolution d'Octobre jusqu'à nos jours, on trouve de façon constante dans l'idéologie dominante la tendance à diaboliser tout ce qui a quelque rapport avec l'histoire du communisme. Comme je le fais remarquer dans mon livre, pendant quelque temps c'est Trotski qui est stigmatisé (par Goebbels, par exemple) comme celui qui « *a peut-être sur la conscience le plus grand nombre de crimes qui ait jamais pesé sur un homme* » (p. 343) ; ce peu glorieux primat a été attribué ensuite à Staline, puis aujourd'hui à Mao Zedong ; et sont aussi criminalisés Tito, Ho Chi Minh, Castro etc. Devons-nous subir cette « *diabolisation* » qui, comme je le soutiens dans le dernier chapitre, n'est que l'autre face de l'« *hagiographie* » du capitalisme et de l'impérialisme ?

Voyons comment Marx réagit à cette manipulation manichéenne. Alors que la bourgeoisie de son époque, partant de l'exécution des otages et de l'incendie allumé par les Communards, dénonce la Commune de Paris comme synonyme d'infâmes barbaries, Marx répond que les pratiques de la prise (et de l'éventuelle exécution) d'otages et du déclenchement

d'incendies avaient été inventées par les classes dominantes et que, en tous cas, pour ce qui concerne les incendies, il fallait distinguer entre « *vandalisme d'une défense désespérée* » (celle des Communards) et « *vandalisme du triomphe* ».

Marie me fait trop d'honneur quand il polémique sur ce point avec moi : il ferait mieux de s'en prendre directement à Marx. Ou bien, il pourrait s'en prendre à Trotski, qui procède lui aussi de la façon qui m'est reprochée à moi : dans le petit livre *Leur morale et la nôtre*, Trotski se réclame du Marx que j'ai déjà cité et, pour réfuter l'accusation selon laquelle les bolcheviques et seulement eux s'inspirent du principe selon lequel « *la fin justifie les moyens* » (violents et brutaux), il met en cause le comportement non seulement de la bourgeoisie des 19^e et 20^e siècles mais celui déjà... de Luther, protagoniste de la guerre d'extermination contre Müntzer et les paysans.

Si ce n'est que, pris comme il l'est dans le culte de l'érudition, Marie ne réfléchit même pas sur les textes des auteurs qui lui sont le plus chers. Et en fait il ironise sur moi en donnant à son intervention le titre : « *Le socialisme du Goulag !* » On pourrait, évidemment, avec cette même ironie, se gausser de la Russie soviétique de Lénine (et Trotski) : « *Le socialisme (ou la révolution socialiste) de la Tcheka* » ou bien « *Le socialisme (ou la révolution socialiste) de la prise d'otages* » (en ayant à l'esprit que, dans *Leur morale et la nôtre*, Trotski est contraint de se défendre même de l'accusation d'avoir eu recours à cette pratique). En réalité, avec cette ironie chère à Marie, on peut liquider n'importe quelle révolution. Nous aurions alors : « *La Commune des otages fusillés* », « *La liberté et l'égalité de la guillotine* », etc. etc. Il ne s'agit pas, au demeurant, d'exemples imaginaires : c'est de cette manière que la tradition de pensée réactionnaire a liquidé la Révolution française (et surtout le jacobinisme), la Commune de Paris, la révolution russe, etc.

Marx a synthétisé la méthodologie du matérialisme historique dans l'affirmation

selon quoi « *les hommes font eux-mêmes leur histoire, mais dans des circonstances qu'ils n'ont pas choisies* ». Au lieu de partir de ces leçons pour interroger les erreurs, les dilemmes moraux, les crimes des protagonistes de toute grande crise historique, Marie formule cette simple alternative : ou les mouvements révolutionnaires sont souverainement supérieurs et même miraculeusement transcendants par rapport au monde historique, et aux contradictions et aux conflits du monde historique, dans lequel ces mouvements se développent ; ou bien ces mouvements révolutionnaires sont un échec complet et une tromperie totale. Et ainsi l'histoire des révolutions dans son ensemble se configure comme l'histoire d'un échec unique, ininterrompu et misérable, et d'une tromperie. Et Marie, une fois de plus, se place dans le sillon de la tradition de pensée réactionnaire.

5. Le socialisme comme processus d'apprentissage laborieux et inachevé

J'ai dit que la construction du socialisme est un processus d'apprentissage laborieux et inachevé. Mais c'est justement pour cela qu'il faut s'atteler à formuler des réponses : le socialisme et le communisme comportent-ils la disparition totale des identités et jusque des langues nationales, ou bien Castro a-t-il raison quand il dit que les communistes ont eu tort de sous-évaluer le poids que la question nationale continue à exercer même après la révolution anti-impérialiste et anti-capitaliste ? Dans la société de l'avenir prévisible n'y aura-t-il plus de place pour aucun type de marché et pas même pour l'argent, ou bien devons-nous tirer profit de la leçon de Gramsci, selon qui il ne faut pas oublier le caractère « *déterminé* » du « *marché* » ? À propos du communisme, Marx parle parfois d'« *extinction de l'État* », d'autres fois d'« *extinction de l'État dans le sens politique actuel* » : ce sont deux formules sensiblement différentes entre elles ; de laquelle des deux peut-on s'inspirer ? Ce sont ces problèmes qui provoquent entre les bolcheviques d'abord un âpre conflit idéologique puis la guerre civile ; et c'est à

ces problèmes qu'il faut répondre, si l'on veut redonner une crédibilité au projet révolutionnaire communiste, en évitant les tragédies du passé. C'est dans cet esprit que j'ai écrit d'abord *Fuir l'histoire ? La révolution russe et la révolution chinoise aujourd'hui*, puis *Staline. Histoire et critique d'une légende noire*. Si l'on n'affronte pas ces problèmes, on ne pourra ni comprendre le passé ni projeter l'avenir. Si l'on n'affronte pas ces problèmes, apprendre par cœur même les plus minimes détails de la biographie (ou de l'hagiographie) de tel ou tel protagoniste d'Octobre 1917 ne servira qu'à confirmer une fois de plus la profondeur du mot cher à Clemenceau : de même que la guerre est une chose trop sérieuse pour la confier aux

généralistes et aux spécialistes de la guerre, ainsi l'histoire de la tragédie de Trotski même (sans parler de la grande et tragique histoire du mouvement communiste dans son ensemble) est une chose trop sérieuse pour la confier aux spécialistes et aux généraux de la *trotskismo-logie*.

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://domenicolosurdo.blogspot.com/>
Staline, Histoire et critique d'une légende noire de Domenico Losurdo, traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio, éditions Aden, Bruxelles, 532 pages, 30 euros.

Voir sur le site quelques extraits du livre ainsi que la critique de Baptiste Eychart, *Retour sur un Dieu déchu*, et un texte d'André Tosel.

Réponse à la réponse de Domenico Losurdo

par Jean-Jacques Marie

Lorsque j'ai reçu en 2011 le texte par lequel Domenico Losurdo a réagi à mes critiques sur son *Staline* j'ai jugé inutile d'y répondre tant son texte n'apportait rien de nouveau. Je me dis aujourd'hui qu'après le flot de contre-vérités déversée sur la révolution russe, il valait mieux répondre à certaines des affirmations fallacieuses dont son texte regorge.

Ainsi, dès le début, pour démolir le rapport présenté par Khrouchtchev au XX^e Congrès en février 1956, rapport dont je rappelle qu'il a été pour l'essentiel le produit du travail d'une commission du comité central dirigée par Pospelov, l'ancien rédacteur en chef de la *Pravda*, et adopté par le *Présidium* du comité central (nouveau nom du bureau politique), Domenico Losurdo cite des propos d'Isaac Deutscher qu'il qualifie de « *grand intellectuel trotskiste* ». Deutscher trotskyste ? Certes, il a écrit une biographie de Trotsky... mais il a aussi écrit une biographie de Staline et le qualificatif que lui attribue Losurdo est faux. Certes, il a été trotskyste quelques brèves années avant la guerre, mais il a très vite cessé de l'être (en se dressant en particulier contre la proclamation en 1938 de la IV^e Internationale). On ne saurait qualifier

de trotskystes tous ceux qui ont plus ou moins vite quitté un courant politique peu propice aux carrières de toutes sortes et qui, de plus, chantent la gloire de Staline. Deutscher conclut en effet sa biographie de ce dernier (y compris dans sa réédition de 1961) par ces mots éloquentes : « *À la longue les nombreux éléments positifs et valables de l'influence éducative du stalinisme se tourneront contre des aspects les plus regrettables (...). Afin de sauvegarder la meilleure part de l'œuvre de Staline pour l'avenir et lui donner toute sa valeur, l'Histoire devra peut-être encore purifier et remodeler l'œuvre de Staline.* » Le dernier ouvrage de Deutscher s'intitule d'ailleurs *La Révolution inachevée*. Inachevée, pas trahie. Son cours est simplement ralenti, voire interrompu, rien de plus...

Pour défendre l'œuvre militaire de Staline de 1941 à 1945 et d'abord répondre à la critique du rapport Khrouchtchev, Losurdo met en avant la plaisanterie douteuse de Khrouchtchev sur l'utilisation par Staline d'un globe terrestre pour définir sa stratégie, plaisanterie dont j'avais dans mon texte souligné moi-même le caractère fantaisiste. Ce détail mineur de cinq lignes ne saurait dévaloriser le reste ! À part cela, Losurdo multiplie les cita-

tions... anonymes d'individus célébrant le génie militaire du maréchal autoproclamé. Il écrit ainsi : « *D'éminents historiens (dont aucun ne peut être suspecté d'être pro-stalinien) parlent de Staline comme le "plus grand leader militaire du vingtième siècle"* ». Et vont plus loin encore : ils lui attribuent un « *talent politique exceptionnel* ». Mais les louanges de ces « *éminents historiens* » (que Losurdo laisse dans le plus total anonymat) ne sauraient remplacer les faits, accablants : au bout de quatre mois, les armées nazies ont pris Minsk, Smolensk, Kiev, etc., et arrivent aux portes de Moscou et de Leningrad après avoir capturé près de 3 millions de soldats soviétiques piégés, entre autres, par le refus de Staline de laisser les divisions soviétiques reculer pour échapper à un encerclement inévitable, tout recul étant assimilé par ce grand stratège à une trahison ; les soldats faits prisonniers et qui auront la chance d'échapper aux massacres de la barbarie nazie seront souvent assimilés à des traîtres à leur retour au pays en 1945 et envoyés au Goulag. Staline, ensuite, insouciant de la vie des soldats, multipliait les coûteuses attaques frontales qui condamnaient à une mort autrement évitable des milliers de fantassins. Difficile de mesurer la part de ses erreurs et de son incompétence dictatoriale dans les 27 millions de morts de la guerre, mais elle n'est pas mince.

Faut-il s'étonner que Losurdo reprenne comme vérités historiques des contes à dormir debout fabriqués par la machine stalinienne à écraser non seulement les opposants mais même des dizaines de milliers de partisans du régime stalinien (2). Ainsi, il répète la fable d'un complot monté par Boukharine et les communistes de gauche opposés à la paix de Brest-Litovsk contre Lénine en 1918. Il affirme ainsi : « *J'ajoute – selon un illustre historien bourgeois (Conquest), à cette occasion déjà Boukharine avait caressé l'idée d'un coup d'État (p. 71) (...) ; p. 71, à la note 137, je renvoie à un historien (Conquest) qui n'est inférieur à Marie ni par l'érudition ni par le zèle anti-stalinien.* » De fait, Conquest, évoquant les dé-

bats sur la paix de Brest-Litovsk, affirme : « *À un certain stade l'opposition forma le projet de renverser Lénine* » (*La Grande Terreur*, p. 29). Sur quoi appuie-t-il cette affirmation ? Il ne le dit pas. Faisons-le pour lui. Au début de décembre 1924, lors de l'offensive déchaînée par la direction du parti contre les *Leçons d'Octobre* de Trotsky, Boukharine, pour démontrer que la bataille politique interne mène à de fatales divisions, raconte à une assemblée de militants un épisode inconnu : en mars 1918, dit-il, les S-R de gauche, hostiles comme eux à Brest-Litovsk, ont proposé aux communistes de gauche d'arrêter et d'emprisonner le gouvernement de Lénine et de nommer un nouveau gouvernement présidé par Piatakov. Boukharine et ses amis repoussèrent cette proposition avec indignation. Mais, dit-il, leur combat l'avait permise. Staline utilise aussitôt sa révélation en la trafiquant. Dans la *Pravda* du 15 décembre 1924, il affirme que « *les communistes "de gauche" (...) discutèrent sérieusement (ce que Boukharine n'avait nullement dit ! NDA) du changement du Conseil des commissaires du peuple existant par un nouveau formé de gens nouveaux, membres de la fraction des communistes de "gauche"* » (Staline remplace les socialistes-révolutionnaires de gauche... par des communistes de gauche. C'est une grossière falsification que Losurdo ignore. Boukharine n'y objecte alors rien. Ce silence complice lui coûtera cher. Quinze ans plus tard, au troisième procès de Moscou, Vychinski l'accusera d'avoir comploté en 1918 avec les S-R contre Lénine pour renverser le pouvoir des soviets. Losurdo présente comme un fait historique cette grossière falsification destinée à « justifier » la liquidation de la génération des vieux bolcheviks.

Ce n'est pas la seule. À l'en croire en effet : « *Trotski et ses disciples avaient réussi à s'infiltrer dans la GPU et dans d'autres secteurs vitaux de l'appareil*

(2) La liste des partisans de Staline condamnés et fusillés en 1936-1938 compte des milliers de noms, de Rosengoltz à Iejov en passant par Iagoda, Eikhe, Tchoubar, Kossior, Kossarev, Arossev, etc.

STALINE ET UN SPÉCIALISTE DE HEGEL

d'État. » Il prétend tenir cette affirmation de Broué, « *biographe et hagiographe de Trotsky* », mais ne fournit – et pour cause – aucune référence permettant de vérifier l'attribution fautive à Pierre Broué de cette affirmation hautement fantaisiste. Les trotskystes, à partir de 1928, peuplèrent surtout les isolateurs, les prisons puis les camps. Ne se retrouvèrent dans l'appareil d'État que ceux qui, démoralisés ou découragés, persuadés que la révolution mondiale est renvoyée à des lendemains très lointains surtout après la victoire d'Hitler, renièrent l'Opposition et se rallièrent à Staline, comme Antonov-Ovseenko, Piatakov, Smirnov, Radek, Smilga, Drobnis, Racovski, etc. Staline décide de les liquider en les calomniant quand il entreprend de liquider la vieille génération de révolutionnaires, pourtant en majorité ralliés à lui, pour faire monter à leur place une nouvelle génération de bureaucrates pour qui la révolution russe n'est au mieux qu'une aventure de jeunesse oubliée et qui vont constituer la nomenklatura parasitaire.

Quant à la police politique, Losurdo, qui ne cite aucun nom de prétendu trotskyste infiltré dans ses rangs, reprend sans doute à son compte les fables les plus grossières et les plus invraisemblables des procès de Moscou et des procès à huis clos qui les ont accompagnés, présentant les deux chefs successifs de la police politique, Iagoda et Iejov, et leurs adjoints (le vice-commissaire du NKVD, Joukovski, les dix-neuf responsables de la garde du Kremlin et des centaines d'autres responsables du Guépéou-NKVD) comme des membres de prétendus complots trotsko-droitiers ou trotskystes... après avoir pourtant été chargés pendant des années d'organiser la chasse aux trotskystes (réels ou prétendus), fusillés par centaines sous leur direction. On sort là de l'histoire pour entrer dans le mauvais roman policier.

Losurdo, enfin, recourt à la falsification pure et simple pour tenter de convaincre son lecteur que Staline n'a fait que répondre aux entreprises conspiratives et terroristes de Trotsky. Il évoque « *une série de personnalités assez différentes entre elles*

(qui révèlent l'existence d'un appareil clandestin et militaire mis sur pied par l'opposition) », sans qu'il donne le moindre nom de ces « *personnalités* », et ajoute : « *C'est Trotsky en personne qui déclare que la lutte contre "l'oligarchie bureaucratique" stalinienne "ne comporte pas de solution pacifique". Et c'est lui encore qui proclame que "le pays se dirige manifestement vers une révolution", vers une guerre civile et que "dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel"* », phrase extraite de *Leur morale et la nôtre*. Mais Trotsky, partisan d'une « *révolution politique* » en URSS qui ne peut, comme toute révolution, qu'être l'œuvre des masses, évoque dans ce passage de *Leur morale et la nôtre...* la guerre civile espagnole. La preuve en est qu'il ajoute aussitôt après la phrase ci-dessus la phrase suivante que Losurdo coupe : « *Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on doute que cet acte puisse susciter l'indignation morale, même chez les eunuques de la démocratie.* » Et lorsqu'il évoque le combat contre la bureaucratie ou nomenklatura, il ajoute aussitôt après pour que tout soit clair : « *L'émancipation des ouvriers ne peut être l'œuvre que des ouvriers eux-mêmes.* »

Staline a tenté, à partir de 1934, de disqualifier la lutte politique de l'Opposition trotskyste en la transformant en lutte terroriste : pour mieux justifier la liquidation opérée par ses soins de la très grande majorité des vieux bolcheviks, même, je le répète, de la majorité de ceux qui se sont ralliés à lui. Staline maquille le combat pour renverser la bureaucratie et sa clique en tentatives d'assassinat contre lui et ses fidèles seconds. Il attribue ces tentatives virtuelles à quiconque lui tombe sous la main, comme neuf des femmes bibliothécaires du Kremlin accusées de se promener avec des fioles de poison (qu'elles ne distribuent jamais à personne pourtant !) pour assassiner Staline et ses plus fidèles compagnons. Par extraordinaire, en effet, jamais aucune de ces prétendues tenta-

tives répétées d'assassinat perpétrées pourtant par des gens infiltrés, selon Losurdo, dans le Guépéou et l'appareil d'État (et jusqu'au cœur même du Kremlin, on vient de le voir) n'a connu le moindre début d'application. Le procureur des procès de Moscou, l'ancien menchevik Vychinski, n'en cite aucune, même s'il tente une fois de transformer un dérapage de la voiture de Molotov dans un virage en attentat. Losurdo, dans le droit fil des manipulations et falsifications de

Staline, assimilé à un complot la révolution politique défendue par Trotsky pour rendre le pouvoir à la classe ouvrière et défendre la propriété d'État contre la nomenklatura qui finira par la renverser pour en privatiser les débris à son profit. Tel est le fondement réel de sa défense de Staline, du stalinisme et de la nomenklatura, qui, rappelons-le, a renversé l'URSS pour disloquer la propriété d'État et mettre la main sur ses débris privatisés. ■



POINT D'HISTOIRE



« *Parfois, c'étaient les officiers qui les abattaient à coups de revolver... »* »

par Frank La Brasca

Les historiens spécialistes de l'histoire de l'Italie contemporaine, quand ils sont amenés à traiter de l'immédiat premier après-guerre, moment historique de puissantes luttes de classe révolutionnaires inspirées par le dégoût de la guerre, la condamnation de ceux qui en avaient si honteusement profité et, bien entendu, les échos de l'immense espérance soulevée par l'Octobre russe, mais aussi, foyer d'incubation du fascisme, sont unanimes à relever un fait qui est effectivement singulier : les véritables épisodes publics de détestation dont sont victimes les représentants en uniforme des forces armées, dont les dernières batailles sur le front italo-autrichien (victoire des troupes italiennes à Vittorio Veneto le 3 novembre 1918) ont pourtant fait des témoins auréolés d'une victoire chèrement acquise et qui devraient logiquement leur valoir les honneurs d'ordinaire réservés aux « vainqueurs ».

Quolibets, insultes, crachats, voies de fait sont souvent au contraire les témoignages de reconnaissance qu'ils reçoivent de la part de simples passants, de femmes du peuple et même de certains enfants.

Sans établir de parallèles qui seraient évidemment excessifs et erronés, on peut rapprocher ce paradoxe de celui qui stupéfie certains journalistes et hommes politiques aujourd'hui quand ils déplorent le fait que les forces de l'ordre de notre pays, qui avaient été choyées pour leur conduite

lors des épisodes terroristes qui avaient touché notre pays en 2015-2016, soient aujourd'hui gravement mises en cause.

En ce qui concerne l'Italie de 1919-1920, il y a pourtant une explication toute simple et de nature à dissiper toute perplexité sur le phénomène qui vient d'être signalé : celui de la dureté exceptionnelle que la caste des officiers et des généraux, en général issus de milieux élitistes et tout imprégnés d'un mépris de classe quasi féodal pour une population italienne dont ils ignoraient tout et qui leur était aussi étrangère (surtout pour ce qui concerne celle originaire des provinces méridionales particulièrement dés-héritées) que celle des quelques colonies africaines sur lesquelles l'impérialisme italien avait réussi à mettre la main.

C'est ce qu'illustre avec une précision parfaitement documentée et souvent glaçante un ouvrage récent du journaliste-historien Cesare De Simone, riche de souvenirs, de témoignages et de lettres

(1) Cf. Cesare De Simone, *L'Isonzo mormorava. Fanti e generali a Caporetto* [Les murmures de l'Isonzo. Simples soldats et généraux à Caporetto], Milano, Mursia, 2011. (L'ouvrage fut publié pour la première fois en 1995, puis réédité par la même maison en 2005 et 2011). L'Isonzo est le fleuve situé à la frontière nord orientale entre l'Italie et ce qui était alors l'Empire austro-hongrois et où les troupes italiennes, mal commandées et mal préparées, avaient subi un an avant la victoire de Vittorio Veneto, une effroyable débâcle à Caporetto (24 octobre 1917), aujourd'hui Kobarid en Slovénie.

POINT D'HISTOIRE

d'anciens poilus italiens (1).

De Simone rappelle, entre autres faits, que les décimations à la romaine étaient couramment pratiquées par certains officiers contre les soldats qui étaient jugés trop peu enthousiastes pour monter en ligne se faire trouer la peau comme du simple bétail et qu'elles étaient même chaudement recommandées par le chef d'état-major de l'armée italienne au moment de Caporetto, le général Luigi Cadorna (2).

Dans un passage de cet ouvrage, l'historien reproduit le témoignage vécu par un des soldats ayant assisté à un des épisodes de ce qu'on ne peut que qualifier de véritables crimes de guerre commis par les officiers sur leurs propres hommes :

« À chaque attaque on voyait arriver les carabiniers (3). Ils entraient dans nos tranchées, leurs officiers leur donnaient l'ordre de se ranger derrière nous et nous savions très bien que, au moment venu, ils tireraient sur quiconque s'attarderait dans les boyaux de la tranchée au lieu de monter à l'assaut. Cela arrivait souvent. Il y avait des gars, il y en avait toujours qui avaient peur de sortir de la tranchée

quand les mitrailleuses autrichiennes tiraient en rafales sur nous. Alors les carabiniers les attrapaient et les fusillaient. Parfois c'était les officiers qui les abattaient à coups de revolver. »

On peut convenir aisément, quelle que soit la valeur qu'on accorde par ailleurs à la notion de cohésion nationale, que le fait d'avoir assisté en personne ou d'apprendre que ses proches ou ses connaissances ont assisté en personne à de telles exactions, n'est pas vraiment de nature à insuffler un grand respect de l'uniforme et de tout le cérémonial qui entoure la célébration des pompes militaires.

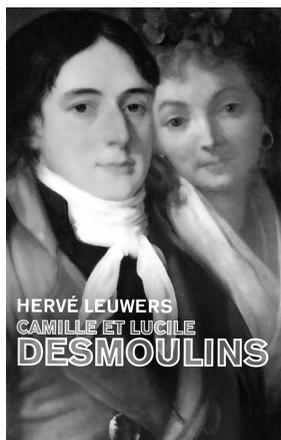
(2) Reconnu responsable de la défaite de Caporetto par les milieux militaires et par le roi, il fut démis de ses fonctions de chef d'état-major et remplacé par le général Armando Diaz le 8 novembre 1917.

(3) Dans l'organigramme des forces armées institué lors de l'Unité italienne (1861), l'Arme des carabiniers constitue une des composantes de l'Armée italienne. Elle est particulièrement chargée de tâches de police et de maintien de l'ordre.



NOTES DE LECTURE

Camille et Lucile Desmoulins, d'Hervé Leuwers ⁽¹⁾



Couverture du livre
d'Hervé Leuwers. (D.R.)

En s'appuyant sur des archives en partie inédites, Hervé Leuwers nous donne une biographie, dans « *une approche qui préfère associer que dissocier* », de Camille Desmoulins et de Lucile Duplessis, de dix ans sa cadette, qu'il épouse en 1790.

Camille et Lucile ont en commun une même culture, celle de l'Antiquité, et sont nourris des Lumières.

Comme Robespierre, son ami depuis leurs études au lycée Louis-le-Grand à Paris, Camille Desmoulins est un provincial. Né à Guise, dans l'Aisne, dans une famille de notables (son père est un juriste occupant des fonctions dans l'appareil judiciaire de l'Ancien Régime), Camille Desmoulins devient avocat à Paris et se fait le dénonciateur des magistrats qui sont, dit-il, à quelques exceptions, une « *horde de brigands* ».

Ce sont les élections pour les états généraux qui conduisent Camille vers l'engagement politique. Il espère que de la réunion des états généraux sortira un monde d'égaux où la noblesse aura disparu. Pour y arriver, il exprime sa confiance dans Louis XVI et Necker et surtout dans les

députés du tiers état dont il rêvait d'être, mais il a été battu aux élections.

Il assiste à l'ouverture de la réunion des états généraux le 5 mai 1789 et devient l'ami de Mirabeau. Le 12 juillet 1789, au Palais-Royal, Camille Desmoulins, malgré son bégaiement, fait son premier discours pour appeler aux armes. Mais c'est avec la plume qu'il combat pour la Révolution. Avec Marat et Brissot, il est le créateur d'un journalisme d'opinion et d'action. À une époque où la coutume veut que l'on s'appelle par son seul nom de famille, beaucoup appellent le journaliste « Camille Desmoulins » et non « Desmoulins » et pour beaucoup il n'est que « Camille » et Hervé Leuwers nous dit même qu'à partir de 1790 « *Camille cesse d'être un prénom pour devenir un nom* ».

Farouche partisan de la liberté de la presse, il fonde le journal *Les Révolutions de France et de Brabant* qui défend des idées avancées, critique la modération de la majorité des Constituants et se retrouve dans les combats de son ami Robespierre. Il est membre actif du club des Cordeliers et de celui des Jacobins. Tout en acceptant la monarchie constitutionnelle, il est républicain. Après la fusillade du Champ-de-Mars le 17 juillet 1791, il doit se cacher, ce qui l'empêche d'être candidat à l'Assemblée législative.

(1) Fayard (2018), 25 euros

NOTE DE LECTURE

Il participe activement à la préparation du 10-Août aux côtés de Danton, et les armes à la main à l'insurrection qui aboutit à la chute de la royauté. En s'appuyant sur les écrits intimes de Lucille Desmoulins, Hervé Leuwers nous fait vivre toute la tension de cette journée dramatique. Après le 10-Août, Danton devient ministre de la Justice et Camille Desmoulins est nommé au secrétariat du ministère.

Élu montagnard à la Convention, Camille Desmoulins mène le combat contre les Girondins et leur leader Brissot, celui qui fut son ami et qui signa, comme Robespierre, son contrat de mariage. Son pamphlet *L'Histoire des Brissotins* (2), qui accuse les Girondins de travailler à la perte de la République, donne des arguments à ceux qui veulent en finir avec eux et dont vingt-neuf représentants sont arrêtés le 2 juin 1793. Mais quand, à l'automne 1793, Brissot et dix-neuf de ses amis sont traduits devant le Tribunal révolutionnaire et condamnés à mort, Hervé Leuwers, rapportant les propos d'un témoin, nous raconte comment Camille Desmoulins s'effondre : « *Mon Brissot dévoilé* (3), ah, mon Dieu, c'est ce qui les tue. »

En décembre 1793, Camille Desmoulins reprend son activité de journaliste et crée son dernier journal, *Le Vieux Cordelier*, auquel l'auteur consacre tout le chapitre 16. Son désaccord avec la politique d'exception transparait à chaque page : Camille Desmoulins dénonce les attaques contre l'Église menée par les « Exagérés ». Il se réclame à la fois de Robespierre et de Danton par qui il se croit soutenu. Aux Jacobins, Camille Desmoulins, qui a réclamé dans *Le Vieux*

Cordelier la création d'un *comité de clémence*, doit faire face à Hébert et à ses partisans qui l'excluent du club. Robespierre prend sa défense et obtient sa réintégration. Mais peu après, le gouvernement révolutionnaire décide d'en finir avec les « factions ». Les hébertistes sont les premiers à être arrêtés, condamnés et exécutés. C'est ensuite au tour des Indulgents dont Danton et Camille, que Robespierre a lâchés, d'être traduits devant le Tribunal révolutionnaire, dont l'accusateur public, Fouquier-Tinville, est un cousin de Camille Desmoulins. Lucille est arrêtée à son tour : on l'accuse d'avoir voulu faire délivrer Camille. Camille est exécuté le 5 avril 1794, il a 34 ans ; le 13 avril, c'est au tour de Lucille de monter sur l'échafaud, elle a 24 ans.

Dans un dernier chapitre, l'auteur évoque la postérité de Camille et Lucille Desmoulins. Camille fut l'un des rares Montagnards, y compris parmi les Indulgents, à être très rapidement réhabilité par les Thermidoriens qui virent dans Camille « *une victime de Robespierre* ».

Hervé Leuwers a un réel talent de conteur, un sens du détail, et à travers cette double biographie, il nous donne à voir toute une époque. Un livre d'une lecture agréable et passionnante pour quiconque s'intéresse à la période révolutionnaire.

Roger Revuz

(2) C'est ainsi qu'à l'époque on appelait ce que les historiens du XIX^e siècle désigneront sous le nom de Girondins.

(3) Référence à une brochure écrite par Camille Desmoulins avant *L'Histoire des Brissotins* et dont le titre exact était *Jean-Pierre Brissot démasqué*.

Compte rendu de l'ouvrage de Jean-Pierre Plisson : *André Breton.* *Le fil rouge des enchantements,* Montreuil, Les Éditions du Travail, 67, avenue Faidherbe 93100, 2018. 537 pages, 31 euros. @editionsdutravail.fr

Les temps ont bien changé et, à part quelques exceptions notables, il n'est pas courant aujourd'hui de souhaiter, ni *a fortiori* de pratiquer une liaison entre l'activité artistique et la passion révolutionnaire. La fameuse formule d'André Breton « "Transformer le monde" *a dit Marx*, "Changer la vie" *a dit Rimbaud*, ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un », que les plus anciens d'entre nous se rappellent avoir vu s'afficher sur bien des murs autour des années qui suivirent 1968, ne semble plus avoir cours dans les milieux de la jeunesse même politisée et des avant-gardes artistiques les plus ouvertement en rupture avec l'establishment politique et intellectuel.

Cette constatation qui relève de la plus banale évidence n'est pourtant pas à absolutiser et n'a certainement pas à être versée au dossier déjà suffisamment bien garni d'une *laus temporis acti* (idéalisée nostalgique du passé) quelque peu stérile et peu propice à saisir les mouvements telluriques qui ne peuvent pas ne pas travailler en profondeur nos sociétés en proie à des crises multiples et dont tout semble indiquer le caractère dramatique et terminal. L'imposant ouvrage de Jean-Pierre

Plisson vient opportunément illustrer ce point de vue, comme le précise un très utile épilogue figurant en clôture de son développement (mais pas de son livre, qui se prolonge, pour le plus grand bénéfice du lecteur, par encore 56 pages d'appendices très riches et instructifs et sur lesquels nous reviendrons) :

« Certes, le surréalisme n'existe plus aujourd'hui comme mouvement organisé, du fait qu'il était organisé autour d'André Breton et de quelques proches, mais il couve toujours sous la cendre à l'égal du mouvement historique lui-même. S'il est évident que le surréalisme n'a donné aucun "mode d'emploi" lui assurant une pérennité formelle qu'il a toujours rejetée violemment, nous lui sommes redevables de l'immense chantier qu'il a ouvert aux marches de nos interrogations les plus pressantes » (Jean-Pierre Plisson, « Épilogue », in *André Breton ...*, *op. cit.*, p. 481).

* * *



Breton photographié par Man Ray. (D.R.)

ANDRÉ BRETON, DE JEAN-PIERRE PLISSON, PAR FRANK LA BRASCA.

La somme de Jean-Pierre Plisson est organisée en brèves séquences (pas moins de 160 au total) de longueurs variables (d'une seule page, voire moins, pour les plus courtes, à huit pages pour les plus étendues), ce qui a l'avantage de rendre le rythme soutenu de l'activité créatrice et de la passion politique et militante qui n'ont jamais quitté Breton.

Sans s'étendre, comme le font d'ordinaire les biographies traditionnelles, sur la famille et l'entourage immédiat de Breton dans son enfance, l'auteur nous le présente d'emblée adolescent et étudiant en médecine à Paris dès octobre 1913, moins d'un an donc avant le déclenchement de l'événement cataclysmique qui va ouvrir ce qu'un historien a pu appeler « *le siècle bref* » (1914-1991) de l'histoire humaine.

À cet égard, il est tout à fait intéressant d'enregistrer la réaction du jeune Breton (il a alors dix-huit ans) à l'assassinat de Jaurès, consignée dans une lettre qu'il adresse à son condisciple du Lycée Chaptal et à présent étudiant en médecine comme lui, Théodore Fraenkel : « *La nouvelle de l'assassinat de Jaurès m'a très douloureusement ému, plus peut-être que l'éventuelle déclaration de guerre ne saura le faire* » (1).

Plus singulier encore est un autre courrier adressé un peu plus tard à ce même correspondant et ami qui révèle de façon stupéfiante, comme ne manque pas de le souligner aussi la grande spécialiste et editrice de Breton dans la prestigieuse collection de « La Pléiade », Marguerite

Bonnet (dont on se doit de souligner ici qu'elle fut une militante et dirigeante trotskyste qui avait adhéré au Comité communiste internationaliste (CCI) dès 1942, alors qu'elle préparait l'agrégation de lettres), que malgré son jeune âge, Breton ne partage pas l'engouement chauvin et « patriotique » général auquel

Fraenkel, lui, n'est pas imperméable.

Mobilisé en février 1915 et d'abord affecté, en raison de ses compétences médicales, dans un service d'assistance aux blessés, Breton y fait la connaissance du poète et artiste Jacques Vaché, dont la révolte radicale contre la guerre et les positions esthétiques d'avant-garde exercent sur lui une influence déterminante, puisqu'il va même jusqu'à mettre sur le même plan son suicide le 16 janvier 1919 avec les assassinats de Jaurès (31 juillet 1914) et de Karl Liebknecht (15 janvier 1919).



Jacques Vaché (à gauche) et André Breton. (D.R.)

L'année suivante, affecté sur sa demande au centre neuropsychiatrique de Saint-Dizier, dans la Haute-Marne, il va y faire la rencontre capitale (grâce à un ancien assistant du Pr Charcot) pour constituer le corpus théorique et l'un des fondements théoriques essentiels de l'esthétique surréalisme, la psychanalyse, alors même que les travaux de Freud sont encore très largement ignorés en France.

Passé au début de l'année 1917 à l'hôpital parisien du Val-de-Grâce, il y rencontrera un autre étudiant en médecine, appelé à faire parler de lui dans l'histoire littéraire, intellectuelle et politique du siècle tout entier, un certain Louis Aragon.

Il faut vraiment être reconnaissant à Jean-Pierre Plisson de nous faire revivre ces épisodes de la formation artistique et idéologique de Breton dont nous avons tous plus ou moins une connaissance



André Breton mobilisé en 1915. (D.R.)

(1) Jean-Pierre Plisson, « *La guerre* », in *André Breton, op. cit.*, p. 13. C'est nous qui soulignons (FLB).

vague et intuitive, en apportant les précisions et en dessinant les contours qui nous permettent d'en comprendre le caractère déterminant et la portée, qui va bien au-delà de la simple reconstitution de la biographie d'un protagoniste d'exception de nos élans et de nos luttes.

Au moment où se déroule l'ébranlement d'Octobre en Russie, Breton se retrouve près de Verdun, à quelques centaines de mètres du front de la boucherie et de l'horreur. Le lien est ainsi établi entre ces épreuves existentielles et le questionnement qui n'épargnera pas la vision de l'art et sa finalité au sortir de la guerre.

Citant Marguerite Bonnet, Plisson met à jour l'origine d'une défiance envers les mots et la poésie qui se traduit par un « écartèlement » dont Breton, s'il est loin d'être le seul à l'avoir ressenti et exprimé, est peut-être celui qui a su le porter jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à le rendre fécond et potentiellement générateur d'une jonction entre l'art et la vie, que les cataclysmes vécus et ceux que l'on pressent nous mettent en demeure d'imaginer, de dire et de mettre en œuvre.

Il n'est évidemment pas possible dans le cadre d'un simple compte rendu de rendre compte, même de manière partielle, de la richesse de la documentation mise à la disposition du lecteur dans cet ouvrage. Nous nous contenterons donc d'évoquer le foisonnement des personnalités de la scène artistique et intellectuelle, qui y est fidèlement et minutieusement rendu et permet ainsi de comprendre l'ébranlement de toutes les certitudes, de tous les dogmes et de toutes les hiérarchies provoqué par l'entrecroisement de plus en plus frénétique entre guerres, révolutions et contre-révolutions : Tristan Tzara, Francis Picabia, Louis Aragon, Paul Eluard, Philippe Soupault, Benjamin Péret, Robert Desnos, René Crevel, Man Ray, autant de noms connus et aujourd'hui célébrés dans les manuels d'histoire de la littérature que l'on voit ici, non sans une certaine jubilation, s'agiter entre outrances dadaïstes et expériences sacrilèges d'écriture automatique.



De gauche à droite : Mario Prassinos, André Breton, Henri Parisot, Paul Eluard, Benjamin Péret, René Char, Gisèle Prassinos

André Breton avec Benjamin Péret. (D.R.)

Première victime de ces joyeux et généreux iconoclastes, Maurice Barrès, le chantre du patriotisme et de l'ordre moral, se voit ainsi tenter un procès public par un tribunal présidé par Breton sous une banderole proclamant fièrement « *Nul n'est censé ignorer Dada* ».

La réaction de la presse bourgeoise est, on l'imagine, à la hauteur de la provocation. *L'Opinion*, quotidien lancé par l'écrivain antisémite André Lichtenberger, pour le compte de Paul Doumer, futur président de la République qui sera assassiné en 1932, s'étouffe d'indignation dans son édition du 21 mai 1921 :

« *L'un d'eux (2) a osé monter sur le théâtre vêtu de bleu horizon, sous le casque, et portant sur sa face le masque contre les gaz où il poussait d'indécents grognements.* »

La seconde victime illustre de ces *happenings* est un écrivain qui se situe idéologiquement aux antipodes de Barrès, l'académicien Anatole France, nobélisé quelques années avant (1921), qui avait été un moment proche du tout jeune Parti communiste (SFIC) né de la scission de Tours, non sans avoir été cependant antérieurement partisan de l'Union sacrée, comme ne manque pas de le rappeler dans un numéro spécial daté du 15 novembre de la même année la revue *Clarté*, « Revue de culture prolétarienne » fondée par des intellectuels

(2) Il s'agit de Benjamin Péret, déguisé en Soldat inconnu de parodie pour l'occasion (cf. Jean-Pierre Plisson, *André Breton ...*, op. cit., p. 40).

membres du PC comme Henri Barbusse ou Paul Vaillant-Couturier.

Les surréalistes, qui se sont détachés de Dada, publient à cette occasion un pamphlet écrit à plusieurs mains et au titre assez explicite (*Un cadavre*) qu'ils déposent sur la tombe du « Maître ».

À l'occasion de ce nouveau coup d'éclat apparaît un élément de différenciation qui n'est pas souvent mis en relief par les historiens de ce mouvement et de cette période, celui qui passe au sein même du PC entre la jeune génération soucieuse de jeter aux orties les vieilles lunes consacrées par les institutions bourgeoises et l'aile plus traditionnaliste qui, dans le sillage des grandes luttes démocratiques menées en conjonction avec une partie de la bourgeoisie progressiste (on songe évidemment ici au combat dreyfusard, encore tout frais dans les mémoires, et au rôle de pointe qu'y a joué le « bourgeois » Émile Zola), refuse la violence avec laquelle les jeunes « barbares » crachent allègrement sur le cadavre du grand homme.

Mais, à ce conflit, s'en ajoute un autre qui a l'intérêt de mettre en lumière un aspect, lui aussi peu souvent relevé par les thuriféraires, de la formation idéologique de celui qui deviendra dans la légende dorée tissée par les historiens officiels du PCF, jusqu'à une période très récente, le symbole même de l'intellectuel et du poète « communiste », Louis Aragon.

Dans le pamphlet contre Anatole France, ce dernier avait en effet osé un rapprochement entre « Moscou la gâteuse » et « le tapir Maurras » qu'il reprochait à Anatole France d'avoir célébré de concert. Puis, devant la réaction indignée de Jean Bernier, membre du groupe *Clarté*, et que Breton retrouvera après leur rupture avec le PC stalinisé en 1935, lors de la formation du groupe « Contre-Attaque. Union de lutte des intellectuels révolutionnaires », à la suite du vote du groupe parlementaire du PC des crédits de guerre en approbation du pacte Laval-Staline, il avait persisté dans son mépris affiché pour les premiers pas du jeune État ouvrier dans des termes qui réson-

nent curieusement, quand on pense à la servilité sans faille dont il fit preuve par la suite par rapport à la direction bureaucratique de l'URSS et du mouvement communiste international. Il répliqua en effet à la critique de Bernier par ces propos qui ne laissent pas d'étonner de la part de celui qu'on associe en général au chantre officiel du « communisme » version Kremlin :

« Il vous a plu de relever comme une incartade une phrase qui témoignait du peu de goût que j'ai du gouvernement bolchevique, et avec lui de tout le communisme [...]. La révolution russe, vous ne m'empêchez pas de hausser les épaules. À l'échelle des idées, c'est au plus une vague crise ministérielle. Il siérait vraiment que vous traitiez avec un peu moins de désinvolture ceux qui ont sacrifié leur existence aux choses de l'esprit [...]. Je tiens à répéter dans Clarté même que les problèmes posés par l'existence humaine ne relèvent pas de la misérable petite activité révolutionnaire qui s'est produite à notre Orient au cours de ces dernières années. J'ajoute que c'est par un véritable abus de langage qu'elle peut être qualifiée de révolutionnaire » (3).



André Breton et Louis Aragon. (D.R.)

Dès cette époque, semble par ailleurs apparaître une divergence de fond entre Aragon et Breton qui préfigure leur rupture ultérieure, à la suite de l'alignement

(3) Aragon, *Clarté*, n° 69, 1^{er} décembre 1924. Cité par Jean-Pierre Plisson, *André Breton...*, op. cit., note 3 p. 47. C'est nous qui soulignons (FLB).

qui ne se démentira jamais (en dépit de ce qu'il a voulu faire croire par la suite et que s'efforcent d'accréditer ses admirateurs jusqu'à aujourd'hui) du premier sur le stalinisme et ses crimes.

Breton, dès 1924, soupçonne Aragon de « s'enfermer » dans sa polémique avec Bernier et montre ainsi qu'il ne partage pas, malgré son peu d'informations à l'époque sur la situation réelle dans la Russie révolutionnaire, la dépréciation méprisante de l'Octobre russe, qui dénote pour le moins une prévention des plus suspectes à l'égard de tout mouvement révolutionnaire et une ignorance stupéfiante des réalités politiques de l'époque (4).

Nous nous sommes attardés sur cet épisode dans le seul but de montrer par un exemple précis la très grande richesse d'informations que met à notre disposition Jean-Pierre Plisson, et le précieux service qu'il rend à son lecteur, qu'il soit animé par un intérêt de nature littéraire ou plus politique et militant (les deux pouvant d'ailleurs fort bien se conjuguer selon, précisément, l'exemple que nous fournissent la vie et l'œuvre de Breton), en lui permettant de réfléchir en profondeur sur les circonstances exactes qui peuvent expliciter les choix et les options prises par les très nombreux protagonistes qu'il nous présente, voire de tirer des enseignements plus généraux qui peuvent s'appliquer à des situations plus proches de nous, pour ne pas dire très actuelles.

L'ouvrage se poursuit ainsi, parcourant les différents épisodes de ce qu'on pourrait interpréter comme un « drame » intellectuel et politique : adhésion de Breton, suivi d'Aragon, Eluard, au Parti communiste en 1927 ; condamnation du surréalisme et de ses animateurs accusés d'empiéter sur le domaine réservé qu'est le champ politique, par une direction du PC de plus en plus alignée sur la ligne stalinienne sectaire dite de la troisième période à partir du début des années 1930 ; déclenchement de l'« affaire Aragon » en 1932. Celui-ci, entre la fidélité avec le groupe surréaliste et Moscou, fait vite son choix, étant d'ailleurs à cette occasion

désavoué même par Eluard (5) ; la fracture de 1933 (arrivée de Hitler au pouvoir imputable à la criminelle politique stalinienne du social-fascisme contre le front unique ouvrier, qui amène Trotsky à conclure que l'Internationale communiste est « définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois », et les batailles de Breton et de Péret contre la prétendue « culture prolétarienne » et le « réalisme socialiste » ; séjour de Trotsky en France et déchaînement du PC contre sa présence, puis son expulsion définitive en 1935, alors que le PC vote pour la première fois les crédits de guerre du gouvernement bourgeois à la suite du pacte Laval-Staline, et que le groupe surréaliste se démarque de plus en plus des injonctions stalinienne ; « Congrès pour la défense de la culture », qui se tient à Paris en juin 1935 sous la direction de Henri Barbusse et qui sanctionne la rupture définitive du groupe surréaliste (Breton mais aussi le poète tchèque Vitezslav Nezval, Marcel Jean, Léo Malet) avec Moscou et les intellectuels alignés (Aragon, Barbusse, Malraux) ; adhésion de plus en plus marquée de Péret et Breton au combat politique mené par Trotsky et ses partisans pour la création d'une IV^e Internationale. Membre du Parti ouvrier internationaliste (POI), la section française, Péret va aussi s'investir dans les événements d'Espagne, puis, ayant gagné le Mexique, il rencontre le militant espagnol Grandizo Munis avec lequel il rompra en 1948 ainsi qu'avec la IV^e Internationale sur la question de la défense de l'URSS ; voyage de Breton au Mexique en 1938, rencontres avec Trotsky qui aboutissent à la publication d'un « Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant » et à la création d'une « Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant » (FIARI), d'une très grande importance théorique non seulement pour l'histoire littéraire et artistique mais aussi sur les plans politique et idéologique. En novembre 1938, deux

(4) Jean-Pierre Plisson, *André Breton...*, op. cit., p. 47.

(5) *Ibid.*, p. 117.



À Mexico, André Breton avec Diego Rivera et Léon Trotsky. (D.R.)

mois après le congrès fondateur de la IV^e Internationale et l'adoption du « Programme de transition » (3 septembre 1938 à Périgny-sur-Yerres), Breton fera un compte rendu de ses échanges avec Trotsky devant un meeting du POI. Après un séjour à Marseille, départ de Breton et de son épouse pour New York puis les Antilles, où Breton déploie une intense activité créatrice qui aboutira à la composition d'une de ses œuvres les plus significatives, *Arcane 17* (1944) ; reprise des activités de Breton dans le Paris de l'après-guerre, des zazous et des existentialistes.

C'est dans ce climat que se produit un épisode de grand intérêt, que l'on qualifie d'« affaire Carrouges/Pastoureau » et qui consista dans une tentative de récupération du mouvement surréaliste par des milieux plus ou moins influencés par une idéologie d'inspiration cléricale, à l'initiative de deux écrivains et essayistes, Michel Carrouges, auteur d'un ouvrage sur *Eluard et Claudel* (1954), et Henri Pastoureau qui, bien qu'ayant participé à côté de Breton à plusieurs initiatives de nature artistique et politique, avait toujours tenu à manifester ses distances vis-à-vis du trotskysme (6).

Comment ne pas relever aussi les liens qu'entretint Breton avec des personnalités du mouvement trotskyste militant.

Le directeur de cette publication, Jean-Jacques Marie, ne devra pas se sentir blessé dans sa grande modestie naturelle si nous rappelons, après Jean-Pierre Plisson, que, jeune lecteur de littérature française à l'Université de Leningrad en 1960-1961, il eut le courage de professer

sur le mouvement surréaliste, encore entouré à l'époque de la plus grande suspicion de la part de la bureaucratie au pouvoir (7).

Dans le même ordre d'idées, certains de nos lecteurs apprendront, sans doute avec un certain intérêt, que Pierre Lambert a dialogué à plusieurs reprises avec Breton et que, tout en rappelant son désaccord avec le fait qu'il avait signé le *Manifeste des 121* appelant à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie, déclarait dans un entretien accordé à Jean-Pierre Plisson en 2004 :

« Lui et Péret ne séparaient pas le surréalisme de la lutte émancipatrice des peuples et de la classe ouvrière [...]. Rien à voir avec Sartre et Camus – qui oublie Trotsky dans *L'Homme révolté* – qui se sont trouvés des arrangements avec leurs conscience, au fil des circonstances. "Ils" ne pourront pas étouffer le surréalisme, trop impliqué qu'il est dans tous les domaines de la pensée. Il ne s'agit pas seulement d'art et de littérature, il a une autre place » (8).

Pour clore cette trop brève et parcellaire énumération des points saillants de l'étude de Jean-Pierre Plisson, nous voudrions réserver un sort à un épisode non dénué à notre sens d'une certaine bouffonnerie et qui concerne la fortune posthume de Breton et de son œuvre, sur lequel il ne manque pas de jeter un éclairage bien opportun.

Les staliniens et leurs compagnons de route ne réussirent jamais, malgré tous les efforts qu'ils déployèrent, comme le montre l'ensemble de l'ouvrage et comme le formule Pierre Lambert, à « étouffer » la portée libératrice et émancipatrice du surréalisme. Cela était sans doute au-delà de leurs forces qui n'étaient pourtant pas négligeables. Leurs lointains émules s'y essayèrent dans les années 1960 et 1970, mais sur le mode plus farcesque et germanopratin que leurs modèles.

(6) *Ibid.*, pp. 332-337.

(7) *Ibid.*, p. 430.

(8) Cité par Jean-Pierre Plisson, *Ibid.*, p. 457.

Le groupe d'intellectuels qui s'entichèrent de la théorie de la « déconstruction » et en particulier ceux qui se réunissaient autour de la revue *Tel quel* dirigée par Philippe Sollers, d'abord porte-parole de la frange du PCF plus ou moins en délicatesse avec la direction de ce parti, puis en rupture ouverte avec ce dernier par une adhésion aussi soudaine qu'idolâtrique à la pensée Mao Tsé-toung.

Dans un tract diffusé en mai 1972, signé « Tel Quel-Mouvement de juin 1971 », ces gardes rouges d'opérette ne tentent rien de moins que de sceller la pierre tombale du surréalisme dans les termes suivants :

« *Le surréalisme est historiquement clos. Le répéter ou le "ressusciter" (sic) aujourd'hui est une manifestation directement politique [...]. Le néo-surréalisme, lui, [...] se fait directement contre l'avant-garde, car celle-ci se réfère à une expérience politique concrète, celle de la Révolution Culturelle Proletarienne de Chine [...]. Non à la Révolte. Vive la Révolution. À bas le surréalisme. Vive l'Avant-garde pour la pensée de Mao Tsé Toung !* » (9).

Ces mâles paroles prennent évidemment toute leur saveur quand on sait que les proclamateurs de cet enterrement solennel et péremptoire en grande pompe verseront quelques années plus tard dans le dandysme mondain le plus « apolitique » et convenu qui soit, voire, pour ce qui est de leur principal porte-parole, dans l'admiration hagiographique pour ce grand humaniste que fut le pape Jean-Paul II ou bien encore, par un retour aux sources bien significatif, dans la gestion et la valorisation de l'héritage éditorial de celui dont Breton avait perçu des décennies avant l'opportunisme et la versatilité politique, c'est-à-dire l'icône revenu de tout, même de son apologie indiscriminée du stalinisme triomphant, Louis Aragon.



André Breton et son cabinet de curiosités (à voir aujourd'hui au centre Pompidou). (D.R.)

Quand on aura ajouté que l'ouvrage de Plisson est complété par un excellent dossier photographique et documentaire et par un très utile index biographique assez détaillé de quelques-uns (33 entrées au total) des principaux acteurs de cette aventure intellectuelle d'exception, il semblera presque superflu de conclure que cet immense et très méritoire travail se recommande très vivement à l'attention des fidèles lecteurs des *CMO* mais, bien au-delà, à celle de tous ceux, à quelque génération qu'ils appartiennent, qui ont à cœur de s'efforcer de pénétrer, dans le but d'y inscrire leur propre réflexion et leur expérience, le déroulement intime des faits qui ont marqué notre histoire récente et qui, à bien des égards, influent encore sur celle qui se fait aujourd'hui et qui se profile à l'avenir.

Frank La Brasca

(9) Cité par Jean-Pierre Plisson, *Ibid.*, pp. 478-479.

PERLES

Perle numéro 1 :

« Adam Michnik semble désabusé par l'amateurisme du bolchevisme interventionniste de l'administration Bush. »

(Daniel Cohn-Bendit, préface de *l'Invention du politique* par Cyril Bouyeure, p.10 (14 novembre 2006).

Le « bolchevisme » de l'administration Bush ! Il faut un penseur politique médiatique de l'envergure de Cohn-Bendit pour le déceler.

+++++

Perle numéro 2 :

« Que les violences antisémites et anticatholiques se déchaînent ensemble n'est pas anodin. L'anticatholicisme est l'ingratitude de la France pour la matrice d'où elle est née. Que cherche-t-on à détruire ? D'abord la loi de l'Écriture, les deux Testaments, l'idée que l'Écriture est notre socle commun. Ce sont les fondements de la civilisation judéo-chrétienne qui sont ainsi attaqués frontalement (...). La France et Israël sont, ainsi que Claudel l'a souligné, les deux nations qui ont une destinée et une responsabilité surnaturelles. »

Robert Redeker, *Le Figaro*, 18 février 2019

Robert Redeker est professeur de philosophie...

Deux citations à méditer

Celle d'un grand bourgeois du XIX^e:

« Le troisième résultat de l'affranchissement des communes c'est la lutte des classes, lutte qui remplit l'histoire moderne. L'Europe moderne est née de la lutte des diverses classes de la société. »

François Guizot
(dernier président du conseil de Louis-Philippe en 1847).
Histoire de la civilisation en Europe
(1828, 6^{ème} édition 1855 page 209)

Celle du grand Jaurès :

« Cacher aux enfants la lutte des classes qui s'est développée sous des formes diverses tout au long de l'histoire et qui prend forme aujourd'hui dans la lutte du capitalisme et du prolétariat, ce serait supprimer pour eux un des aspects essentiels de l'histoire humaine. »

**Jaurès, « La valeur des maîtres »,
*Revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908***

